

# Université Assane Seck de Ziguinchor



**UFR : Sciences Économiques et Sociales  
Département de Sociologie**

## **Mémoire de Master**

Intitulé du Master : Politiques Publiques, Cultures et Développement

Spécialité: Politiques Publiques et Développement

### **Insécurité et développement dans un double contexte de crises socio-politique et économique dans la commune de Ziguinchor**

Présenté et soutenu publiquement le 24 juin 2016 par **M. Koly FALL**

Sous la direction de **Dr. Paul DIÉDHIOU**

#### **COMPOSITION DU JURY**

<b>Moustapha</b>	<b>TAMBA</b>	<b>Professeur</b>	<b>Président</b>	<b>UCAD</b>
<b>Paul</b>	<b>DIÉDHIOU</b>	<b>Maître Assistant</b>	<b>Encadreur</b>	<b>UASZ</b>
<b>Benoît</b>	<b>TINE</b>	<b>Maître Assistant</b>	<b>Examineur</b>	<b>UASZ</b>
<b>Doudou Dièye</b>	<b>GUÈYE</b>	<b>Maître Assistant</b>	<b>Examineur</b>	<b>UASZ</b>

**Année universitaire 2015-2016**

## REMERCIEMENTS

Pour arriver à terme de cette modeste étude, j'ai reçu le soutien et l'encouragement de personnes sans lesquelles, je n'aurai pas pu y arriver. C'est pourquoi je tiens à réserver ces quelques lignes à des remerciements qui leurs sont adressés.

Tout d'abord, j'adresse mes sincères remerciements à mon Directeur de Mémoire, Monsieur Paul DIÉDHIOU qui a accepté, malgré ses occupations, de diriger ce travail au cours duquel, il m'a donné des conseils clairvoyants afin d'orienter ma réflexion. J'ai beaucoup appris de votre sagesse et de vos orientations au cours de ces deux longues années. Je vous adresse toute ma gratitude et ma reconnaissance.

J'adresse également mes chaleureux remerciements au corps professoral du Département de Sociologie qui, en dépit des connaissances transmises, nous a encouragés et conseillés moi et mes camarades de promotion. Je vous remercie infiniment et j'espère que ce travail ne vous décevra pas.

Je remercie aussi mes parents qui, au-delà des valeurs qu'ils m'ont inculquées, ont cru en ma capacité et m'ont encouragé durant toute ma formation.

Mes chaleureux remerciements à Monsieur Hammadou BALDÉ, Inspecteur Régional du Travail et de la Sécurité sociale à Thiès et à son épouse Maliyel SO. Pendant leur séjour à Ziguinchor, ils m'ont non seulement accueilli chez eux, mais aussi, ils ont cru en moi et m'ont incessamment conseillé.

De vifs remerciements sont aussi adressés à toutes les personnes qui m'ont consacré du temps soit pour un entretien, soit pour l'administration d'un questionnaire. Sans leur disponibilité et leur ouverture, je n'aurai sans doute pas pu arriver au terme de ce travail.

Mention spéciale à Madame Fatoumata HANE et Monsieur Ibrahima TOURÉ qui m'ont inlassablement encouragé à travers leurs conseils et m'ont accordé de leur temps pour lire ce modeste travail. Je vous adresse toute ma reconnaissance ainsi qu'à Monsieur Benoît TINE.

Je remercie également Monsieur Abdoulaye BÂ, Directeur Général d'ECOBANK pour ses conseils et encouragements ainsi que la confiance qu'il atteste à mon égard.

J'adresse toute ma gratitude et mes remerciements à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

## DÉDICACES

Je dédie ce travail à toutes les personnes qui ont eu foi en moi et ont participé, directement ou indirectement, à sa réalisation :

À ma maman *Hawa BALDE* et mon papa *Oumar*, qui ont consacré tout leur temps à mon éducation en m'inculquant les valeurs du respect, de la franchise, de la droiture, de bonne foi, de sérieux, de l'honneur, de la responsabilité, etc. Je ne suis rien d'autre que ce que vous avez fait de moi et je prie le Tout Puissant de vous laisser des années afin de guider mes pas encore et toujours.

À mon ami et grand-père *Mahamadou Korka* qui, à travers sa sagesse, m'a enseigné les valeurs et vertus de la Religion. Que le Tout Puissant t'accorde encore des années pour m'éclairer mes choix et décisions.

À mon oncle *Ousmane MBALLO*, qui a toujours joué le rôle d'un père pour moi à travers sa confiance, son encouragement, et sa volonté de me voir sur la voie du succès.

À mes frères et sœurs, *Mariama, Halima, Alpha, Amadou, Diyé, Mahamadou Korka, Diénabou, Ousmane, Daouda, Kadidiatou, Malick, Issa, Oumou, Ibrahima*, et mes oncles et tantes *Abdoulaye, Ibrahima, Adama, Maïmouna, Amadou, Yaya, Abdoul, Fatoumata*. Je vous adresse ma reconnaissance pour votre soutien et la confiance que vous avez à mon endroit.

À *Amadou W. SOW, Ousmane COULIBALY, Kady FATY, El Hadji I. SO, Tidiane BADIANE, Mamadou SIDIBE, Jean L. TENDENG, Amady CISSE, Balla B. DIATTA, Cissao TAMBA, Aïssatou K. BA, Mody SABALY* et à tous mes camarades de compagnonnage et toutes les personnes avec qui j'ai partagé des moments à l'Université.

Je dédie ce travail particulièrement à la 4<sup>ème</sup> promotion de Sociologie (G2010-2011) qui est une génération d'étudiants solidaires et engagés dans le travail. Je vous dis mention spéciale pour vos encouragements et conseils.

À mes amis de promotion, de compagnonnage et tous les membres de l'amicale des étudiants en Sociologie. À tous les membres l'amicale des Étudiants ressortissant du Département Vélingara à Ziguinchor

À la mémoire de ma grand-mère paternelle *Oumou DIALLO* et mes grands-parents maternels *Allette et Koly BALDE*. Que Dieu fasse du Paradis votre dernière demeure. "Amine"

## **LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS**

ANSD : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

AOF : Afrique de l'Ouest francophones

APR : Alliance Pour la République

APRAN : Agence pour la Promotion de l'Arrondissement de Nyassia

ASC : Association Sportive et Culturelle

BIT : Bureau International du Travail

BM : Banque Mondiale

CODESRIA : Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique

FMI : Fonds Monétaire International

GIE : Groupement d'Intérêt Économique

IFAN : Institut Fondamental d'Afrique Noire

MFDC : Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

OMS : Organisation Mondiale de la Santé

ONG : Organisations Non Gouvernementales

ORTS : Office de la Radiodiffusion et de la Télévision Nationale

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PDS : Parti Démocratique Sénégalais

PIB : Produit Intérieur Brut

PPCD : Projet Pôle de Développement de la Casamance

RGPHAE : Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Elevage

UASZ : Université Assane Seck de Ziguinchor

UCAD : Université Cheikh Anta Diop de Dakar

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

WANEP : West Africa Network for Peace Building

## Liste des figures et tableaux

Figure 1 : décomposition du concept opératoire de crise sociétale.....	40
Figure 2 : carte de la commune de Ziguinchor ... ..	48
Figure 3 : tableau1, la participation aux élections en fonction de l'appartenance politique... .....	62
Figure 4 : tableau2, la variation de l'appartenance politique en fonction de l'âge à Ziguinchor.....	65
Figure 5 : tableau 3, l'appartenance politique en fonction du quartier de résidence à Ziguinchor.....	67
Figure 6 : tableau 4, la variation du vote en fonction de l'âge.....	79
Figure 7 : digramme de la variation des sentiments de satisfaction des populations.....	73
Figure 8 : image sur un lieu de rassemblement habituel de jeunes sans emploi à Kandé..... .....	80
Figure 9 : tableau 5, la part des personnes en activité dans le secteur informel à Ziguinchor .....	82
Figure 10 : tableau 6, l'évaluation des représentations sur les causes de l'insécurité..... .....	87
Figure 11 : digramme des crimes et délits de la population carcérale dans la maison des arrêts de Ziguinchor .....	93
Figure 12 : schéma récapitulatif du système général d'acteurs dans la prise en charge de la sécurité à Ziguinchor .....	103
Figure 13 : tableau 7, l'évaluation des représentations sur le lien entre violence et développement à Ziguinchor .....	106

Figure 14 : tableau 8, la situation d'insécurité vécue au moins par un membre de la famille à Ziguinchor.....	111
Figure 15 : tableau 9, la variation des revenus des habita.....	113
Figure 16 : tableau récapitulatif du profil des personnes enquêtées par le questionnaire.....	128
Figure 17 : photos prises lors de l'enquête.....	129

## SOMMAIRE

Introduction générale.....	1
Première partie : Processus d'élaboration de la problématique.....	
.....	<u>5</u>
Chapitre 1 : Revue de la littérature et problématique.....	
.....	7
Chapitre 2 : Univers de l'étude et cadre méthodologique.....	
.....	46
Deuxième partie : Interrelations entre crise socio-politique, crise économique, violence et développement à Ziguinchor.....	60
Chapitre 3 : Crises et insécurité dans la commune de Ziguinchor.....	
.....	62
Chapitre 4 : Conséquences des violences dans la ville de Ziguinchor.....	
.....	96
Conclusion générale .....	115
Références bibliographique .....	118
Annexes.....	122

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

*« La sécurité est une condition nécessaire du développement. Non seulement les conflits détruisent les infrastructures, y compris les infrastructures sociales, mais ils encouragent également la criminalité, dissuadent les investissements et rendent impossible toute activité économique normale.<sup>1</sup> »*

S'il y a une pratique ou un comportement qu'il faudrait étiqueter comme « fléau social », c'est bien celui des crises sociétales entendues comme un ensemble de crises politique et économique. Il s'agit, en effet, d'un phénomène social bien réel, caractéristique d'un bon nombre de sociétés et qui a connu des spécificités selon les contextes et les périodes ce, depuis plusieurs décennies voire des siècles. Aussi bien en Europe qu'en Afrique, ces crises ont connu différentes manifestations. Ainsi, il semble qu'elles se présentent à travers un comportement social se rapportant à un certain nombre de pratiques sociopolitiques, économiques, morales, etc. Au courant du XVIII<sup>e</sup> siècle communément appelé Siècle des Lumières, on parlait de crise d'identité caractéristique du discours de l'époque.<sup>2</sup> Ce débat a d'ailleurs fait l'objet de travaux anthropologiques et philosophiques ayant proposé diverses analyses sur cette question<sup>3</sup>. Toujours dans ce siècle, il y a eu la crise politique qui aboutit à la Révolution française de 1789 dont la conséquence directe est une crise sociale et morale<sup>4</sup>. Ainsi, une série de crises continua à marquer les sociétés humaines jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle qui sera le plus frappé par ce phénomène.

Le XX<sup>e</sup> siècle connu, en effet, les deux conflits mondiaux les plus meurtriers respectivement entre 1914-1918 et 1939-1945. Sous-tendues par des affrontements économiques, politiques, et parfois idéologiques, ces deux guerres ont été lourdement vécues aux plans politique, économique, social, psychologique et humain ; ce qui a été d'ailleurs à l'origine du conflit idéologique ou de la bipolarisation du monde entre le bloc occidental dirigé par les États-Unis et le bloc oriental sous la houlette de l'URSS. Tous ces affrontements témoignent d'un certain

---

<sup>1</sup> « Stratégie européenne de sécurité », cité dans Charles GOERENS, « sécurité et développement de l'Afrique : une nouvelle approche de l'UE », in *Cahier de Caillot*, N°99, Avril 2007, Paris, Institut d'études de sécurité, Union européenne, p.5.

<sup>2</sup> Ce discours était centralisé autour de la différence entre un « nous » occidental, civilisé et « l'autre » appelé primitif au XIX<sup>e</sup> siècle.

<sup>3</sup> Voir à ce propos, Charles De Secondat De Montesquieu, (1749), *De l'esprit des Lois*, Deuxième Tome, Amsterdam, Chatelain.

<sup>4</sup> Auguste Comte, (1936), *Cours de philosophie positive, (1<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> leçon)*, Paris, Librairie Larousse, Collection Classiques Larousse.



nombre de crises qui ont frappé les sociétés au niveau international, crises dont les causes sont fort variées tout autant que les conséquences.

Ces rappels montrent que s'intéresser à cette question relative aux crises sociétales revient à étudier un large pan de la société en question; qu'elle soit traditionnelle ou moderne, européenne ou africaine, riche ou pauvre). Ce sont toutes les dimensions sociales, toutes les composantes de la vie quotidienne qui sont interrogées d'un point de vue politique, économique, social et culturel.

Au niveau des sociétés africaines, c'est avec la période postcoloniale que ces crises ont commencé à prendre les formes de soulèvements populaires, de conflits internes, avec des ampleurs nécessitant l'intervention de puissances extérieures. C'est véritablement à partir des années 1960 que les pays d'Afrique noire, surtout, ont entamé des séries de crises politiques qui ont constitué un poids socio-économique, menaçant ainsi leur sécurité tout en établissant une instabilité grandissante. Des chercheurs comme Jean François Bayart<sup>5</sup> ont montré l'impact d'un processus d'indépendance raté, accompagné d'une mal gouvernance avec des leaders politiques de plus en plus corrompus, assoiffés de pouvoir, comme en témoigne les coups d'État répétés dans le continent. Ces différentes crises ont été à l'origine de plusieurs formes de violences constatées dans bon nombre de pays avec la fragilisation du tissu social et la dégradation des conditions de vie des populations. De tels contextes s'accompagnent souvent de pratiques telles que des meurtres, cambriolages, braquages avec les coupeurs de route, des attaques et vols à mains armées, bref de violences, de mouvements et pratiques qui pourraient avoir des conséquences sur le développement local.

Ainsi, si nous pouvons admettre avec le sociologue Henri Bergeron<sup>6</sup> que la consommation de stupéfiants est une des sources de ces pratiques, il faudrait aussi souligner qu'elle n'en est pas la seule. La situation socio-économique et politique paraît non négligeable et peut tout autant rendre compte de ce phénomène. Il semble alors pertinent de faire une analyse sur le phénomène des crises sociétales, afin de décrire ses caractéristiques et de pouvoir mesurer ses effets d'un point de vue socio-économique. À cet effet, le Sénégal, notamment dans sa région sud, en Casamance, peut constituer une illustration parfaite et bien caractéristique de ce phénomène des crises et la façon dont celles-ci ont contribué à favoriser le développement de la violence entendue sous l'angle de la délinquance et du banditisme.

---

<sup>5</sup> Jean François Bayart et al, (1997), *La criminalité de l'État en Afrique*, édition Complexe.

<sup>6</sup> Henri Bergeron, (2009), *Sociologie de la drogue*, Paris, Éditions La Découverte.

Considéré comme un pays sous-développé, le Sénégal semble moins stable (d'un point de vue économique en particulier) que ne le décrivent certains orateurs politiques surtout. Les conditions de vie, rendues plus difficiles avec les crises des décennies 70-80, n'ont pas été sans conséquence majeures sur le devenir des grandes villes. Dans le même temps, on assiste à une forte urbanisation des grandes villes, mais surtout de la capitale sénégalaise qui accueille la grande majorité des départs en rapport avec l'exode rural. Par exemple, la ville de Dakar à elle seule abrite près de la moitié de la population urbaine du pays avec 49,6%<sup>7</sup>.

En ce qui concerne la Casamance, pendant les trois dernières décennies, il y a un nombre important de personnes qui fuient les villages pour rallier les villes en raison, d'une part, du conflit et des violences qu'il entraîne, et d'autre part, des conditions de vie difficiles. En 2001, les 13% de la population de la région de Ziguinchor étaient constitués de déplacés ou réfugiés<sup>8</sup>. Aujourd'hui, les violences semblent faire partie de l'histoire de cette partie du pays.

Les affrontements entre le Mouvement des Forces Démocratiques de la Casamance (MFDC) et les forces armées sénégalaises ont fait de cette région, une zone violentée et une région d'expression de plusieurs formes de violences allant de la délinquance au banditisme. D'où l'intérêt de cette étude. Ainsi, dans ce travail, il s'agit de montrer le rapport qui existe entre la crise politicoéconomique et la prolifération des violences dans la commune de Ziguinchor. Autrement dit, nous abordons la problématique de l'insécurité et du développement dans un double contexte de crises sociopolitique et économique dans la commune de Ziguinchor, à partir d'une démarche hypothético-déductive. Pour ce faire, nous structurons notre travail autour de deux parties.

Dans la première partie, intitulée processus d'élaboration de la problématique, nous avons procédé d'abord à un travail de recherche documentaire. Il s'agit concrètement de montrer comment les différents champs disciplinaires (politistes, criminologues, sociologues et socio-anthropologues) ont abordé la crise politico-économique. De cette étape a découlé notre problématique de recherche. Ainsi, cette première partie est constituée de la revue de la littérature, de la problématique, des objectifs et hypothèses de travail et du modèle d'analyse. Enfin, nous avons mobilisé des outils méthodologiques qui nous ont permis de collecter les

---

<sup>7</sup> Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie, Recensement Général de la Population de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage, 2013, p.253.

<sup>8</sup> Nelly Robin, « Le déracinement des populations en Casamance », in, *Revue européenne des migrations internationales*. [En ligne], vol. 22 - n°1 | 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 17 octobre 2014. URL : <http://remi.revues.org/2723;DOI:10.4000/remi.2723>.

données sur la base desquelles, nous avons pu discuter nos objectifs et hypothèses de recherche.

Dans la deuxième partie, nous présentons les résultats de la recherche. Elle est composée de deux chapitres : le premier met en évidence les formes de manifestation de la crise politico-économique à Ziguinchor et le lien que celle-ci entretient avec les violences ou l'insécurité dans cette ville. Dans le second, nous abordons les conséquences de ces violences sur le développement socio-économique de la ville de Ziguinchor.

**PREMIÈRE PARTIE :**  
**PROCESSUS D'ÉLABORATION DE LA PROBLÉMATIQUE**

Cette partie constitue le fondement théorique et la base du travail. Elle comprend principalement deux chapitres structurés en sections. Il s'agit ici de passer en revue les différents travaux traitant de la problématique des crises sociétales, ce qui nous permet d'adopter ou de définir une posture par laquelle, nous traitons la question des crises sociétales et de leurs conséquences dans la commune de Ziguinchor. La revue de la littérature et la problématique nous ont permis de mieux éclaircir les objectifs et les hypothèses de travail.

Ainsi, dans cette première partie, nous avons fait une présentation du cadre d'étude ainsi que la méthodologie utilisée pour la collecte des données. Pour ce faire, nous avons mis l'accent sur les caractéristiques démographiques de la ville de Ziguinchor, avant de revenir sur quelques aspects en rapport avec la situation socio-économique et politique de cette localité. À partir de là, nous avons montré les outils méthodologiques qui ont servi pour la phase d'enquête.

## Chapitre 1 : REVUE DE LA LITTÉRATURE ET PROBLÉMATIQUE

Ce chapitre ambitionne de répondre à la question suivante : comment les criminologues, les politologues, les sociologues et les socio-anthropologues, pour ne citer que ces quelques exemples, ont abordé la question des crises sociétales ? La réponse à cette question nous permet de mieux construire notre problématique.

### 1.1 Revue de la littérature

Parmi les nombreux travaux qui traitent surtout des violences, figure l'ouvrage collectif d'Uli Windisch en collaboration avec Pascal Bonzon et al.<sup>9</sup> Dans cette étude consacrée à la violence jeune et/ou urbaine, les auteurs mettent en évidence la pluralité des analyses concernant ce phénomène.

D'abord, à partir des manifestations de mai 1998 contre l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) à Genève, ils montrent le rôle que peuvent jouer les médias dans une situation de manifestation et de turbulence en milieu urbain. En effet, le phénomène des violences est une des réalités à laquelle s'intéressent beaucoup d'acteurs, dont la presse, qu'elle soit écrite ou orale. Pour ces auteurs, la réalité sociale construite par celle-ci ne correspond pas forcément à la réalité des faits. Ces événements de mai 1998 en constituent une parfaite illustration. Selon les auteurs, les médias ont tendance à dramatiser les manifestations violentes dans le souci d'attirer l'attention du grand public. Ils déforment la réalité pour en fournir une autre qui, selon Windisch et ses collaborateurs, influence le jugement des téléspectateurs. Une des conséquences de cette construction est, du point de vue des auteurs, l'intensification des violences. Toutefois, pour l'ensemble des médias ici concernés, se pose le problème d'interprétation et d'explication de ces violences survenues lors des manifestations. Les différentes réponses apportées à cette question sont faites de manière variable et parfois contradictoire.

Ensuite, les auteurs tentent de mettre en évidence des éléments d'explication de ce phénomène par un certain nombre de spécialistes des sciences sociales (économie, sociologie, philosophie et psychologie). Ainsi, dans l'analyse économiste, on se focalise sur la précarité économique alors que le discours sociologique est axé sur des faits comme crise de civilisation, du politique ou de sens, de désordre social. De fait, l'économie distillerait une violence

---

<sup>9</sup> Uli Windisch, et al. (1999), *Violences jeunes, médias et sciences sociales*, Lausanne, Éditions L'Âge d'Homme.

extraordinaire à l'échelle planétaire. Ces approches témoignent largement des différences de points de vue sur un même phénomène, à savoir, la violence jeune urbaine. Cette différence s'inscrit dans leur logique disciplinaire respective. Pour ce qui est du philosophe, c'est plus de pacte social violé dont il s'agit au moment où, le psychologue centralise son analyse sur l'individu.

Enfin, ces explications, aussi différentes qu'elles soient, témoignent de la diversité non seulement entre les disciplines dont il est question ici, mais aussi attestent de la possibilité de disposer d'une multitude de réponses pour une même question. Toutefois, ce qu'il faudrait saisir dans ce cadre, c'est la complexité qui puisse exister pour rendre intelligible le phénomène des violences autant les causes sont variées.

Cet ouvrage introductif nous permet de saisir les divergences dans l'explication de ce qui peut être nommé "crises sociétales". Les différentes analyses fournies nous invitent à porter un regard critique aussi bien, sur le discours sociologique que sur celui politiste ou économique. Elles nous permettent de saisir, dans une certaine mesure, la complexité de la problématique des crises sociétales qui ont suscité plusieurs réflexions. Néanmoins, ces analyses ne sont pas à même de fournir une compréhension totale du phénomène des crises. Les auteurs s'inscrivent plus dans des postures souvent générales excluant ainsi, toute responsabilité, toute rationalité des individus. Celles-ci ne permettent pas de rendre compte des conditions socio-économiques pouvant provoquer des frustrations de la population locale, et d'entraîner des troubles publics. De même, ces analyses excluent la dimension historique qui peut être aussi fondamentale que les facteurs qu'ils ont soulignés.

Analysant à son tour les crises en Afrique Noire, le chercheur J. B. Ouédraogo<sup>10</sup> adopte une posture critique qui se départit de beaucoup de travaux qui existaient jusque-là : tout d'abord, il inscrit le sujet dans une logique changeante d'interrelations à l'intérieur des configurations sociales en perpétuelle adaptation. Ensuite, en s'intéressant au village de Mangodara dans la région de Comoé au Burkina Faso, l'auteur tente de déterminer les facteurs qui auraient entraîné les massacres entre Peuls et Karaboro dans les années 1990, et qui sous-tendraient les conflits communautaires. L'auteur estime que c'est surtout dans les configurations sociohistoriques des communautés composant la région, qu'il faut rechercher les causes d'une telle violence. Il y a donc, une sorte de « mémoires violentes » entre les différentes

---

<sup>10</sup> Jean B. Ouédraogo, (1997), *Violences et Communautés en Afrique Noire : La région de Comoé entre règles de concurrences et logiques de destruction (Burkina Faso)*, Paris, L'Harmattan.

communautés en question, ce qui pourrait entraîner des rancunes et de la haine, tous, des éléments favorables à une violence physique. Pour l'auteur, l'influence extérieure et diversifiée des Dyula sur les groupes sociaux conduit à des dispositions sociales qui aboutissent assez facilement à l'utilisation de la violence dans les relations sociales. Ces empreintes sont étroitement liées, pour l'auteur, à l'histoire de la région bien avant la période coloniale. Cela ferait d'ailleurs que certaines communautés soient hostiles aux « étrangers ». En poursuivant son analyse dans cette dynamique, il fait état principalement de deux types de crises : une crise politico-identitaire et une crise religieuse. Ces deux crises témoigneraient de l'effondrement d'un système de représentation plus ou moins abstrait. Par ailleurs, l'auteur inscrit son analyse dans la logique des contradictions entraînées par des socialisations antagonistes des deux communautés ; socialisations se rapportant à leurs histoires distinctes. Les Peuls, considérés comme des étrangers, sont exclus à cause de leur différence avec les Karaboro.

Nous pouvons retenir du travail de ce sociologue que la violence enregistrée dans certains États africains n'est, en fait, que le prolongement d'une violence symbolique existante. Cet état de fait doit se comprendre dans une logique normative en ce sens qu'elle s'analyse, en termes de finalité et non pas de cause, souligne l'auteur. Ainsi, son analyse nous permet de comprendre dans quelles mesures, les configurations sociohistoriques peuvent affecter les relations sociales entre différents groupes sociaux. De même, J. B. Ouédraogo montre toute la sensibilité de la question des relations sociales, ainsi que des crises qui en découlent. Cependant, il ne rend pas compte la manière dont ces crises contribuent à désorienter les acteurs qui s'adonnent à des activités et pratiques en marge de la loi telles que les viols, les vols, les cambriolages et, dans une certaine mesure, la prostitution.

Sur un autre registre, dans le travail dirigé par Élise Féron et Michel Hastings,<sup>11</sup> les auteurs mettent en évidence la complexité à analyser des conflits considérés comme communautaires. Cette complexité réside dans le fait que c'est un phénomène qui, loin d'être que culturel ou ethnique, recouvre à la fois une dimension économique, politique et religieuse. Ces conflits dits communautaires surviendraient alors, dès que des communautés ont des buts différents ou contraires. De fait, ils estiment que les conflits communautaires apparaissent dans des régions ou dans des situations où la diversité sociale résulte soit de migrations internationales, soit de

---

<sup>11</sup> Élise Féron et Michel Hastings, (dir), (2002), *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan.



la coexistence de plusieurs communautés historiques dans un même État, par exemple, à la suite d'une guerre ou d'un tracé hasardeux de frontière.

Ainsi, Michel Hastings<sup>12</sup>, tout en soulignant leur différence, soutient dans sa contribution que les conflits communautaires ont quelque chose de particulier. Leur singularité c'est bien leur air de famille tiré de leurs fortes mobilisations symboliques et de l'importance de leurs ressorts psychoaffectifs qui transforment chacun d'entre eux en une guerre existentielle entre un « nous » et « eux ». Pour lui, trois types de narrations structurent et composent les systèmes de représentation qui sous-tendent les conflits communautaires : il y a d'abord, la narration héroïque, ensuite la narration traditionnelle, et enfin la narration dite rationnelle légale. Inspirés de la typologie wébérienne de la rationalité, ces trois types de discours distinguent les conflits communautaires des autres conflits guerriers. Cette différence réside également dans l'atrocité des violences aussi bien individuelles que collectives. En poursuivant son analyse, l'auteur soutient que cette agressivité s'explique par l'intensité des frustrations d'ordre économique et social, mais aussi, et surtout, de la haine de l'autre. De ce point de vue, nous pouvons soutenir avec lui que la terreur naît de l'altérité ; « l'autre » est un étranger qui ne bénéficie d'aucune reconnaissance ; donc « il faut l'anéantir ».

Dans la logique de Hastings, les conflits communautaires sont une construction socioculturelle. Celle-ci caractérise et structure les représentations sociales avec lesquelles, l'autre est vu et observé différemment. Cette relation conflictuelle d'altérité contribue à faire naître une haine qui va, à son tour, entraîner toute l'atrocité des violences. La pertinence et l'intérêt de cette étude résident dans la clarté des analyses de l'auteur. Il montre comment les frustrations d'ordre économique et social peuvent transformer les formes de relation entre les acteurs surtout lorsqu'ils ont des origines différentes. Qu'elles soient collectives ou individuelles, ces relations avec l'autre s'inscrivent dans des logiques conflictuelles du point de vue de l'auteur.

De son côté, Jean-François Havard<sup>13</sup> inscrit son analyse dans un cadre plus restreint, en s'intéressant aux mutations identitaires au Sénégal. Dans sa contribution, l'auteur met principalement en évidence deux crises qui ont marqué la société sénégalaise dans les années 1980 et 1990. Il s'agit notamment, d'une crise économique et d'une crise politique. Ces deux

---

<sup>12</sup> Michel Hastings, « Imaginaires des conflits et conflits d'imaginaires » in, *L'Imaginaire des conflits communautaires*, (Ibid.), p.41-62.

<sup>13</sup> Jean F. Havard, « Diffusion d'un modèle wolof-mouride et mutations identitaires au Sénégal » in, *L'imaginaire des conflits communautaire*, (Ibid.), p. 189-212.

crises auraient entraîné une crispation des identités, faisant naître des frustrations qui se traduisent par des actes violents au sein de la jeunesse en particulier. Ainsi, Havard remet en cause la stabilité et la cohésion sociale attestées au Sénégal tout en soutenant que c'est là, deux phénomènes qui ont évolué dans un contexte favorable, mais qui s'est détérioré dans ces deux décennies. Il prend en exemple, le massacre des Maures en 1989 et celui des rétrécisseurs de sexe en 1997 comme pures expressions de crise d'identité qu'il considère comme manifestation d'un conflit communautaire. Toutefois, il faut souligner que les victimes de ces actes violents sont en majorité des étrangers. En effet, en dehors des Maures, l'auteur montre aussi que les Ñaag, les Libanais et certains Pël ont connu ces mouvements violents au Sénégal. D'ailleurs pour ce qui est des Pël, originaires de la Guinée, ils sont pour la plupart des immigrés au Sénégal. Ils sont le plus souvent des commerçants, des boutiquiers détaillants tout comme les Maures, ce qui intensifie leurs interactions avec les populations locales de plus en plus au chômage. Ces étrangers se trouvent dès lors, au centre des tensions liées à une paupérisation grandissante.

Ce que nous pouvons retenir de cette contribution, c'est qu'il s'agit bien d'une relation d'altérité dans laquelle l'autre est observé et traité de manière différente. Dans cette relation, les frustrations économiques, sociales et politiques ont joué un rôle fondamental et ont conduit à un racisme latent et violent. Ce rejet de « l'autre » s'exprimerait par le développement de discours d'exclusion et serait sous-tendu, au-delà de la crise économique et politique, par un affaiblissement des structures de régulation sociale, religieuse ou clientéliste, d'où, selon l'auteur, la remise en cause du « contrat social sénégalais ». Ces différents facteurs n'ont sans doute pas manqué de déboucher sur une exacerbation des frustrations au sein de la jeunesse en se matérialisant par des tensions communautaires.

De fait, la lecture de cette contribution nous a permis de voir la diversité des éléments qui peuvent être convoqués pour rendre compte des violences en Afrique. Autrement dit, la gestion économique et politique est soulevée comme une des principales causes des violences perpétrées sur ce continent. Aussi, l'auteur montre que les frustrations d'ordre identitaire peuvent avoir des conséquences néfastes sur la stabilité d'une société surtout lorsqu'il y a un chômage élevé. De ce point de vue, cette étude montre que les crises sociétales, loin d'être seulement économique et politique, sont aussi identitaires dans des pays comme le Sénégal.

Dans ces deux contributions, les auteurs mettent l'accent sur les causes et la finalité des conflits communautaires en Afrique généralement, ce qui est un travail remarquable d'un

point de vue scientifique. Toutefois, ces analyses nous semblent incomplètes en ce sens que les conflits communautaires ne sont pas les seules formes de manifestation des violences en Afrique noire. Par ailleurs, elles ne montrent pas comment les populations ou les autorités s'approprient ces situations de difficultés économiques ainsi que les stratégies qu'elles mettent en place pour trouver des voies de sortie de crise.

De ces deux ouvrages, nous pouvons dire que les auteurs ont des positions qui semblent se croiser. Ils traitent des conflits communautaires tout en mettant en exergue la pluralité des causes qui favorisent l'atrocité des violences. Pour eux, ces types de conflits se manifestent au sein de communautés qui vivent dans un même territoire et entretiennent des interactions directes et conflictuelles. Des frustrations d'ordre symbolique, religieux, économique et parfois politique sont en grande partie convoquées. Cependant, aussi identiques qu'ils semblent, ces travaux présentent des différences qui, à notre avis, sont fondamentales et nécessaires à souligner. Ouédraogo adopte une posture sociologique en mettant l'accent sur des dimensions symboliques et culturelles. Il inscrit ces deux facteurs dans l'histoire des communautés étudiées. Ce qui est un travail remarquable, mais, faut-il le souligner, qui ne peut pas concerner d'autres communautés différentes de celles étudiées, car, la nature des relations entre communautés dépend grandement de l'appropriation des histoires et valeurs locales qui varient selon les communautés, et espaces de référence. De son côté, dans le travail dirigé par Élise Féron et Michel Hastings, les contributeurs s'inscrivent dans une logique politiste. Ils montrent comment des frustrations d'ordre économique, politique et quelques fois identitaire peuvent contribuer à faire naître des tensions et à rendre difficile les possibilités de sortie de crise entre des communautés vivant dans un même territoire. Une telle analyse ne permet pas de rendre compréhensibles des conflits interétatiques même s'ils ne sont pas si fréquents aujourd'hui. Dans tous les cas, il faut souligner que la question des crises sociétales, saisies dans leurs sens sociopolitique et économique, ne saurait être le domaine d'intervention des seuls politologues ou sociologues.

Dans une perspective plus ou moins différente, la question relative aux crises est analysée différemment surtout quand nous nous intéressons aux études criminologiques. Dans le *Traité des violences criminelles*<sup>14</sup>, les auteurs soulignent, à juste titre, la couleur changeante de ces formes de violence en fonction des contextes. Elle diffère d'une situation à une autre, et les fins poursuivies ne sont pas toujours les mêmes. Toutefois, il faut souligner qu'il s'agit dans

---

<sup>14</sup> Maurice Cusson et al, (dir.) (2013), *Traité des violences criminelles. Les questions posées par la violence, les réponses de la science*. Québec, Éditions Hurtubise.

ce traité d'une violence que les auteurs différencient des conflits communautaires que nous venons d'étudier dans les précédents travaux. Ils définissent la violence criminelle comme toute « atteinte intentionnelle et prohibée à l'intégrité physique<sup>15</sup> » d'une autre personne, entraînant une souffrance, des blessures sinon une mort. Ceci atteste par ailleurs, la diversité des formes que peut prendre la violence jeune et urbaine.

Ainsi, Birrer, Cusson et Ribaux s'intéressent, dans leur contribution, aux vols commis avec violence<sup>16</sup>. Les auteurs soulignent l'existence d'une situation de troubles politiques, de la prolifération d'armes à feu et de graves carences de la police et de la gendarmerie. Ces facteurs seraient les principaux éléments qui expliquent la récurrence des vols avec violence. Conjugués à quelques caractéristiques comportementales des victimes qui, de plus en plus, ne résistent pas aux voleurs, ces facteurs rendent davantage cette pratique facile.

Pour ce qui est de Sébastien Roche<sup>17</sup>, il identifie une tendance contraire à celle avancée par Birrer et ses collaborateurs. Dans sa contribution, Roche note une certaine baisse des pratiques délinquantes (vols, viols, homicides et tentatives d'homicides, etc.) en France, contrairement aux États-Unis par exemple ou en Suisse romande. Toutefois, cette question relative à la violence, à la drogue (et aux émeutes) est fréquente dans la banlieue française, soutient l'auteur. Plusieurs facteurs peuvent être pris en compte pour tenter d'expliquer ce phénomène. Mais les plus importants, pour Roche, se rapportent à une crise sociale et économique, et une concentration ethnique. Entre la banlieue encore appelée « zone urbaine sensible » et les autres parties des grandes villes françaises comme Paris, il existerait un écart considérable entre populations au plan socio-économique. Cet écart s'accompagnerait d'un taux de chômage élevé dans les quartiers considérés comme « prioritaires de la politique de la ville », ce qui pourrait entraîner une certaine concentration de minorités ethniques dans ces zones. D'ailleurs, l'auteur souligne que les mis en cause sont principalement originaires des couches sociales les plus défavorisées. Ils viennent des quartiers les plus défavorisés et appartiennent à des minorités ethniques. De ce point de vue, au moment où on assiste à une baisse considérable de cette pratique délinquante dans certains quartiers, elle reste élevée ou quasi-statique en banlieue, même après l'adoption de nouvelles mesures telles que le renforcement de la sécurité.

---

<sup>15</sup> Maurice Cusson, et al, (*Ibid.*).

<sup>16</sup> Sébastien Birrer et al, « Les vols avec violence » in *Traité des violences criminelles. (Op. Cit.)* p.103-125.

<sup>17</sup> Sébastien Roche, « La violence et la drogue dans les banlieues françaises et la réponse policière », in *Traité des violences criminelles. (Ibid.)* p.317-332.

Dans ces deux contributions, il apparaît que les auteurs s'intéressent à la question des violences, mais, dans une logique criminelle. Ils accordent un intérêt considérable à celles-ci. Ils expliquent, de façon plus ou moins différente, les facteurs qui entrent en jeu dans le cadre de ces violences. De fait, au moment où Birrer et ses coauteurs identifient une tendance à la hausse de la question principalement aux États-Unis, au Canada et en Suisse romande, Roche démontre une baisse de cette pratique en France, mais qui est statique en banlieue. Dans tous les cas, s'il y'a un élément que nous pouvons retenir, ce sont les causes identifiées par les auteurs. D'un côté comme de l'autre, ces contributeurs mettent à la base de ces pratiques l'existence d'une crise qui est économique, mais aussi, et surtout politique, estimant que plus le contexte politique est tendu, plus il y a des risques de violence ; ce qui nous permet de conforter l'idée avancée plus haut : au même titre que les causes, les conséquences des crises sociétales (économiques, politiques et sécuritaires) sont diverses et variées. Ces deux études se singularisent par la spécificité des questions abordées. Elles décrivent une partie de notre objet à savoir les cas de vols, viols, braquages et cambriolages perpétrés par les jeunes dans la ville de Ziguinchor en ce sens qu'elles montrent les fondements de ces pratiques.

Toujours dans le cadre des travaux traitant de cette problématique des crises économique, politique, sociale et identitaire, et de leurs conséquences sur le vécu des populations, il y a celui de Mohamed Tétémedi Bangoura<sup>18</sup> qui tente de montrer les origines d'une violence politique en Afrique, à partir du cas tchadien. Pour lui, la naissance de la violence politique au Tchad est liée à l'autoritarisme des autorités politiques dont les débuts sont à situer dans les années 1960, plus spécifiquement en 1963, date de l'éclatement de la première crise politique. Cependant, la fermeté des répressions donna un caractère traumatisant au règlement de cette crise. C'est donc la succession des régimes autoritaires de cette période qui est à l'origine des violences politiques au Tchad, soutient l'auteur. On note ainsi, des arrestations arbitraires, des détentions en prison sans jugement, des tortures et des liquidations, etc. dont les « autoritarismes les plus durs » comme le régime de H. Habré sont les principaux responsables. Ces phénomènes n'ont cessé de croître au cours des années pour atteindre leur paroxysme en 1979 et 1980. D'ailleurs, l'auteur souligne que toutes les successions au pouvoir se sont faites avec violence à l'image du coup d'État de 1975 ayant renversé François Tombalbaye.

---

<sup>18</sup> Mohamed T. Bangoura, (2005), *Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad*, Paris, L'Harmattan.

Cette forme de violence que Bangoura appelle la violence d'État ou encore « la violence du pouvoir constitué » serait à l'origine de la violence de la société. Elle engendre une réaction violente de la part de ceux qui la subissent. Cette violence de la société se manifeste sous forme de révoltes paysannes ou populaires, de rébellions armées, de mobilisations pour contester la légitimité d'un gouvernement ou pour des revendications sociales (sécurité, justice, éducation, santé, emploi, logement, etc.). Elle peut venir du bas, dans la société civile, ou du haut au sein des élites du pouvoir, rendant ainsi la question plus complexe et difficile à saisir.

Cette étude nous permet de comprendre, en partie, les crises d'ordre politique. Depuis leurs indépendances, la plupart des pays d'Afrique ont connu des situations de crises économiques, mais aussi politiques, situations qui ont contribué à la prolifération des violences avec des revendications sociopolitiques. Elle nous permet donc d'appréhender une partie des crises sociétales qui font l'objet de notre travail. L'auteur soulève un certain nombre d'interrogations à savoir l'insécurité, l'éducation, l'emploi, bref, ce qu'il appelle des revendications sociales. Toutefois, aussi pertinente qu'elle soit, cette étude se trouve limitée au plan géospatial. Seules, les régions où il y aurait des régimes politiques autoritaires sont prises en compte. Or, les violences sont, de nos jours, caractéristiques d'un bon nombre de sociétés, qu'elles soient dirigées par un régime autoritaire ou pas. Par ailleurs, bien que la nature du régime en place puisse faire l'objet de violence, il n'en demeure pas moins qu'il n'est à même de rendre compte de toute forme de violence enregistrée. On note une multitude de cas d'actes violents tels que des émeutes, des cambriolages, des vols et viols ou des meurtres dans des pays où il y a des gouvernements considérés de démocratiques à l'image du Sénégal ou des États-Unis pour être plus général. N'y aurait-il pas alors des facteurs plus généraux et principalement sociaux qui permettent de mieux comprendre cette question des crises sous l'angle des violences ?

Adoptant une analyse plus ou moins politiste, Bauer et Rauffer<sup>19</sup> mettent en évidence un certain nombre de cas de violences qui sont perpétrées dans les quartiers sensibles, les acteurs responsables de ces violences et quelques catégories de victimes. Ces auteurs soutiennent que ce sont surtout des vols à l'arraché de sacs à main et de téléphones portables qui sont commis par des jeunes âgés de 15 ou 16 ans, sur des personnes vulnérables. Il y a aussi, des règlements de compte entre dealers d'héroïne ou bandes armées, des conflits

---

<sup>19</sup> Alain Bauer et Xavier Rauffer, (2000), *Violences et insécurité urbaines*, Paris, PUF, 5<sup>ème</sup> édition.

« communautaires » entre des jeunes issus de l’immigration maghrébine, etc. Ces formes de violence semblent s’accompagner, du point de vue des auteurs, d’une sorte de banalisation du phénomène dans la banlieue française. Ils montrent que dans les lieux de travail des quartiers dits « de non droit », l’agression est comme un banal accident de travail. Donc, nul n’échappe à ce phénomène qu’ils qualifient de violence sociale, et dont commerçants, professionnels de santé et travailleurs sociaux sont, entre autres, les victimes ordinaires.

Face à ce fléau, les autorités sécuritaires et administratives ont adopté une stratégie de lutte fondée sur la reconstruction du tissu urbain et du lien social dans ces quartiers en difficulté à savoir les banlieues en France, à l’image d’ailleurs de la plupart des pays européens ou africains. Cela passa par l’encouragement de la vie associative locale et la facilitation de l’emploi aux exclus. Cependant, ces mesures, aussi ambitieuses soient-elles pour réduire l’ampleur des violences urbaines et la criminalité en France, n’ont eu qu’une infime influence sur ces phénomènes. Dans cette perspective, nous pouvons dire avec Bauer et Rauffer que le tout social, c’est-à-dire l’ensemble des composantes de la communauté dans ces quartiers, ne permet pas de réduire les violences urbaines. D’autres mesures sont alors mises en place telles que le renforcement de la sécurité.

La pertinence de cette étude se mesure par le fait que les auteurs dégagent les caractéristiques des acteurs impliqués dans cette problématique récurrente des crises sociétales et des violences urbaines. D’ailleurs, une partie des analyses proposées dans cet ouvrage ont été développées dans un travail plus ancien de Sophie Body Gendrot, paru dans la moitié des années 1990.

Dans son analyse sur *ville et violences*,<sup>20</sup> S. B. Gendrot s’était intéressée, dans les années 1990, aux facteurs qui pourraient expliquer la diminution des violences urbaines en France et au Royaume-Uni. Elle adopte une approche combinatoire qui porte aussi bien sur l’urbanisation que sur le social. Critiquant le marxisme et le libéralisme, elle estime que ces deux approches ne permettaient plus de rendre compte de la situation sociale des quartiers urbains ouvriers. Selon elle, ce sont surtout l’affirmation de l’État, l’existence d’une police professionnelle, la plausibilité d’emploi de la coercition et la généralisation d’auto contrainte entre autres qui seraient à l’origine d’une baisse considérable des violences. Toutefois, elle identifie certains déterminants généraux de ces dernières dans les quartiers populaires : la

---

<sup>20</sup> Sophie B. Gendrot, (1995), *Ville et violence : l’irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, 2<sup>ème</sup> édition.

concentration de familles monoparentales, les arrivées récentes<sup>21</sup>, la relégation des populations dans les secteurs les plus bas du marché du travail et des programmes de formation, des logements dégradés, l'apparition de la drogue et le développement de l'économie de transit. En outre, pour l'auteur, il y a une sorte de stigmatisation en termes d'exclusion de ces populations hétérogènes et une intégration sociale qui n'est pas forcément garantie pour des jeunes aux origines diverses et étrangères.

Au plan politique, l'auteur identifie de nouvelles logiques pouvant rendre compte des risques de délinquance et de banditisme. Ces risques proviennent d'un « espoir déçu » comme celui d'accéder à un statut social grâce aux études et aux diplômes. Par ailleurs, ceci met en évidence les limites de l'offre publique fondée sur un surinvestissement dans l'éducation au moment où l'offre d'emploi est en retard. C'est alors un problème posé par une violence politique urbaine qui interroge en outre, les carences des démocraties dans les sociétés modernes, soutient l'auteur. Les autorités ignorent ou marginalisent les revendications des populations, surtout quand elles viennent de groupes étrangers. Dans cette perspective, la violence est un mode de revendication, mais aussi d'affirmation politique pouvant entraîner des problèmes au système en place tel que des coûts matériels.

Ces deux ouvrages nous paraissent importants pour la construction de notre problématique en ce qu'ils offrent d'une part, la possibilité d'identifier les principaux acteurs responsables d'actes de violence ainsi que les potentielles victimes. D'autre part, ils abordent aussi bien la dimension politique que sociale des crises sociétales. Tout ceci offre plus de visibilité sur ces faits considérés comme phénomènes urbains. Ces analyses permettent de comprendre comment l'organisation, le fonctionnement d'un système politique et les dynamiques sociales peuvent rendre compte de ces crises et contribuer, par la même occasion, à la multiplication des violences (vols, émeutes et cambriolages) dans des pays comme la France et le Royaume-Uni.

Sous un autre angle, Jacques Donzelot<sup>22</sup> étudie la question des crises urbaines. Il s'intéresse au changement de situation dans les grandes villes au courant des années 1970 ; un changement qui, nous semble-t-il, se poursuit toujours. Selon lui, au cours de cette période, on note un effritement de la situation positive des grandes villes des années 50-60. Ces villes sont

---

<sup>21</sup> Ces arrivées sont principalement constituées de migrants venant de pays étrangers tels que les immigrés maghrébins.

<sup>22</sup> Jacques Donzelot, (2006), *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*. Paris, Le Seuil.



moins caractérisées par l'accès au travail et la stabilité de l'emploi que la prédominance du chômage, la précarité, la pauvreté, la concentration de minorités ethniques avec des jeunes dont l'avenir est incertain. Dans cette perspective, les villes modernes se trouveraient exposer aux émeutes, aux trafics illégaux, à la dépendance envers l'aide sociale, etc. C'est là un changement rapide de situation qui a conduit à une image négative de la ville et qui aurait accentué le déversement des classes moyennes habitant les cités dans les communes rurales de la périphérie.

Les habitants de ces quartiers périurbains se trouvent dans l'obligation de quitter ces lieux devenus impraticables pour eux. Pour y pallier cette situation, les autorités ont mis en place une politique de la ville qui a évolué dans le temps, dans le contenu et ses modes d'action. Cette politique, encore appelée « grands projets de ville » privilégiait une mixité sociale favorisée par les décideurs politiques. Elle paraissait comme le principal remède face aux maux ou crises urbaines. Cependant, elle ne fit pas long feu selon l'auteur, car, pour lui, la rénovation urbaine convient davantage aux élus qui y trouvent le moyen de satisfaire leur électorat au détriment des intérêts des communautés. Bien que cette politique soit destinée à la population, Donzelot soutient que vu sous cet angle, elle peut entraîner une résistance qui peut être violente de la part des habitants des quartiers en question.

L'analyse de ce travail nous a été particulièrement utile du fait qu'elle met en évidence, les conséquences des politiques de modernisation sur les grandes villes. Elle fait surgir un ensemble de questionnements aussi bien politiques que sociaux. De même, elle montre les enjeux qui tournent autour de la gestion des questions politiques et sociales dont les gestionnaires tendent à mettre en avant leurs intérêts politiques et économiques. Toutefois, malgré la pertinence des idées développées et l'actualité des informations fournies, cet ouvrage ne permet pas de rendre compte et de comprendre la prolifération des violences physiques commises par les jeunes dans ces quartiers dits populaires contrairement aux travaux précités.

S'inscrivant dans cette même logique d'analyse, Georges Héroult et Pius Adesanmi<sup>23</sup> tentent de montrer les conséquences de cette urbanisation sur le vécu des populations et plus spécifiquement de la jeunesse en Afrique. Les différentes contributions développées dans cet ouvrage font état d'une culture dont la rue est le lieu privilégié d'expression. Une lecture

---

<sup>23</sup> Georges Héroult et Pius Adesanmi, (dir.), (1997), *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, IFRA (Institut Français de Recherche en Afrique), IBADAN.

croisée permet de comprendre comment les auteurs tentent d'élucider les contours de ce qu'ils ont appelé culture de la rue. Cette dernière se singularise et se traduit par des caractéristiques qui sont identiques pour la grande majorité dans les pays africains. En effet, selon les auteurs, la condition des jeunes de la rue se caractérise par le vagabondage, la prostitution, la débrouille, la délinquance, les trafics et les activités illicites pouvant entraîner des attitudes et comportements agressifs tels que les modes d'occupation dans les espaces publics, donc dans la rue. Cette situation serait liée à la crise économique des années 1970-1980, l'existence de familles monoparentales qui s'est accompagnée d'un individualisme, et une crise morale.

Dans cette perspective, les différentes analyses proposées dans cette étude remettent en cause les corrélations établies entre violence et pauvreté, et proposent de chercher la réponse dans les institutions sociopolitiques. Ces dernières se seraient affaiblies au fil du temps et seraient gangrenées par une corruption grandissante. Elles démissionnent de plus en plus de leurs fonctions de médiation et de régulation, laissant la porte ouverte à l'instauration d'une loi de la jungle.<sup>24</sup> Il apparaît ainsi que la pauvreté ne saurait être la seule cause de la violence dans ces sociétés. Elle se présente comme un simple catalyseur de ce phénomène qui continue d'habiter les villes. Dans tous les cas, il y a des spécificités qui peuvent tout aussi bien rendre accessible la réalité des jeunes en milieu urbain dans certains États africains. C'est le cas notamment de l'Afrique du Sud avec l'apartheid qui a contribué progressivement à l'organisation des conditions appropriées de fabrication d'exclus. Il y a également l'urbanisation conjuguée à une paupérisation et les conditions d'exploitation dans lesquelles vivent les jeunes dans bien des pays de l'Afrique de l'Ouest.

La pertinence et la singularité de cette étude résident d'une part, dans la diversité des réponses apportées face à ce phénomène des crises et, d'autre part, par sa posture critique. En effet, elle permet d'émettre des réserves par rapport aux analyses qui tendent à mettre l'accent sur la seule dimension économique, c'est-à-dire la pauvreté, pour comprendre les logiques des comportements violents chez les jeunes en Afrique. La violence serait plutôt la conséquence d'une crise des institutions sociopolitiques (État, famille, religion, bref les différentes instances de socialisation des jeunes).

---

<sup>24</sup> Georges Héroult, « Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique : invariants, paramètres et stratégies du changement », in Georges Héroult et Pius Adesanmi, (dir.), (*Op. Cit.*), p.1-8.

Pour ce qui est du cas spécifique du Sénégal, Lamine Ndiaye<sup>25</sup> s'est intéressé à trois concepts chers aux anthropologues à savoir *culture, crime et violence*, tout en montrant la manière dont ils se manifestent au sein de la société sénégalaise. Nous nous sommes intéressé aux trois premiers chapitres qui, nous semble-t-il, abordent plus à fond la problématique de la violence juvénile en particulier. Dans ces chapitres<sup>26</sup>, l'auteur aborde la question de la violence juvénile et ses manifestations dans certains secteurs de la vie au Sénégal tels que la famille.

Ainsi pour l'auteur, la délinquance précoce n'est pas le fruit du hasard : « elle est dans la culture en ce qu'elle est le produit de celle-ci<sup>27</sup> ». En effet, dans les sociétés dites modernes, on note de plus en plus une sorte de « politisation » des contrôles sociaux. Ce qui n'a pas été sans conséquence sur le mode de fonctionnement de ces sociétés. Le résultat est, selon l'auteur, la construction sociale des délinquances prématurées. Ceci pour dire que toute société, de par sa culture ou politique (locale ou nationale), dispose de normes socioculturelles qui contribuent à former ses propres déviants. Cela est d'autant plus intelligible quand on sait que toute structure sociale est porteuse de violence, bien qu'elle se réclame d'un contrôle social sur la société globale.

Autre facteur culturel identifié par l'auteur et qui semble avoir une influence sur le comportement des jeunes est l'environnement social dans lequel ils évoluent. Les indicateurs de ce cadre de vie peuvent être la pauvreté, l'intégration dans le groupe des pairs dont les effets sont négatifs, le travail extra domicile de la mère, l'égard des parents vis-à-vis des enfants, entre autres. De fait, les disparités socio-économiques entre les dominants (les plus aisés) et les dominés (les laissés pour compte) constituent un facteur non négligeable dans la prolifération de la violence juvénile au sein d'une société telle que celle sénégalaise, souligne l'auteur. C'est alors là un déterminant « primitif d'une culture déviante.<sup>28</sup> » On note ainsi, des frustrations d'ordre économique qui poussent vers une violence de revendication. Dans cette perspective, le crime et la violence sont de puissants moyens de connaissance d'une société. En plus, l'auteur ajoute que cette population jeune et violente est stigmatisée en plus d'être victime d'une exclusion sociale. Leur réintégration dans la société étant quasi impossible, ces jeunes deviennent plus violents, ce qui constitue un risque pouvant instaurer un climat criminel de masse. Autrement dit, le manque d'intégration sociale conduit à des

---

<sup>25</sup> Lamine Ndiaye, (2014), *Culture, Crime et Violence : socio-anthropologie de la déviance au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

<sup>26</sup> Lamine Ndiaye, (*Op. Cit.*), p.23-78

<sup>27</sup> Lamine Ndiaye, (*Ibidem*), p.58.

<sup>28</sup> Lamine Ndiaye, (*Op. Cit.*), p.71.

manifestations et revendications qui peuvent revêtir des caractères violents, et organisées par des groupes de jeunes partageant la même situation.

L'exploitation de ces trois chapitres ("*parlons de la ou des cultures ; alcool et culture au Sénégal ; culture (s), enfance et déviations*") montre l'intérêt et la pertinence des analyses de l'auteur. Elle nous a permis de comprendre et de prendre connaissance des nouvelles réalités socio-économiques, politiques et culturelles qui peuvent être mises en relation avec la violence chez certains jeunes. L'auteur soulève ainsi des interrogations sur notre champ d'étude. C'est dans cette même logique que s'inscrit d'ailleurs Nelly Robin.

En effet, s'agissant de la Casamance, Nelly Robin<sup>29</sup> s'intéresse à la mobilité forcée ou conditionnée des populations de ladite région. À partir des deux composantes administratives de la Casamance à savoir les régions de Kolda et de Ziguinchor<sup>30</sup>, l'auteur tente de mettre en évidence les caractéristiques de cette dernière, longuement marquée par un conflit armé entre les combattants du MFDC et les forces de l'ordre sénégalaises. Selon cet auteur, après plus de deux décennies de guerre alternée de cessez-le-feu, l'insécurité s'est installée sur la quasi-totalité de la Casamance. L'une des premières conséquences dégagées par l'auteur, est la confusion entre rébellion et banditisme voire criminalité. Cela a été d'ailleurs dénoncé, en 2001, par le Secrétaire général du MFDC de l'époque, l'Abbé Diamacoune Senghor en ces termes : *« aujourd'hui plus que jamais, je condamne énergiquement [...] ces criminels prétendant se réclamer de moi et refusant toujours de m'obéir. Ils se sont donc séparés de moi. Et je dégage toute responsabilité dans ces crimes abominables qu'ils commettent partout<sup>31</sup> »*

L'intensité des affrontements entre le MFDC et l'armée sénégalaise était telle que les populations se trouvaient dans l'obligation d'abandonner ou de fuir leur village d'origine pour trouver refuge dans des zones sécurisées, mais surtout dans la ville de Ziguinchor. En effet, au cours de ces années de conflit, on a enregistré un exode vers les grandes villes de la Casamance ou les pays frontaliers de 30 000 à 50 000 personnes<sup>32</sup>, synonyme d'abandons considérables de villages. Ces populations sont ainsi exposées et confrontées à des conditions de vie extrêmement précaires. Cette situation, soutient Robin, poussa certains à envisager le

---

<sup>29</sup> Nelly Robin, « Le déracinement des populations en Casamance », (*Op. Cit.*).

<sup>30</sup> Il convient de souligner qu'aujourd'hui, la Casamance compte trois régions administratives (Kolda, Sédhiou et Ziguinchor). Cependant, l'auteur parle des régions de Kolda et de Ziguinchor parce que l'étude a été faite avant la naissance de la troisième région (Sédhiou) en 2008.

<sup>31</sup> Déclaration de l'Abbé Diamacoune SENGHOR, Ziguinchor, mars 2001, in Nelly Robin, (*Op. Cit.*), p.156.

<sup>32</sup> Nelly Robin, (*Idem*).

retour dans leur village d'origine, soit une nouvelle mobilité forcée. De fait, les déplacements des populations, pendant cette période, auraient eu comme effets, la promiscuité dans les familles et maisons dans la capitale régionale, notamment Ziguinchor, à cause des arrivées massives, et la paupérisation des populations dont la grande majorité n'a plus de terres pour cultiver encore moins un emploi.

Par ailleurs, en continuant son analyse, l'auteur soutient qu'une part importante des faits de délinquance échappe à la justice à cause de la non-dénonciation des actes de violence par les populations, mais aussi des considérations qu'elles avaient vis-à-vis des autorités sécuritaires, de la justice et du pouvoir public. Cette situation et ces comportements limitaient les possibilités de lutte contre la criminalité et les chances de rétablir la sécurité dans cette contrée du pays. Selon l'auteur, ceci a eu comme conséquence le renforcement de la revendication indépendantiste et la remise en cause de la légitimité de l'État sénégalais en Casamance. En effet, pour Robin, il y a une énorme carence de l'État en matière de sécurité et de soutien aux populations casamançaises dans un contexte marqué par un banditisme flagrant et grandissant.

L'intérêt de ce travail est qu'il touche une bonne partie de notre objet d'étude. La pertinence des analyses proposées dans cet article réside, d'une part, dans le fait que l'auteur montre les conséquences directes des frustrations nées de la crise politique et économique sur le conflit en Casamance. D'autre part, Robin montre les effets du conflit sur la sécurité et la vie des populations locales ; ce qui permet par ailleurs de s'interroger sur le caractère des conflits tribaux ou interrégionaux en Afrique de l'Ouest (AO) en général dont les enjeux sont divers et variés. Ces enjeux inciteraient certains acteurs politiques ou économiques, internes ou externes, à maintenir volontairement des régions comme la Casamance dans l'insécurité. Dans cette logique, cet article permet de comprendre davantage la complexité de la problématique des crises sociétales et de l'insécurité en Casamance. Il met en évidence la manière dont la crise politico-économique a plongé la région dans une situation d'insécurité et d'instabilité. Cependant, l'auteur insiste peu sur ces derniers aspects.

Jusque-là, les différents travaux invoqués abordent directement la question des crises sociétales. Leurs pertinences se traduisent à travers leurs capacités à montrer comment ces crises (économique, politique, identitaire, sécuritaire, morale et sociale) ont pu se répercuter sur la recrudescence des violences en milieu urbain. À partir des analyses proposées dans ces différents ouvrages et articles, nous pouvons dire que ces crises se manifestent et agissent de manière différente sur la violence urbaine. Cette dernière, de plus en plus caractéristique des

sociétés modernes africaines en particulier, n'est pas uniformément répartie dans les régions et les quartiers. Elle toucherait plus les quartiers dits populaires, où l'on enregistre une pauvreté accrue avec des jeunes de plus en plus au chômage. Ces quartiers, au-delà de la pauvreté, sont généralement caractérisés par l'exclusion et l'abandon par les autorités politiques ou la catégorie sociale la plus aisée. Cette problématique nous semble alors fertile et elle reste toujours inexploitée dans certaines régions.

En plus, un autre constat général se dégage. En effet, nous constatons que toutes ces analyses ont omis ou du moins, n'abordent pas directement un aspect qui nous paraît important à considérer pour comprendre d'avantage cette question qui tourne autour de la crise sociopolitique et économique, et les conséquences qu'elle peut engendrer. Dans les différentes études que nous avons abordées, les auteurs ne s'intéressent pas directement à la trilogie crises, violence et développement. Concrètement, la plupart de ces analyses ne montrent pas les effets directs de la violence sur le développement socio-économique des villes. Il nous paraît pertinent dès lors d'orienter notre réflexion sur cette question. L'analyse de celle-ci nous permettra de décrire les contours des crises politique et économique, avec les différentes formes de violence qui peuvent en découler avant de s'intéresser, à la question du développement de la commune de Ziguinchor. Pour ce faire, nous nous inscrivons dans une posture purement sociologique en convoquant des faits historiques qui permettront de renforcer les explications et la compréhension de notre problématique.

## **1.2. Problématique de la recherche**

La question relative au développement des crises (économique, politique, et sécuritaire) constitue aujourd'hui une problématique majeure pour la plupart des sociétés. Ces crises sont en grande partie à l'origine de la multiplication des différentes formes de violence que nous pouvons observer dans beaucoup de pays. En plus, elles engendrent des conséquences sur le développement socio-économique ; conséquences qui ne sont pas directement évoquées dans certains travaux comme nous l'avons vu avec une bonne partie des précédentes analyses.

Dans les sociétés dites modernes, les conséquences de la crise pétrolière des années 1970 ont été un fardeau sur la croissance économique de la grande partie d'entre elles, surtout pour les pays en développement. Au niveau de ces pays, on note une augmentation des prix des

denrées de première nécessité<sup>33</sup>. Dans la même décennie, une sécheresse vient entraver le « progrès économique » des pays du Sahel comme le Sénégal. En effet, il y a eu une baisse de la production agricole, entraînant ainsi, une situation qui se fait sentir sur les importations des pays africains à l'image du Sénégal où « on produit et exporte largement moins que l'on importe et consomme<sup>34</sup> ». C'est une pauvreté accrue qui va envahir les populations, et va interpellé les autorités politiques locales, nationales ainsi que les institutions internationales.

Ce qui témoigne des difficultés économiques et financières des pays africains en général à prendre en charge toutes les préoccupations des populations. À cela s'ajoute une « mal gouvernance » de la part des autorités étatiques ayant entraîné une situation de banqueroute qui conduit à la mise en place des programmes d'ajustement structurel (PAS) entrepris par les institutions de Breton Woods (la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International). Ces programmes avaient pour principale mission d'empêcher la faillite des États en invitant ceux-ci à se désengager de certains secteurs. Ils ont ainsi entraîné le retrait progressif des États dans la gestion des affaires publiques. Ce qui n'a pas été sans conséquence sur la population africaine comme le souligne d'ailleurs Adéranti Adepouju. En effet, selon ce dernier dans *la famille africaine*<sup>35</sup>

, les effets macro et micro-économiques de ces programmes sont à juste titre soulevés par l'auteur. Au niveau macro-économique, nous assistons à la réduction des dépenses gouvernementales dans le secteur social ; ce qui contribue à restreindre l'accès aux services sociaux et à réduire le niveau de vie des familles africaines. Du point de vue micro-économique, les familles sont de plus en plus obligées de faire plus avec peu de ressources. Elles sont finalement dans la contrainte d'adopter des stratégies de survie telles que la migration sélective et l'investissement différencier dans l'éducation<sup>36</sup>.

Tout ceci pour dire que les économies nationales sont ainsi soumises aux rigueurs de ces PAS qui ont été pensés et mis en application sans tenir compte des objectifs sous régionaux et

---

<sup>33</sup> Robert Hirsch, « Ajustement structurel et politiques alimentaires en Afrique subsaharienne », In, *Politiques alimentaires*, [En ligne], URL : <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/037017.pdf>, consulté le 22 février 2016 à 20h44mn

<sup>34</sup> El Hadji Mounirou Ndiaye, (2010), *l'Economie Sénégalaise : Enjeux et Problématique*, Dakar, L'Harmattan, p.105.

<sup>35</sup> Adéranti Adepouju, (éd.), (1999), *La famille africaine. Politique démographiques et développement*, Paris, Karthala.

<sup>36</sup> C'est-à-dire diversifier l'éducation ou la formation des enfants afin d'avoir plusieurs compétences ou connaissances qui pourront multiplier les chances d'obtention d'une activité génératrice de revenu pour des personnes appartenant à la même famille. Ceci pour palier surtout les difficultés économiques et financières des familles.

régionaux<sup>37</sup>. Ce qui s'est répercuté d'abord sur la gestion gouvernementale, et ensuite, sur la situation socio-économique des habitants avec l'emploi qui se raréfie de plus en plus. Le chômage augmente et accentue le « sous-développement » de pays entiers et contribue par la même occasion à la hausse de la dette à l'image de plusieurs États africains. À ce propos, le cas du Sénégal dans les années 1980-1990 et où l'économie était sauvagement étranglée par la dette<sup>38</sup> est révélateur. Dans les grandes villes, le secteur informel se présente alors comme un refuge et une *stratégie de survie*<sup>39</sup> plutôt efficace.

Ainsi, il semble que dans la plupart des pays de l'Afrique (de l'Ouest francophone), les « crises », qu'elles soient économiques ou politiques, prennent diverses formes et se manifestent de manières différentes : soulèvements populaires, guerres civiles, conflits intercommunautaires, etc. Des pays comme la Côte d'Ivoire et le Mali ont été les preuves où s'est manifesté ce que l'on pourrait désigner sous l'expression « crises sociétales » dans le début des années 2010. Dès lors, nous pouvons dire que la question de l'insécurité et d'une manière plus large, la situation de crise n'est pas un fait nouveau dans les pays de l'Afrique de l'Ouest francophones (AOF). Toutefois, il faut signaler que nous n'avons pas encore enregistré de conflits interétatiques très intenses et qui s'inscrivent sur une longue durée<sup>40</sup> au sein de ces pays. Dans ces États, les « crises politico-économiques » et les conflits sont internes et revêtent un caractère plus complexe. C'est la même situation que nous avons observée tout récemment au Mali par exemple.

Pour ce qui est du cas spécifique du Sénégal, il faut dire que c'est l'un des rares pays ouest-africain dans lequel nous n'avons pas encore enregistré une situation semblable à celle qu'ont connue ses voisins directs, notamment, la Gambie, la Guinée-Bissau ou encore le Mali (avec le coup d'État de 2012) et tant d'autres États africains. Pourtant, c'est le pays qui connaît le conflit armé le plus long de l'histoire de l'Afrique de l'Ouest francophone (« le conflit armé en Casamance » qui a plus de trente ans d'existence<sup>41</sup>). Par ailleurs, c'est un pays où les conditions socio-économiques ne seraient pas des meilleures avec un chômage croissant, estimé à 20% en 2011<sup>42</sup> et à 25,7% en 2013<sup>43</sup>. De ce point de vue, il faut dire que sur toute

---

<sup>37</sup> Momar Coumba Diop, (dir.) (1994), *Le Sénégal et ses voisins. Sociétés-espaces-temps*, Paris, Karthala, p. 1-30.

<sup>38</sup> El Hadji Mounirou Ndiaye, (2010), *l'Economie Sénégalaise : Enjeux et Problématique*, (Ibid.), p.49.

<sup>39</sup> Adéranti Adepoju, (*Op. Cit.*), p.51.

<sup>40</sup> Mamadou Aliou Barry, (1997), *La Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.

<sup>41</sup> De 1982 à nos jours, la région est secouée par ce conflit entre le MFDC et les forces de l'ordre sénégalais.

<sup>42</sup> « Situation économique du Sénégal. Apprendre du passé pour un avenir meilleur. » Décembre 2014, World Bank Group, première édition, p.13.



l'étendue du territoire sénégalais et de façon spécifique en Casamance, la précarité de la situation socio-économique a existé bien avant les années 2000. Cette situation s'est traduite globalement par des revendications sociales, économiques et politiques, avec des familles qui sont plus préoccupées par leur survie quotidienne.

En outre, cette précarité va s'accompagner d'une activité politique tendue en Casamance<sup>44</sup>, une situation qui est qualifiée généralement de crise politique. Cette dernière a débouché sur des différences entre les attentes des populations locales et la politique de l'État qui aurait exercé une forme de gouvernance centralisée au Nord, laissant en oubli la région sud du pays. Ceci fut d'ailleurs une des préoccupations majeures des habitants de cette partie du pays depuis l'indépendance en 1960 jusque dans les années 1980<sup>45</sup>.

En partant de ces éléments précités, la situation se présente en trois phases : dans un premier temps, il y a eu les chocs pétroliers des années 1970 qui furent lourdement vécues au niveau local, national, mais aussi international. Ils se sont accompagnés de difficultés économiques et financières qui sont plus ressenties par les États africains. Dans ce deuxième temps, on note des difficultés dans la gestion des biens publics et des écarts considérables entre les populations, mais aussi, et surtout, entre les régions. Pour ce qui est du cas du Sénégal, ces difficultés sont articulées à une centralisation de la gouvernance dans le nord avec une mince attention accordée particulièrement à la région du Sud<sup>46</sup> et autres régions périphériques. Cet état de fait a débouché sur des frustrations qui sont d'ordre économique et politique. Dans cette logique, on tend vers ce que nous qualifions de troisième temps qui correspond au conflit en Casamance.

Ainsi, depuis le début des années 1980, précisément le 26 décembre 1982, la région de la Casamance est devenue progressivement une « zone de tension », car marquée par un conflit armé dont les forces de l'ordre sénégalaises et les combattants du MFDC<sup>47</sup> sont les principaux auteurs. Ce conflit a favorisé la multiplication des violences qui se font sentir, à leur tour, dans plusieurs secteurs d'activités. Un bilan lourd en perte de vies humaines, de biens économiques

---

<sup>43</sup> ANSD, RGPFAE 2013, rapport final, p.128.

<sup>44</sup> Mohamed Lamine Manga, (2012), *La Casamance dans l'histoire contemporaine du Sénégal*, Paris, L'Harmattan.

<sup>45</sup> Mohamed Lamine Manga, (*Op. Cit.*).

<sup>46</sup> Mohamed Lamine Manga, (*Idem*), p.249-250.

<sup>47</sup> Si au début le MFDC était un seul mouvement, aujourd'hui il est subdivisé en plusieurs factions de combattants.

et matériels en est sorti, sans compter les destructions d'infrastructures publiques et privées<sup>48</sup>. Mais, c'est surtout les déplacements de populations qui vont être le plus déterminant dans l'explication et la compréhension des conditions sociales et économiques des habitants principalement en Basse Casamance, dans la région de Ziguinchor.

Au-delà des destructions de villages et d'infrastructures sur l'étendue de la région de Ziguinchor en particulier, il y a eu des paysans et des familles entières qui ont fui<sup>49</sup> leurs lieux de résidence habituelle à cause des violences. Ils sont allés s'installer, soit dans les pays voisins (la Gambie et la Guinée Bissau), soit dans les « grandes villes » de la Basse Casamance. Nous assistons alors à l'intensification des interactions entre groupes sociaux différents économiquement, socialement voire culturellement. Dans la même lancée, nous notons la prolifération de la délinquance et des formes de déviance multiples ; ce qui pourrait se rapporter, directement ou indirectement, aux déplacements des populations et au chômage des jeunes de plus en plus élevé.

Dans cette dynamique, le conflit en Casamance, dont les fondements sont principalement d'ordre politique, économique et culturel, est une des causes majeures des violences dans cette partie du Sénégal. Celles-ci se manifestent par des formes qui revêtent parfois des caractères *physiques et/ou symboliques*<sup>50</sup> : agressions, braquages, viols, vols, cambriolages, assassinats, discours séparatistes et provocateurs, etc. Dans cette logique, la région attire de plus en plus l'attention des autorités, des bailleurs et investisseurs privés.

Pour prendre en charge ce conflit, il y a eu une floraison d'organisations non gouvernementales (ONG) principalement à Ziguinchor, comme le cas notamment de la Plateforme des Femmes pour la Paix en Casamance, du Projet Dynamique de Paix en Casamance, de World Education ou du West Africa Network for Peace Building (WANEP)<sup>51</sup>. Mais, la question du développement et celle du rétablissement de l'ordre public dans cette région constituaient (et c'est toujours le cas) les principales préoccupations de tous les acteurs qui s'y sont investis. En effet, depuis le début de cette crise, des milliards de francs ont été investis en Casamance,<sup>52</sup> spécifiquement dans la région de Ziguinchor à travers ces ONG,<sup>53</sup> et

---

<sup>48</sup> Mamadou Aliou Barry, (*Op. Cit.*).

<sup>49</sup> Mamadu Aliou Barry, (*Ibid.*)

<sup>50</sup> Pour plus de détails sur ces deux formes de violence, voir Jean Hannouyer, (dir.), (1999), *Guerres Civiles : Economie de la Violence, Dimensions de la Civilité*, Paris, Karthala.

<sup>51</sup> Nous tenons à préciser que le WANEP n'existe plus à Ziguinchor depuis 2013.

<sup>52</sup> <http://www.les-alizes-hotel.com/>, Investir au Sénégal, la "Success Story" d'un Belge en Casamance, N°2 publié le 30 octobre 2013, consulté le 01 mai 2014.

parfois par le gouvernement. Cependant, les questions de sécurité et de développement, questions qui ont pourtant fait l'objet de la plupart de ces investissements, reviennent toujours.

Par ailleurs, il faut dire que cette situation de crises (économique, politique et sécuritaire) en Casamance est renforcée par la position géographique de la région. Car, contrairement à ce que peuvent penser beaucoup de personnes, la position géo stratégique de la Casamance et plus particulièrement de Ziguinchor, qui devrait constituer un atout socio-économique, est le principal obstacle au développement de cette région et la rend encore beaucoup plus sensible. Son enclavement fait qu'il y a une rupture dans la continuité du territoire national, avec la Gambie qui coupe totalement la région de l'autre partie au Nord.

De son côté, face à cette situation de crise économique en plus du conflit, l'État du Sénégal a entrepris des actions allant dans le sens de relancer les activités socio-économiques de la région. Mais plusieurs éléments entrent en jeu dans cette intervention. L'un des premiers facteurs que nous pouvons souligner, conformément aux analyses de Mohamed Lamine Manga, est le « clientélisme politique » qui permettait aux autorités et aux hommes politiques de garder une certaine légitimité surtout dans les années 1980. Cette situation a eu pour effet, l'accentuation des tensions entre le gouvernement qui perdait progressivement sa légitimité et les populations locales qui confiaient leurs besoins ailleurs. En d'autres termes, le désir de faire de la Casamance une base électorale aurait accentué la crise politico-économique et les revendications des populations locales. Concomitamment à cela, le conflit a favorisé la fragilisation des frontières de la région. Ceci s'est accompagné d'une accentuation du contrôle sur les voies qui mènent vers la région à l'image de l'axe Kolda-Ziguinchor en passant par Bignona.

Au plan économique, l'action gouvernementale fut aussi peu significative en Casamance et particulièrement à Ziguinchor où le conflit s'accroissait, avec la manifestation de plusieurs formes de violence telles que les viols, les vols, le banditisme, les braquages, avec l'exemple du braquage du 21 septembre 2012 à Baghagha<sup>54</sup> (situé à 23 km de Ziguinchor, dans la

---

<sup>53</sup> On le comprend bien quand on s'intéresse aux différentes organisations privées comme publiques existant dans la région. Par ailleurs, tout récemment, dans le cadre du Programme Pôle de Développement de la Casamance, le président Macky Sall a annoncé dans son discours (du 17 mars 2014 à Ziguinchor) un investissement de vingt-trois milliards de francs CFA sur toute la région de Casamance. Cependant, malgré ces investissements, la situation économique de la région paraît inchangée.

<sup>54</sup> Les faits nous ont été rapportés lors d'une étude sur les « mécanismes traditionnels de résolution de conflit en milieu peul », pendant un stage au WANEP du 22 août au 22 novembre 2012 à Baghagha, situé au sud-est de la commune de Ziguinchor.

communauté rurale d'Adéane). L'atmosphère devient alors défavorable pour le développement local de la région, au-delà de tous les atouts dont elle dispose.

En effet, aujourd'hui, l'insécurité et les différentes crises qui sévissent dans la région freinent les initiatives des investisseurs, publics comme privés. La problématique pour ces différents acteurs consiste à trouver des moyens pour le développement de cette région. Or, tout développement passe, nécessairement, par des investissements. Pourtant, ces derniers ne peuvent être effectifs et efficaces que dans la sécurité et la confiance ; éléments qui ne sont apparemment pas tout à fait caractéristiques de la région. Ainsi, la question de ces crises entraîne toute la région dans une situation complexe à analyser : *des projets et programmes de développement arrêtés, des partenaires et bailleurs retirés*,<sup>55</sup> des activités comme l'agriculture et le tourisme paralysés, un retour des populations déplacées qui reste hypothéqué. Une précarité des conditions de vie et de la situation économique de la région va s'en suivre. Ainsi, la région était devenue une sorte de fonds de commerce politico-affairiste<sup>56</sup>, fonds qui permettait à certains acteurs de s'enrichir, et à d'autres, de gagner des voix électorales.

Parallèlement à ces faits que nous venons de souligner, il va sans dire que dans beaucoup de régions où des conflits ont été enregistrés, leur histoire est marquée par une situation complexe à analyser comme le cas concerné ici. L'un des effets majeurs du conflit en Casamance est la mise en place des mines anti personnelles en milieu rural. L'agriculture et l'élevage sont devenus peu praticables, d'où une baisse des récoltes de la production agricole qui nourrit aussi bien les familles que l'économie<sup>57</sup> de la région, particulièrement à Ziguinchor. Les habitants dans les villages, ne pouvant plus exploiter la terre qui été leur principale source de revenu, sont alors obligés de trouver d'autres moyens de subsistance soit par le commerce, soit par le déplacement dans les villes. Même la pêche et l'exploitation des produits forestiers (les fruits de la forêt) étaient devenues difficiles et risquées. La seule option qui paraissait possible et la plus réalisable fut le déplacement dans les pays frontaliers ou à Ziguinchor. Pour ce qui est du cas particulier du commerce surtout interrégional, il était devenu difficile, voire impossible, pour les habitants de Ziguinchor, d'acheminer des produits dans les autres régions ou villes du pays sans être victime de braquage d'hommes armés, non

---

<sup>55</sup>Rapport de l'Agence pour la Promotion de l'Arrondissement de Nyassia (APRAN), (2013), *La Casamance souffre encore, 30 ans c'est trop*, dossier n°5, p.21.

<sup>56</sup>Rapport de l'APRAN, (*Ibid.*)

<sup>57</sup> Pape Nfally Coly, "la problématique du développement local en zone de conflit armé : cas de la communauté rurale de Niaguis (région de Ziguinchor)", mémoire de master, UCAD, 2011-2012.

identifiés, sur les routes. La question du développement économique et social devient un souci majeur, car difficile à entreprendre. Il y a donc une sorte de vulnérabilité qui émerge, et qui affecte principalement les jeunes et les femmes.

N'ayant plus les possibilités de satisfaire leur besoin, surtout pour ce qui est de la jeunesse, celle-ci est parue exposée à elle-même dans un contexte d'insécurité dans les frontières. Certaines zones (comme le cas dans la communauté rurale de Bouttoupa-Camaracounda ou encore de Niaguis) minées vers les frontières bissau-guinéennes étaient quasi inaccessibles. De plus, les forces de l'ordre public ne disposaient pas des moyens nécessaires ou outils pouvant permettre de détecter des trafics illicites (armes légères ou blanches, trafic de drogue, etc.).

Dès lors, des villes comme Ziguinchor semblaient facilement accessibles, non seulement pour les populations déplacées par le conflit, mais aussi pour des groupes ou catégories sociales qui seraient *a priori*, peu recommandables pour les jeunes de la ville<sup>58</sup>. Ainsi, différents groupes sociaux se rencontrent dans la ville et entretiennent des relations directes. Conformément aux types d'interactions (d'influence ou conflictuel) que pouvaient entretenir ces catégories sociales, les risques du développement de la délinquance et du banditisme paraissent importants. Ces différents facteurs semblent avoir des effets directs ou indirects sur la situation socio-économique de Ziguinchor ; ce qui pourrait renforcer par ailleurs, la vulnérabilité des populations qui se répercute sur l'insécurité de Ziguinchor et affecte les activités économiques des habitants.

Dans un tel contexte, le conflit et ses conséquences, en termes d'insécurité, paraissent comme un obstacle au développement économique et social de Ziguinchor et de la Casamance en général. La destruction d'infrastructures et l'inhibition d'activités économiques (commerce, élevage, agriculture) à cause des mines et autres pratiques de violence surtout dans la fin de la décennie 1990 et le début des années 2000 en témoignent<sup>59</sup> et ce, malgré les efforts de déminage qui sont en cours depuis cette période. D'autres facteurs se sont alors greffés au contexte de conflit pour poser la problématique de la sécurité sociale et économique des

---

<sup>58</sup> Lors des entretiens exploratoires, les personnes que nous avons rencontrées estiment que les malfaiteurs qui parviennent à Ziguinchor sont généralement des étrangers et, ils ont des influences négatives sur la jeunesse d'autant plus que celle-ci aurait du mal à trouver un travail stable, et donc facilement influençable.

<sup>59</sup> Jérôme Lombard, « Continuités ou ruptures territoriales au Sénégal : au risque du transport ? », In, *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 229 | Janvier-Mars 2005, mis en ligne le 13 février 2008, consulté le 19 octobre 2014. URL : <http://com.revues.org/267;DOI:10.4000/com.267>

habitants. Ces facteurs ont pour noms : délinquance et banditisme, avec une population carcérale de 2089 condamnés en 2010<sup>60</sup> à la maison d'arrêt de Ziguinchor.

Il apparaît alors que la crise politico-économique est importante à considérer pour comprendre la situation socio-économique en Casamance et plus spécifiquement dans la région de Ziguinchor. Pour ce faire, dans une perspective critique avec une approche sociologique, nous partirons de la commune de Ziguinchor pour mieux la saisir. Ainsi, notre travail consistera à répondre principalement à l'interrogation suivante :

Comment, les crises sociétales, contribuent-elles, à la prolifération des violences et les conséquences de celles-ci, sur le développement socio-économique de la commune de Ziguinchor ?

Cette interrogation se décline en trois questions annexes :

- Quel (s) rapport (s) existe (nt) t-il entre crise politico-économique et violences dans la commune de Ziguinchor ?
- Quelles sont les tendances des violences dans la commune de Ziguinchor ?
- Quelles sont les conséquences des violences sur le développement socio-économique dans ladite commune ?

À travers ces différentes interrogations, nous avons mis en place des objectifs de travail et hypothèses de recherche.

---

<sup>60</sup> Service régional de la statistique et de la démographie de Ziguinchor, "situation économique et sociale de la région de Ziguinchor, année 2010" juillet 2011, p.57.

### **1.3. Objectifs de la recherche**

Notre travail est structuré en objectif général et objectifs spécifiques.

#### **1.3.1. Objectif général**

L'objectif général de cette étude est d'expliquer le lien qui existe entre crises sociétales, violence et développement socio-économique dans la commune de Ziguinchor. Cet objectif se décline en objectifs spécifiques.

#### **1.3.2 Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques se déclinent comme suit :

- Étudier le rapport entre la crise politico-économique et la prolifération des violences à Ziguinchor.
- Montrer comment le conflit en Casamance a influencé la fréquence des violences dans cette commune.
- Analyser les conséquences des violences sur le développement socio-économique de Ziguinchor.

Ces objectifs nous ont permis de construire des hypothèses de recherche.

### **1.4 Hypothèse de travail**

Dans ce travail, nous avons formulé une hypothèse principale et des hypothèses secondaires.

#### **1.4.1 Hypothèse principale**

Comme hypothèse principale, nous avons postulé que les violences entraînées par la crise politico-économique se répercutent négativement sur le développement socio-économique de la commune de Ziguinchor.

#### **1.4.2 Hypothèses secondaires**

- La crise politico-économique est une des causes indirectes de la prolifération des violences dans la commune de Ziguinchor.
- Le conflit en Casamance est un des facteurs qui ont favorisé la prolifération des violences (vols, viols, cambriolage, etc.) à Ziguinchor.

- La tendance des violences a contribué à réduire ou à ralentir, chez certaines personnes, les activités socio-économiques par une réduction des investissements privés, collectifs, associatifs ou individuels.

## 1.5 Justification de l'étude

La violence ou l'insécurité est aujourd'hui un phénomène social total pour reprendre l'expression de Marcel Mauss. Il s'agit d'un phénomène qui peut être sous-tendu par plusieurs facteurs qui peuvent être d'ordre politique, économique, moral, identitaire, etc.<sup>61</sup> Il nous a alors semblé important de mener une réflexion sur ses fondements. C'est une des raisons pour lesquelles nous avons orienté notre travail sur cette problématique. En plus, depuis le début de notre formation en master, nous participons à une étude sur les homicides dans quatre pays de l'Afrique de l'Ouest, dont le Sénégal. Il s'agissait pour nous, dans cette étude, de collecter les cas de meurtres et d'assassinats sur treize régions du pays (mis à part la région de Dakar). En effectuant ce travail que nous faisons en suivant la presse écrite, il nous est apparu un taux élevé de la fréquence des violences qui, en grande partie, débouchent sur un homicide. Or, ce crime est considéré comme un puissant outil de mesure de la fréquence des violences dans une région ou localité. Il passe rarement inaperçu et, dans bien des cas, il fait l'objet d'une enquête policière sérieuse et retient généralement l'attention des journalistes qui font une description du « drame avec un luxe de détail »<sup>62</sup>.

C'est ainsi que nous avons décidé de porter un regard critique sur ce phénomène. Au cours d'un travail exploratoire, un constat général a été dégagé. Ce constat laisse apparaître dans beaucoup de travaux qu'il y a une causalité entre violences physiques (vols, viols, cambriolages, meurtres, etc.) et un certain nombre de crises (politique, économique, sociale, identitaire, moral, etc.). Il nous est paru alors pertinent de s'intéresser au rapport entre crises sociétales et prolifération des violences au Sénégal, particulièrement en Casamance, dans la commune de Ziguinchor. Au-delà de ces deux problématiques qui ont été mises en corrélation (crises sociétales et violence) par certains auteurs tels que Mohamed Tétémadi Bangoura et Jacques Donzelot<sup>63</sup>, nous avons décidé d'intégrer la question du développement socio-économique. Le choix porté à l'articulation entre ces trois problématiques est lié au fait que

---

<sup>61</sup> Voir sur ce point Lamine Ndiaye, (*op.cit.*), mais aussi Jean-François HAVARD, (*op.cit.*).

<sup>62</sup> Maurice Cusson et al, « L'homicide conjugal à Montréal, ses raisons, ses conditions et son déroulement » in *Criminologie*, vol. 27, n° 2, 1994, p.165-183.

<sup>63</sup> Il est à souligner que les contextes de ces différents travaux sont différents du contexte spécifique de la Casamance et plus particulièrement de la ville de Ziguinchor.



dans le travail exploratoire que nous avons effectué, on se limitait essentiellement aux deux premiers facteurs sans insister sur le développement.

Quant au choix de la commune de Ziguinchor, il répond principalement à deux facteurs : d'une part, la région de Ziguinchor, par rapport à celle de Kolda par exemple, est la plus affectée par le conflit armé entre le MFDC et l'État du Sénégal. Une bonne partie de la population déplacée ou réfugiée convergent vers la commune afin de trouver un nouvel habitat. C'est donc la commune qui semble le plus, vivre les conséquences négatives des affrontements entre le MFDC et les forces armées sénégalaises. Dans cette logique, elle semble plus pertinente et plus appropriée que les autres villes de la Casamance pour comprendre la problématique des crises sociétales et de la violence. D'autre part, le choix de la commune de Ziguinchor répond à une exigence méthodologique : pour la faisabilité de notre étude, nous avons estimé que Ziguinchor serait plus accessible.

Enfin, la complexité de la question casamançaise est telle que, la quasi-totalité des productions scientifiques s'y intéresse, oubliant de fait ses conséquences directes sur ce qui pourrait être appelé violence urbaine. En d'autres termes, beaucoup de chercheurs (les universitaires en particulier) ont tenté de montrer les causes sociopolitiques du conflit et ses effets économiques surtout sans aborder en profondeur l'insécurité urbaine ; ce qui a réconforté notre position et notre choix. C'est justement cet autre visage des conséquences à savoir l'insécurité urbaine que nous allons tenter d'aborder dans ce travail.

## **1.6 Définition des concepts opératoires**

Dans tout travail de recherche sociologique et plus généralement en sciences sociales, la définition des concepts ou conceptualisation est une étape fondamentale. Elle constitue la porte d'entrée pour le chercheur, comme l'a fait Durkheim dans les règles de la méthode en définissant la sociologie, à partir des faits sociaux<sup>64</sup>. C'est un travail de qualification et/ou de requalification qui permet au chercheur de rendre explicite la réalité sociale qu'il tente d'appréhender. À cet effet, nous allons essayer de définir quelques concepts. Il s'agit des concepts de violence, de développement et de crise sociétale, concepts autour desquels se structure notre travail.

---

<sup>64</sup> Emile Durkheim, (2007), *Les règles de la méthode sociologique*, Presses Universitaires de France, 13<sup>ème</sup> édition.

## *Le concept de violence*

Définir la violence se trouve être un exercice assez complexe et difficile. Cela tient à sa dimension relative et changeante. Il s'agit d'un concept qui englobe une multitude de sens et qui peut varier selon les contextes. Jean-Claude Chesnais le montrait déjà dans les années 1980 lorsqu'il soulignait que la violence est multiple et mouvante. Selon lui, ce concept varie en fonction des lieux, des époques, des circonscriptions, voire des milieux<sup>65</sup>. Par conséquent, il revêt des réalités très différentes. On distingue ainsi, la violence économique, la violence raciale, la violence culturelle, etc. Il y a aussi ce qu'on pourrait appeler la violence politique, inhérente à toute vie en société et qui correspond à une forme de contrôle social, une violence faite à des individus obligés de renoncer à la satisfaction de certains de leurs besoins ou attentes<sup>66</sup>. Ces différentes catégories peuvent être regroupées en deux types fondamentaux à savoir la violence physique et la violence symbolique.

Selon Jean Michel Landry,<sup>67</sup> le concept de violence symbolique figure parmi les notions clés de la sociologie de Pierre Bourdieu. Il s'inscrit dans le cadre ou dans la logique des phénomènes symboliques : pouvoir symbolique, domination symbolique, révolution symbolique, etc. D'ailleurs, selon Pierre Bourdieu, la violence symbolique est « cette coercition qui ne s'institue que par l'intermédiaire de l'adhésion que le dominé ne peut manquer d'accorder au dominant lorsqu'il ne dispose, pour le penser et pour se penser ou, mieux, pour penser sa relation avec lui, que d'instruments qu'il a en commun avec lui.<sup>68</sup> » De fait, il faut dire que le dominé participe pleinement dans sa domination. Cette forme de violence est telle qu'elle ne peut pas être visible. Ainsi, la violence symbolique telle que considérée par Bourdieu ne peut pas être opérationnalisée dans le cadre de notre étude. Nous traitons moins des formes de domination que de la violence entendue au sens physique du terme. Ceci pour dire, bien qu'elle offre une bonne compréhension de ce que l'auteur inscrit dans la catégorie des violences symboliques, cette définition nous éloignerait de notre sujet.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la violence physique renvoie à « la menace ou l'utilisation intentionnelle de la force physique ou du pouvoir contre soi-même, contre autrui ou contre un groupe ou une communauté qui entraîne ou risque fortement d'entraîner

---

<sup>65</sup> Jean-Claude Chesnais, (1981), *Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours*, Paris, Éditions Robert, Loffont, Collection Les hommes et l'Histoire, p.201-202.

<sup>66</sup> Mohamed Tétémadi Bangoura, (*Ibid.*)

<sup>67</sup> Jean-Michel Landry, « la violence symbolique chez Bourdieu », In, *Aspects sociologiques*, volume 13, n°1, (2006), (p.85-92), p.85.

<sup>68</sup> Pierre Bourdieu, (1997), *Méditations Pascaliennes*, Paris, Le Seuil, p.243.

un traumatisme, un décès, des dommages psychologiques, un mal développement ou des privations.<sup>69</sup> » Dans ce cas précis, la violence englobe une multitude de facteurs. Elle n'est pas assez spécifiée. En outre, cette conception de l'OMS ne permet pas de comprendre par exemple les motivations des acteurs. Elle met uniquement l'accent sur les conséquences de l'acte considéré comme violent contrairement à la définition de Jacques Bergeret<sup>70</sup> qui dit en substance que la violence est un instinct caractéristique de tout être humain avec pour but, d'assurer sa survie et de vaincre les obstacles qui empêchent de satisfaire un besoin bien défini.

Cette définition de Bergeret réduit le champ de compréhension du concept de violence, mais surtout de la violence physique. Cependant, elle ne spécifie pas les actes et cas de violence qui entrent dans ce registre. Dans la logique de cet auteur, il s'agit de toute forme de violence qui permet de satisfaire ses propres besoins ou de survivre. De fait, pour l'opérationnaliser, nous risquons de sortir de notre seule problématique pour en introduire d'autres telles que, la violence verbale, la violence arbitraire ou encore la violence d'inégalité, celle qui naît des conflits identitaires par exemple.

Sur un autre registre et dans une analyse socio-anthropologique, Lamine Ndiaye<sup>71</sup> s'intéresse, en partie, à la violence, entendue au sens d'une contrainte physique, une force brutale exercée sur ou contre autrui. Parmi toutes les conceptions que nous avons évoqué jusque-là, celle-ci nous semble plus appropriée, plus commode avec nos objectifs et plus proche de notre problématique. Elle traite de la violence physique tout en montrant qu'elle est fondamentalement orientée vers autrui. Toutefois, même si nous allons partir de cette définition, il faut souligner qu'elle ne permet pas de comprendre les conséquences négatives que peut entraîner la violence. C'est pourquoi nous allons essayer de la reconsidérer.

Ainsi, nous entendons par violence, l'action qui consiste à utiliser intentionnellement, la force physique sur autrui, avec quelque moyen que ce soit, et pouvant causer des dommages physiques, économiques et sociaux, individuels ou collectifs. Cette définition a un double avantage à notre sens : d'un côté, elle prend en compte aussi bien l'action que les conséquences que celle-ci peut entraîner. On y retrouve ainsi, les formes de violence physique individuelle et collective. C'est donc là une forme spécifique de violence qui se manifeste par

---

<sup>69</sup> Etienne G. Krug et al. (dir.), (2002), *Rapport mondial sur la violence et la santé*, Genève, OMS, p.5.

<sup>70</sup> Jacques Bergeret, (1984), *La violence fondamentale*, Paris, Dunod.

<sup>71</sup> Lamine Ndiaye, *Culture, crime et violence*, (*Op. Cit.*), p.80-81.

des vols, des viols, des braquages, des cambriolages et dans la moindre mesure, des meurtres ou assassinats (volontaires). Elle peut être commise sur une catégorie particulière de la population, une famille ou sur un individu, et dans des lieux spécifiques tels que les quartiers populaires ou banlieues. D'un autre côté, cette définition nous permet de spécifier davantage notre champ d'étude dans la mesure où, elle exclut des formes de violence dont nous ne nous intéressons pas ici. C'est le cas par exemple d'un marabout qui violence ses "talibés", des violences conjugales, des violences verbales, entre autres.

Aussi, il convient de dire que notre conception du concept de violence se rapproche au sens du concept d'insécurité qui traduit littéralement une absence de sécurité. Les cas que nous considérons ici inscrivent la communauté dans une certaine peur. Ils contribuent à l'émergence d'un sentiment de méfiance chez les habitants, car, ne se sentant pas rassurer de la sécurité de leur environnement direct et indirect. Les populations sont alors moins rassurées, et plus enclines à développer des formes de réponses et d'adaptation afin de dérouler leurs activités dans un cadre propice. Ces formes de réponses peuvent s'inscrire dans des organisations communautaires de gestion de la sécurité. Ceci pour dire que dans ce travail, la notion d'insécurité sera utilisée dans le même sens que le concept de violence, et inversement.

Par ailleurs, il est important de souligner que la violence, dans le sens où nous la saisissons ici, entrave le processus de développement. Elle entretient un rapport asymétrique avec ce dernier. Ainsi, plus une région ou un pays est marqué par des comportements et d'actes violents, moins le développement est envisageable. Sans doute, on ne manquera pas de souligner ce que certains qualifieraient de « l'économie de la guerre », qui est une économie informelle et qui n'entraîne pas le développement dans des situations de conflit. Cette économie ne peut pas conduire véritablement vers la voie de l'émergence ou du développement. La violence entrave la libre circulation des personnes et des biens dans certaines villes où sa fréquence paraît élevée. Les habitants ont du mal à développer les activités qui leur garantissent la satisfaction de leurs besoins (commerce en partie). Avec les coupeurs de route par exemple (les braquages), la population n'arrive pas directement à acheminer leur produit dans les lieux d'écoulements (les marchés). Les vols, agressions et cambriolages font que la population sent la peur et préfère préserver les biens déjà acquis, et non plus chercher à augmenter ses profits. Les initiatives pouvant contribuer à l'épanouissement des populations, donc au développement, sont alors réduites. Pour plus

opérationnaliser ce rapport asymétrique entre violence et développement, il nous semble nécessaire de préciser ce que nous entendons par ce dernier.

### ***Le concept de développement***

Le développement est un concept multidimensionnel, polysémique et évolutif tout comme les objets auxquels il est mis en relation ainsi que les contextes de référence. Des économistes aux sociologues en passant par les anthropologues et les géographes, on retrouve différentes appréhensions du développement. L'orientation économiste met l'accent sur sa dimension économique tandis que la conception socio-anthropologique insiste sur son aspect social et/ou culturel, ce qui témoigne de sa complexité, mais aussi de l'importance portée à son égard. En outre, il englobe des enjeux sociétaux pour les acteurs, qu'ils soient publics ou privés, individuels ou collectifs.

Au sens économique du terme, le développement est assimilé à la croissance et renvoie au passage d'un niveau de production économique donné à un autre plus élevé avec une certaine caractéristique dans la consommation de la population. Les cinq étapes proposées par Rostow<sup>72</sup> et inspirées de l'anthropologie évolutionniste nous en disent suffisamment sur la vision évolutive de ce concept. Une telle considération laisse apparaître d'une part, une dichotomie entre pays développés ou pays du Nord, et pays sous-développés, communément appelés pays du Sud. D'autre part, elle n'informe en rien sur le niveau et la qualité de vie des populations. C'est pourquoi elle nous semble limitée et peu opératoire pour notre problématique. En effet, le développement est une réalité beaucoup plus complexe et plus vaste que ce que nous disent les économistes évolutionnistes comme Rostow. On le note bien d'ailleurs avec Michel Vernières<sup>73</sup> lorsqu'il analyse le développement comme étant un processus trop complexe pour être limité à ses seuls aspects économiques.

Dans un tel contexte surtout marqué par une crise des théories économiques du développement, commencent à émerger d'autres réflexions et courants de pensée à l'image du culturalisme. Des chercheurs constitués majoritairement d'anthropologues se sont lancés dans une lutte de reconsidération théorique et paradigmatique qui intègre de nouvelles dimensions dans la définition du concept de développement. Ce dernier est ainsi considéré comme un

---

<sup>72</sup> Walt Whitman Rostow, (1963), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil.

<sup>73</sup> Michel Vernières, (1991), *Economie des Tiers Mondes*, Paris, Économica.

vaste processus culturel et sociétal. Il s'inscrit dans la logique d'un phénomène dynamique à l'image de l'anthropologie,<sup>74</sup> avec un accent mis sur sa dimension socioculturelle.

Frank Petiteville résume bien cette orientation. En effet, selon cet auteur, « le paradigme culturaliste possède [...] bien une incontestable vertu heuristique, pour comprendre les relations entre les sociétés, le sens de leur histoire, leur trajectoire spécifique de changement social et donc de développement.<sup>75</sup> » À côté de cette conception, récusant les théories économiques du développement au profit de sa dimension culturelle, se greffe la notion de développement endogène avec une approche socio-anthropologique développée par des chercheurs comme Joseph Ki-Zerbo<sup>76</sup>. Par ailleurs, Jean Pierre Olivier De Sardan définit le développement comme un « ensemble de processus sociaux induits par des opérations volontaires de transformation d'un milieu social, entreprises par le biais d'institutions ou d'acteurs extérieurs à ce milieu, mais cherchant à mobiliser ce milieu, et reposant sur une tentative de greffe des ressources techniques ou savoirs.<sup>77</sup> »

Ces différentes considérations montrent combien le développement constitue un concept complexe, polysémique et difficile à saisir dans tous ses contours. L'approche économique du développement permet de saisir la situation économique d'une société à travers des activités productives telles que l'agriculture, le commerce et l'élevage. Le paradigme culturaliste met l'accent sur sa dimension culturelle, alors que dans une perspective socio-anthropologique, on s'intéresse davantage à l'aspect socio-économique et culturel des populations. En partant de l'approche économique et de l'approche socio-anthropologique, approches qui nous semblent d'ailleurs se compléter, nous espérons fournir une proposition de définition qui permettra de rendre compte davantage notre conception du « développement ».

Ainsi, nous entendons par développement, l'ensemble constitué des manières de penser et d'agir à l'initiative d'acteurs, qu'ils soient internes ou externes, ayant pour but ou vocation l'amélioration socio-économique des conditions et de la qualité de vie des populations d'une localité ou région donnée.

---

<sup>74</sup> Sur l'anthropologie dynamique, voir Georges Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* (1955) ou *Sociologie des Brazzavilles noires* (1955).

<sup>75</sup> Franck Petiteville, « Intérêt et limites du paradigme culturaliste pour l'étude du développement » in *Revue du Tiers Monde*, 1995, Tome 36, N°144, (p.859-875), p.872-873.

<sup>76</sup> Joseph Ki-Zerbo, (dir.), (1992), *La natte des autres : pour un développement endogène en Afrique*, Dakar, CODESRIA.

<sup>77</sup> Jean Pierre Olivier De Sardan, (1995), *Anthropologie et Développement -Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala, p.18.

Cette définition, inspirée de celle de Durkheim des faits sociaux et celle de Jean Pierre Olivier De Sardan du développement, met en évidence principalement deux types d'acteurs : les initiateurs et les bénéficiaires qui peuvent eux-mêmes jouer le rôle des premiers (initier des actions de développement). Cependant, elle privilégie les acteurs locaux qui doivent porter et favoriser l'essentiel des programmes de développement à travers un mode de comportement. En plus, à travers cette conception, le développement est le fruit d'une construction dont l'objectif est d'améliorer le cadre et le niveau de vie de la population locale ; ce qui devrait se traduire par la possibilité d'exercer une activité dans un cadre spécifique dans lequel règnent la paix et la sécurité, et pouvant permettre la satisfaction de ses besoins et ceux des membres de sa communauté.

Cette considération, si elle permet d'analyser notre entendement du concept de développement, elle ne peut pas être opérationnelle dans un contexte de crise. Elle implique de remplir des conditions qui sont fondamentales pour atteindre l'objectif du changement de la situation socio-économique des populations locales. De fait, il sera plus difficile de parler de développement dans une région marquée par des tensions ou rejets du pouvoir public et de fortes disparités économiques entre les habitants. De telles régions ont de fortes chances d'être marquées par diverses formes de violence, exaltation d'une série de crises qui les habite pour ainsi dire, depuis une certaine période. Ces crises peuvent être d'ordre économique, politique ou sécuritaire.

### ***Le concept de crise sociétale***

La notion de crise, marque *a priori*, une idée de rupture par rapport à une situation donnée, vécue individuellement ou collectivement. Il peut s'agir d'une crise liée à des frustrations d'ordre économique, politique, identitaire, etc. Conformément aux analyses de René Kaës,<sup>78</sup> elle consiste en un changement brusque et décisif dans le cours d'un processus. Ainsi, la notion de crise revêt une signification polysémique qui peut varier selon le contexte d'analyse.

Dans son article, Michèle Ansart Dourlen<sup>79</sup> soutient de son côté que parler de crise revient à évoquer un désordre, voire un chaos. Ce désordre survient lors de mouvements révolutionnaires, ou contestations contre un ordre présent qui ne serait pas apprécié par la

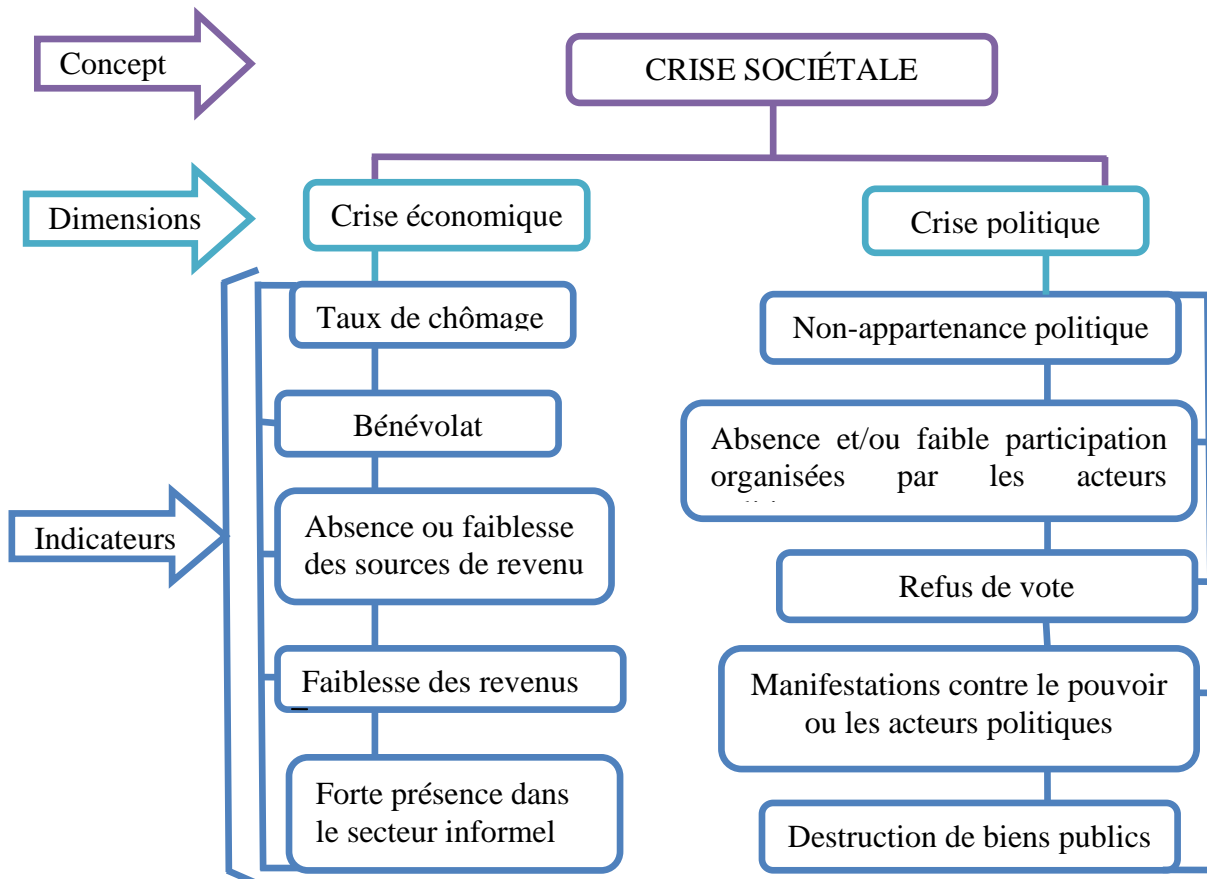
---

<sup>78</sup> René Kaës et al, (1979), *Crise, rupture et dépassement*, Paris, Dunod, p.22.

<sup>79</sup> Michel Ansart Dourlen, «La notion de crise politique et les modalités de son déni dans les mouvements contestataires et révolutionnaires.» in, *Les cahiers psychologie politique* [En ligne], numéro 14, Janvier 2009. URL : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=353>, p.1.

communauté. Dans cet ordre d'idées, on peut citer, sans prétendre que la liste soit exhaustive, la crise économique, la crise politique, et la crise socioculturelle ou encore identitaire. Certains auteurs tels que Mohamed Tétémadi Bangoura<sup>80</sup> se sont largement étendus surtout sur la crise politico-économique. Ainsi, pour mieux cerner ce concept de crise sociétale, il nous semble opportun de procéder à une décomposition conceptuelle permettant de comprendre ce que nous considérons comme tel.

**Figure 1 :** décomposition du concept opératoire de crise sociétale



Cette décomposition permet de voir sous quel angle, nous appréhendons le phénomène des crises sociétales. En effet, dans les travaux précités<sup>81</sup>, cette question revêt une dimension économique, politique, identitaire et sécuritaire. Nous en retenons principalement deux aspects à partir desquels, nous allons rendre intelligible notre objet d'étude. Il s'agit notamment de l'aspect économique et de celui politique.

Ces deux dimensions se saisissent de manières fort-différentes et variées comme le résume si bien le schéma ci-dessus. La crise politique peut ainsi être comprise fondamentalement à

<sup>80</sup> Mohamed Tétémadi Bangoura, (*Op. Cit.*).

<sup>81</sup> Cf. Jean François Bayard, (*Op. Cit.*) ; Momar Coumba Diop, (dir.), (*Op. Cit.*), mais aussi Jean Hannouyer, (dir.), (*Op. Cit.*).



partir de deux voire trois indicateurs. Il s'agit du refus d'appartenir à un quelconque parti ou de participer une quelconque activité politique, des manifestations contre les acteurs ou toute initiative politique et la faible considération ou valorisation des biens publics se traduisant par un « sabotage » des activités et/ou réalisations des autorités politiques. À cela, on peut rajouter le sentiment de ne pas être considéré par les acteurs politiques ou les écarts entre les attentes des populations et les initiatives de ces acteurs. Quant à la crise économique, elle se manifeste par un chômage, avec des jeunes de plus en plus dans l'informel (conduite de moto Djakarta par exemple), un faible niveau de revenu tout comme les sources qui ne varient pas. De fait, la population jeune surtout tend à s'organiser et s'orienter dans des structures associatives à visée économique leur permettant de subvenir à leurs besoins.

Dans cet ordre d'idées, nous retenons par crises sociétales, un ensemble de crises politiques et économiques. Elles se traduisent d'une part, par des hostilités vis-à-vis du système et des initiatives politiques, et d'autre part, par des difficultés socio-économiques et financières, obligeant les populations à développer des stratégies d'adaptation dans d'autres structures et/ou secteurs de production économique.

Les différents concepts mobilisés entretiennent une relation directe entre eux. En effet, toute situation de crise découle sur des comportements sociaux qui peuvent être, en grande partie, des comportements de déviants pouvant se manifester par diverses formes de violence comme nous l'avons souligné plus haut. Or, le développement, dans notre sens, nécessite un contexte stable et apaisé, qui doit permettre aux populations d'exercer librement leurs activités. Ce contexte doit aussi assurer ou du moins, garantir la possibilité d'obtenir un emploi fixe et stable pour la population. C'est donc là, une condition nécessaire au développement socio-économique qui, dans une région à forte intensité des violences et des frustrations politico-économiques, ne peut être envisageable. Sur ce point, le cas de la Casamance et plus particulièrement de Ziguinchor peut se révéler utile. Les conséquences du conflit entre le MFDC et les forces de l'ordre sénégalaises ont eu des répercussions sur les conditions de vie des populations principalement dans la zone de Niaguis : destructions et abandons de villages, pertes en vie humaine, fragilisation des frontières, cessation des activités de production économique comme l'agriculture, le commerce et l'élevage. Tout ceci s'est développé dans un contexte où l'obtention de l'emploi n'est pas toujours facile. La délinquance et le banditisme qui accompagnent cette situation traduisent la naissance ou l'émergence d'une insécurité qui a des effets négatifs sur le développement de cette localité.

Pour rendre plus objectivable ce lien entre crises sociétales, violence et développement, il nous semble opportun, voire nécessaire, de définir un modèle théorique approprié, et à travers lequel, nous allons expliciter la réalité de notre objet d'étude.

## **1.7 Modèle théorique**

Le modèle d'analyse est le socle théorique du travail scientifique. Il constitue un outil d'explication et d'analyse à partir duquel, le chercheur tente d'appréhender et de rendre compte de son objet. Dans le cadre d'une étude en sciences sociales et plus spécifiquement en sociologie, le jeune chercheur se trouve au centre d'un ensemble de théories développées par des spécialistes. Ces théories, riches et variées, sont parfois contradictoires, parfois complémentaires. De fait, il devra porter un choix souvent fondé sur les travaux des auteurs qu'il a étudiés sur une ou plusieurs approches qui traitent de son sujet. Ainsi, il nous est apparu, à travers nos lectures, que la problématique des crises sociétales est analysée de manières différentes. Les ouvrages exploités laissent apparaître principalement l'existence de deux théories qui ont servi de cadre d'analyse à la problématique des crises sociétales à Ziguinchor.

La première approche à savoir l'interactionnisme symbolique est surtout développée dans les analyses qui ont traité de la crise et spécifiquement des violences en milieu urbain. Ainsi, des auteurs comme J. B. Ouédraogo, S. B. Gendrot, J. F. Havard, M. Cusson ont montré comment l'apparition de nouveaux acteurs peut reconfigurer et restructurer les relations sociales individuelles et collectives. Pour eux, les agents sont dans des situations où leurs actions et celles des groupes sociaux avec lesquels ils sont en interaction découlent des identités multiples, changeantes et parfois contradictoires. Du coup, on peut avoir une influence négative sur le comportement de l'autre dans une situation de face à face. Cette influence peut être saisie à travers un type de langage qui peut apparaître particulièrement violent ou des pratiques spécifiques à l'image des vols ou d'actes violents organisés par un groupe de jeunes. C'est finalement une scène dans laquelle, chaque acteur a un rôle non figé par rapport à une situation donnée.

Toutefois, il faut dire que même si ces auteurs adoptent en partie l'interactionnisme dans leurs analyses, ils ne l'utilisent pas de la même manière que Goffman et Becker qui sont les ténors de cette approche. Ils n'expliquent pas, en effet, le processus qui aboutit à l'étiquetage des

déviant<sup>82</sup>. En outre, ils ne montrent pas l'entrée en déviance qui est un processus qui comporte un certain nombre d'étapes dont l'acte délinquant ou déviant est seulement la première étape, mais qui ne garantit pas que les autres, par exemple l'intégration du déviant, soient franchies<sup>83</sup>.

Dans tous les cas, il faut dire que l'interactionnisme symbolique, tel qu'utilisé par Goffman et Becker, est apparu pour la première fois aux États-Unis, avec la deuxième génération de sociologues de l'École de Chicago. Les chercheurs de cette École ont abordé la question de l'urbanisation et de ses conséquences, mais aussi, la problématique de la criminalité et de la délinquance juvénile. Ils ont démontré le lien entre villes et délinquance à partir de l'approche interactionniste en utilisant des méthodes telles que l'observation participante. Cette technique leur a permis de comprendre les interrelations entre les différents gangs et le processus d'intégration des déviant dans ces gangs, tout en montrant qu'ils occupent la « ceinture de pauvreté », c'est-à-dire les zones où l'habitat est détérioré, avec une désorganisation quasi totale.

Quant à la deuxième approche dominante dans les travaux que nous avons invoqués dans la revue de la littérature, notamment l'analyse stratégique, elle est principalement utilisée par des auteurs tels que Donzelot, Bauer et Raufer, le travail dirigé par Windisch en collaboration avec Bonzon, entre autres. Ces auteurs montrent d'une part, la manière dont une situation de crise politique ou économique peut changer les échanges interindividuels ou entre groupes sociaux et remodeler leurs relations. D'autre part, ils mettent en exergue les politiques ou stratégies adoptées par les acteurs individuels ou collectifs ou encore les autorités, pour faire face à cette situation de crise ou en tirer profit. Dans cette logique, on voit des jeunes appartenant aux quartiers populaires, dans un contexte de difficultés économiques, se mobiliser et s'activer à travers divers moyens dans le but de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles, ou des acteurs politiques utilisant la situation des populations locales pour gagner des voies électorales.

Cependant, il est apparu dans les analyses de ces auteurs que l'analyse stratégique n'est pas utilisée de la même manière que Michel Crozier et Erhard Friedberg par exemple dans leur

---

<sup>82</sup> À l'exception près, Maurice Cusson est le seul, parmi les travaux que nous avons invoqués, à avoir utilisé l'interactionnisme dans la logique de la sociologie de la déviance.

<sup>83</sup> Voir, sur ce point, Howard Becker, (1963), *Outsiders*, Editions Free Press of Glencoe.

ouvrage sur l'acteur et le système.<sup>84</sup> Des analyses comme celles proposées par Donzelot ou encore Bauer et Raufert ne montrent pas les relations et les jeux de pouvoir ainsi que les rationalités multiples des acteurs ou groupes d'acteurs et la logique de l'action collective<sup>85</sup>. C'est pourquoi, pour mieux aborder notre problématique, nous allons partir de la logique de Crozier et de Friedberg tout en combinant leur approche, l'analyse stratégique, avec l'interactionnisme symbolique tel qu'utilisé par Becker.

Ces deux approches à savoir l'analyse stratégique et l'interactionnisme symbolique nous semblent les plus appropriées pour comprendre et saisir la réalité qui sous-tend les crises sociétales et la violence dans la commune de Ziguinchor. Ce choix se justifie par la capacité de ces dites approches à proposer des explications des interactions et des logiques d'acteurs en interaction. Concrètement, il s'agit d'adopter une démarche combinatoire, qui se sert de ces deux théories. En effet, si la démarche interactionniste s'inscrit dans le cadre d'une analyse de la déviance et des nouvelles problématiques traitées par la sociologie, il n'en demeure pas moins qu'elle puisse se compléter avec l'approche stratégique. Cette dernière permettra de montrer les stratégies développées par les acteurs pour faire face, non seulement, à une situation de crise, mais aussi, pour se créer des conditions favorables pouvant détourner les enjeux à leur faveur. D'ailleurs, des chercheurs comme Jean Pierre Olivier De Sardan<sup>86</sup> ont tenté un tel exercice qui, bien qu'il soit difficile, semble possible.

Ainsi, à travers ces deux approches, nous allons tenter de montrer que, les stratégies adoptées par les acteurs (autorités comme population locale) dans la commune de Ziguinchor entrent dans le cadre de la participation au développement socio-économique. Ce dernier, compris comme un ensemble de pensées, d'actions et de comportements pouvant contribuer à l'amélioration des conditions de vie d'une communauté, doit passer par la capacité de la population à faire face à la situation de crise politico-économique dont elle vit. C'est ainsi qu'on observe des groupes de personnes organisées en Groupement d'Intérêt Économique (GIE), des individus qui s'activent soit dans le commerce de proximité, soit dans d'autres activités génératrices de revenu, aussi minime qu'il puisse être. On voit alors un nombre important de personnes dans le secteur informel. Un tel état de fait rappelle par ailleurs, un des rôles fondamentaux que l'État n'aura pas su accomplir, à savoir garantir un travail à la population. Ainsi, les groupements ou associations et le secteur informel vont se présenter en

---

<sup>84</sup> Michel Crozier et Erhard Friedberg, (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Le Seuil.

<sup>85</sup> Michel Crozier et Erhard Friedberg, (*Idem*).

<sup>86</sup> Pour plus de détails, confère Jean-Pierre Olivier De Sardan, (*Ibid.*)

recours pour une population qui peine à trouver une voie de sortie face à des difficultés économiques qui la tracassent des années durant.

Dans un tel contexte, on a une situation à double face : d'un côté, une partie de la jeunesse, pour ne pas dire de la population (active), verse dans la déviance avec des comportements « anti sociaux ». Ceci en raison, généralement, de l'absence de possibilité de réalisation de soi, due à un manque d'initiatives politiques par exemple ou le sentiment d'être inconsideré par les autorités d'une manière générale. Ce qui favorise l'apparition de diverses formes de violences que nous pouvons classer en deux catégories : une violence de revendication et une violence économique<sup>87</sup>. Ces formes particulières peuvent, à leur tour, hypothéquer la récurrente question du développement social et économique, et dévoiler, par la même occasion, les enjeux autour de celle-ci.

D'un autre côté, certains acteurs, conscients des dangers de la situation de crise et de la prolifération des violences, développent des stratégies fondées sur des activités licites afin de garantir la satisfaction de leurs besoins individuels et familiaux. Pour ces acteurs, le secteur informel peut se révéler comme une importante source de revenu. Du coup, les acteurs locaux deviennent le moteur de leur propre développement.

Conscient des exigences que demande la combinaison de ces deux approches (l'analyse stratégique et l'interactionnisme symbolique) pour rendre intelligible notre objet de recherche, nous allons tenter cet exercice à travers une méthodologie appropriée, circonscrite dans un terrain délimité.

---

<sup>87</sup> Comme exemple de violence économique, nous pouvons donner le cas d'un braquage ou vol organisé qui permet aux auteurs, par cet acte, d'amasser d'énormes ressources économiques ou de s'enrichir.

## Chapitre 2 : UNIVERS DE L'ÉTUDE ET MÉTHODOLOGIE

Ce chapitre comprend, d'une part, la présentation du cadre d'étude, ses principales caractéristiques. D'autre part, il présente les approches et outils méthodologiques mobilisés pour le recueil et la collecte des informations présentées dans ce travail.

### 2. Présentation du cadre de l'étude

Il s'agit ici de faire une présentation de notre cadre d'étude. Pour ce faire, il nous semble intéressant de définir de prime à bord le cadre général dans lequel nous comptons mener notre recherche.

#### 2.1. Cadre général de l'étude

Cette étude est faite dans le milieu géographique de la Casamance. Région historique du Sénégal, la Casamance est composée de trois régions administratives. Il s'agit notamment des régions de Sédhiou, de Kolda (la Haute Casamance) et de Ziguinchor (la Basse Casamance).

Géographiquement, la Casamance est limitée au nord par la Gambie, au sud par la Guinée Bissau et la Guinée Conakry, à l'ouest par l'océan atlantique et à l'est par le Sénégal Oriental, en l'occurrence la région de Tambacounda et de Kédougou. Il apparaît, à partir de cette position géographique, que la Casamance, région sud du Sénégal, est dans une situation d'enclavement. Elle est coupée directement du nord du pays par la Gambie. C'est une région qui regorge de potentialités avec un sol riche et propice à l'agriculture et à l'élevage, et des sites touristiques qui attirent une bonne partie des touristes du Sénégal et d'autres régions. Par ailleurs, ses potentialités sont constituées par une forte diversité des cultures et pratiques culturelles.

Cependant, depuis plus de trois décennies, précisément en 1982, la Casamance est marquée par une crise sociopolitique qui a débouché sur le conflit rebelle entre le MFDC et les forces armées sénégalaises. Cette crise a constitué une réelle problématique pour les autorités étatiques, administratives et la population locale exposée à une psychose et une insécurité totale. Dans un tel contexte, on commence à noter, au fil des années, de nouvelles formes de violence consécutive à ce conflit dont l'une des conséquences est la fragilisation des frontières, une situation qui peut profiter à des malfaiteurs qui peuvent entrer librement dans la région et commettre des actes délinquants.

Toutefois, s'intéresser à la question des crises sociétales et de leurs conséquences sur le développement socio-économique dans une région aussi vaste que la Casamance nous paraît un exercice non moins facile et difficilement réalisable. C'est pour cette raison et afin de fournir un travail scientifique et des connaissances sur cette question que nous avons réduit notre cadre d'étude en le spécifiant davantage.

### **2.1.1. Délimitation du cadre spécifique d'étude**

Cette étude dont l'objectif général est de montrer le lien entre les crises sociétales, la prolifération des violences et leurs conséquences sur développement s'est fait à Ziguinchor, spécifiquement dans la commune. Cette dernière nous paraît plus accessible que les autres communes telles qu'Oussouye et Bignona. De même, la commune de Ziguinchor est une des villes les plus affectées, comparée à ces deux dernières, par le conflit dans la région. Jusqu'en 1999 par exemple, 32% des victimes de mines anti personnelles étaient de la ville de Ziguinchor alors qu'on en dénombrait seulement 6% à Bignona, 16% à Oussouye, et 23% à Sédhiou<sup>88</sup>. C'est pourquoi d'ailleurs il nous semble nécessaire de procéder à une présentation de cette commune d'un point de vue géographique, économique et sociopolitique.

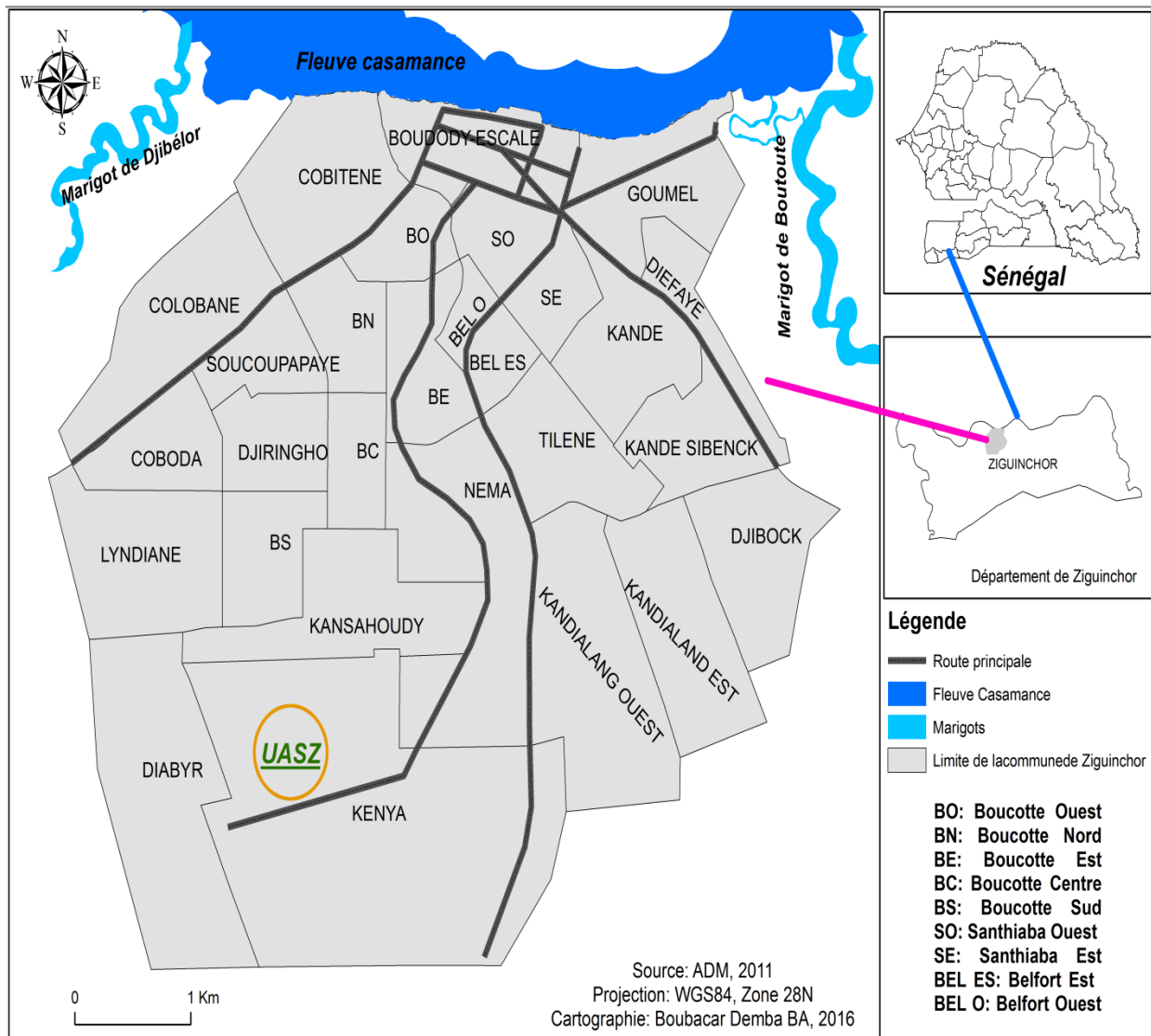
### **2.1.2. Localisation géographique et population de Ziguinchor**

Ziguinchor, chef-lieu de département et de région, est une des plus grandes communes et villes de la région de la Casamance. Elle se situe dans le domaine sud-soudanien, au sud du fleuve Casamance entre les villages de Tobor, de Boutoute et de Djibonkeer. Elle est limitée au nord-ouest par le marigot de Djibélor et au nord-est par le marigot de Boutoute. En plus, la ville est composée d'un peu plus d'une vingtaine de quartiers comme nous pouvons le constater à travers la carte ci-après.

---

<sup>88</sup> Mohamed Lamine MANGA, (2012), (*Op. Cit.*), p.283.

**Figure 2 :** carte de présentation des quartiers de la commune de Ziguinchor



Par ailleurs, la ville compte 205 294 habitants<sup>89</sup> avec une surreprésentation de ruraux consécutifs à l'exode rural occasionné, en grande partie, par les différentes crises des décennies 70 et 80<sup>90</sup> et le conflit qui sévit dans la région. Elle se présente comme l'une des « localités les plus sénégalaises du pays ». Toutes les ethnies et cultures y sont représentées : des Joola aux Manding en passant par les Pël, les Seereer, Manjak, les Baïnuke, les Balant, Wolof, etc. Les principales religions dominantes sont l'Islam et le Catholicisme. Ce qui n'exclut pas pour autant, la présence et la pratique d'autres formes de croyance telles que "l'animisme," l'évangélisme, le protestantisme, etc.

<sup>89</sup> ANSD, RGPHAE 2013, rapport final 2013.

<sup>90</sup> Tidiane Sané, Oumar Sy et El Hadji Dièye, « changement climatique et vulnérabilité de la ville de Ziguinchor » in "Renforcer la résilience climatique des villes : du diagnostic spatialisé aux mesures d'adaptation", Colloque international, Université Paul-Metz, France, 07 et 08 juillet 2011.



Cette diversité culturelle et religieuse est une des richesses de la région et singulièrement de la ville de Ziguinchor. Elle n'affecte en rien la qualité de vie des populations qui vivent dans une parfaite cohabitation à travers un cousinage à plaisanterie entre les différentes ethnies. Au-delà de cette situation géographique et de sa diversité religieuse et culturelle, il est important de souligner que Ziguinchor dispose de potentialités économiques bien que celles-ci soient confrontées à la situation politique locale.

### **2.1.3. Situation politique et Potentialités économiques de Ziguinchor.**

Mener une étude en Casamance et plus particulièrement dans la ville de Ziguinchor implique de revenir sur des faits qui ont joué un rôle fondamental dans l'histoire de cette localité. Nous ne pouvons faire une présentation de la commune de Ziguinchor sans pour autant évoquer sa situation politique.

Depuis 1982, la région est marquée par un conflit, avec des causes parfois difficiles à saisir, entre le MFDC et le gouvernement sénégalais. Ce conflit a entraîné plusieurs centaines de victimes<sup>91</sup> et continue toujours à causer des dégâts humains et matériels. Cette situation installe les populations de la ville de Ziguinchor en particulier, dans une insécurité totale. Malgré les efforts de paix manifestés par les différentes parties du conflit à travers de multiples accords qui ne tiennent pas long feu, et dont le dernier en date remonte en 2004, le conflit perdure. Ainsi, le conflit en Casamance conduit la ville de Ziguinchor dans une situation particulière : présence de personnes déplacées, difficultés socio-économiques, situation de ni conflit, ni paix, etc.

En ce qui concerne la situation économique, Ziguinchor dispose d'énormes potentialités dont la pêche, l'agriculture, le tourisme, le commerce, entre autres, qui sont les principales sources de revenu de la population. Cependant, pour l'essentiel de ces activités, l'enclavement semble constituer un réel handicap. En outre, le contexte de conflit qui sévit dans cette partie du Sénégal fait d'elle la plus convoitée par les organismes et organisations non gouvernementaux, nationaux et internationaux. Nous pouvons donner l'exemple de Handicap international, UNICEF, PAM, ENDA Tiers-Monde, USOFORAL, le Projet Dynamique de Paix en Casamance, etc. Néanmoins, s'il y a une problématique qui demeure dans l'actualité, c'est bien celle relative au développement. Dès lors, on est tenté de se demander s'il n'existe pas d'autres facteurs entravant le développement de cette commune.

---

<sup>91</sup> Nelly Robin, (*Op. Cit.*), mais aussi Mohamed Lamine Manga, (*Op. cit.*)

Cette présentation de la commune de Ziguinchor nous permet d'avoir un aperçu global sur notre cadre d'étude. Ainsi, les données fournies ici facilitent la compréhension des différentes problématiques, crise politico-économique, et développement, dont nous traitons dans ce travail, car elles permettent de saisir le contexte de leur évolution. Pour mener donc à bien cette étude dans ce contexte particulier, nous avons adopté la démarche méthodologique qui suit.

## **2.2. Méthodologie de recherche**

Dans ce sous-chapitre, nous mettons en évidence l'ensemble des techniques et moyens utilisés pour collecter les informations. Il présente aussi bien les instruments d'investigation que le déroulement de l'enquête.

### **2.2.1. Les instruments d'investigation**

Il s'agit des outils et techniques qui ont été mobilisés pour la collecte des données. Nous nous sommes servi essentiellement de la recherche documentaire, des entretiens, de l'observation sociologique et du questionnaire.

#### **2.2.1.1. La recherche documentaire**

Elle a été faite dans trois régions différentes (Ziguinchor, Dakar et Saint-Louis) et en deux phases. En effet, la recherche documentaire a permis, lors du travail exploratoire, de construire la première partie de ce document. Nous avons exploré la littérature existante en mettant l'accent sur les différentes approches utilisées par les auteurs avant d'en comparer quelques-unes, en vue de porter un choix pour la construction de notre problématique. Autrement dit, cette phase nous a permis de saisir la problématique des crises sociétales et les différentes théories mises en évidence par les chercheurs à travers leur champ disciplinaire respectif. Pour ce faire, nous nous sommes rendus dans différents lieux. Nous avons été à la bibliothèque de l'Université Assane SECK (UASZ) et à l'Alliance franco-sénégalaise de Ziguinchor. Toutefois, nous avons constaté un manque de documents en rapport avec notre problématique de recherche. C'est ainsi que nous avons effectué spécialement un voyage de recherche documentaire à Dakar où nous avons visité la bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD), celle de l'IFAN, mais aussi des librairies telles que L'Harmattan et Claire-Afrique. Aussi, nous avons été à Saint-Louis, au niveau de la bibliothèque universitaire pour renforcer notre documentation. Cette étape a été essentielle, car, elle nous a

permis de passer en revue des ouvrages et articles sur les crises sociétales, la violence et le développement, entre autres.

Par ailleurs, nous avons fait recours à la recherche documentaire lors de la phase de recueil des informations. Il s'agit principalement des statistiques issues de la base de données de l'administration pénitentiaire de Ziguinchor, de la police centrale et de l'inspection régionale du travail et de la sécurité sociale. Grâce à ces données, nous avons pu procéder, d'un côté, à une présentation d'un certain nombre de cas de violence que nous avons répertorié et, d'un autre côté, à l'évaluation de la situation d'entreprises plutôt individuelle dans la ville. De plus, nous avons pu procéder à quelques analyses comparatives entre les informations issues des entretiens et de l'enquête par questionnaire et les données de la police.

La recherche documentaire a été renforcée par d'autres techniques et outils (les entretiens et observations et le questionnaire) qui ont aussi été utiles pour le recueil des données.

#### **2.2.1.2. Les techniques qualitatives**

Ils nous ont servi pour recueillir des informations de type qualitatif. Avec ces techniques (les entretiens et l'observation), nous avons effectué des entretiens libres à la police, à l'administration pénitentiaire, au tribunal, avec les chefs de quartier, les badiène gox<sup>92</sup> et un agent de sécurité privée, et des entretiens semi-directifs à la maison d'arrêt et de correction de Ziguinchor. Les entretiens sont répartis comme suit, avec une durée moyenne d'environ quarante minutes par entretien :

- Trois entretiens dont un à la police (avec l'adjoint au commissaire), un à l'administration pénitentiaire (avec le directeur) et un au tribunal régional de Ziguinchor (avec un juge) ;
- Deux entretiens à la maison d'arrêt et de correction de Ziguinchor dont un avec le responsable de la prison et un autre avec un détenu ;
- Deux entretiens avec des délégués de quartier (Kandialang, Boucotte) et un entretien à Kandé avec une victime de cambriolage.

---

<sup>92</sup> Littéralement le mot "badiène" est un terme wolof qui signifie la tante (la sœur du père). L'expression "Badiène gox" traduit donc tante du coin. Cette dernière est chargée de la sécurité des jeunes et surtout des femmes dans les quartiers. Les badiène gox sont structurées au niveau national et travaillent en parfaite collaboration avec les agents de sécurité, les juges dans les tribunaux et au niveau des hôpitaux avec les sages-femmes et/ou infirmières.

- Trois entretiens avec des « badiène gox » et un entretien avec un agent de sécurité privée ;
- Enfin, nous avons fait un entretien avec une victime de cambriolage à Diabir.

Pour l'identification de ces personnes ressources, nous avons utilisé la technique de boule de neige. Le choix de cette technique est lié au fait que la problématique de crises sociétales et d'insécurité qui sont au cœur de notre sujet est généralement considérée comme un sujet sensible, du point de vue des populations. Il était alors difficile de trouver directement des répondants sans passer par l'intermédiaire d'une autre personne. C'est ainsi qu'à travers le premier entretien que nous avons fait avec le juge au tribunal régional de Ziguinchor, nous avons pu obtenir d'autres contacts pour continuer la collecte des informations qualitatives.

Toutefois, il convient de souligner que lors de la phase de collecte, nous n'avions pas pris en compte le cas des conducteurs de moto Jakarta qui est un phénomène récent dans la ville et date du début des années 2010. Cependant, au cours de l'enquête, nous nous sommes rendu compte qu'ils étaient victimes de plusieurs formes d'agressions et de vols tels que la dépossession de leur outil de travail. Dès lors, nous avons estimé la nécessité de les intégrer afin de comprendre leur situation face à l'insécurité dans la ville de Ziguinchor. Nous en avons rencontré cinq (05) avec qui nous avons fait des entretiens informels.

Dans tous les cas, il faut dire que de par leur capacité à retranscrire des processus et représentations sur un phénomène ou une pratique, les entretiens nous ont permis de comprendre les fondements de la crise politico-économique dans la commune de Ziguinchor. Pour y parvenir, nous avons utilisé des guides d'entretiens spécifiés selon le statut des acteurs que nous avons interrogés. Ces guides sont structurés en différentes thématiques (cf. annexe 1). En plus, avec les entretiens, nous avons pu saisir les conséquences de la violence et l'insécurité sur le développement socio-économique de la commune de Ziguinchor.

Par ailleurs, parmi les techniques de type qualitatif, nous avons utilisé l'observation sociologique, notamment l'observation directe. À cet effet, nous avons mis en place une grille d'observation qui portait sur les points suivants :

- Manifestation des violences à Ziguinchor et les cas les plus récurrents (visibles) ;
- Profils des acteurs impliqués dans les violences ;
- Interactions entre les acteurs impliqués dans les violences ;

- Les types d'activités des populations et les formes de collaboration entre les habitants.

Lors des observations, il est apparu que la violence est davantage un phénomène plus orienté vers la rumeur<sup>93</sup> et difficilement observable. C'est pourquoi d'ailleurs certaines personnes soutenaient, lors des entretiens, qu'il est plus facile d'entendre parler de la violence que d'en être un témoin oculaire, à moins qu'on ne soit la victime.

Ainsi, nous avons effectué deux séances d'observation dans des structures chargées de la sécurité à Ziguinchor. La première a été faite le treize (13) juillet 2015 à la police centrale de Ziguinchor. Elle a duré trois heures (10h-13h) au cours desquelles, trois plaintes pour vols ont été traitées en notre présence par l'adjoint au commissaire. Quant à la seconde séance, elle s'est faite au tribunal régional de Ziguinchor de neuf heures à quatorze heures (09h-14h). Lors de cette dernière, cinq affaires ont été abordées dont trois cas de possessions et de consommation de cannabis, un cas d'escroquerie et un cas de vol de moto sur le boulevard des cinquante-quatre mètres.

En outre, nous avons utilisé l'observation sociologique pendant les entretiens dans les différents quartiers. C'est ainsi que nous avons constaté la prédominance du commerce de proximité, l'implication des enfants (âgé de moins de quinze ans en général) dans le secteur informel, la dégradation des routes dans la ville, etc. Aussi, à force de suivre les acteurs (jeunes par exemple et parfois conducteurs de moto Jakarta), nous avons fini par saisir les risques face à la violence dont ils sont exposés.

Il apparaît donc que l'utilisation de l'observation comme technique de collecte de données a été utile dans la mesure où elle a permis de constater, dans un premier temps, que les mis en causes étaient généralement âgés de vingt et trente-cinq ans. Dans un second temps, l'observation a permis de renforcer les données des entretiens. Son avantage a été de comprendre des mécanismes qui sont difficilement saisissables par un acteur de l'extérieur. Elle a duré pendant toute la phase de collecte des données et a permis de constater directement les informations recueillies avec les autres outils de collecte tels que le guide d'entretien et le questionnaire.

---

<sup>93</sup> Il est plus facile par exemple d'entendre qu'un acte de violence a été commis dans tel ou tel autre endroit que d'y assister. Par ailleurs, une bonne partie des cas ou pratique de violences est commise le soir, pendant qu'une bonne partie de la population dort. Une grande partie des cas de vol par exemple entre dans le registre d'actes de violence qui sont commis le soir.

### **2.2.1.3. Le questionnaire**

Le questionnaire, principal outil de collecte de données quantitatives, a été mobilisé dans cette étude. Il a été principalement utilisé pour la collecte de données lors de la phase finale de notre enquête. Il s'agit d'un questionnaire mixte, structuré en trois rubriques : Identifications sociologiques ; Situation économique et la question de la crise politique, et enfin les questions relatives à la violence (cf. annexe 3).

Rédigé à partir du logiciel Sphinx, notre questionnaire est composé de 46 questions. Ces dernières nous ont permis de collecter des informations sur la problématique des crises sociétales et des violences dans la commune de Ziguinchor. Grâce à cet outil, nous avons pu dégager les profils des personnes enquêtées, les types d'activités dans lesquelles elles sont impliquées, la variation des violences selon les quartiers. Aussi, avec le questionnaire, nous avons recueilli des données sur la nature et le type d'occupation des différents acteurs que nous avons interrogés dans le but de saisir les logiques des acteurs dans leur participation au développement socio-économique de la commune de Ziguinchor. Bref, les informations recueillies avec le questionnaire ont fait l'objet d'analyse dans la deuxième partie de cette étude. Avant la phase de collecte des données, nous avons défini un échantillon auquel nous avons appliqué nos outils.

### **2.2.2. L'échantillonnage**

L'échantillonnage est un procédé par lequel on extrait d'une population assez importante une partie qui sera interrogée. Il répond à une exigence méthodologique.

Dans cette étude, la population ciblée est celle de la commune de Ziguinchor estimée à 205 294 habitants<sup>94</sup>. La diversité de celle-ci (adolescents, jeunes et adultes ou population active, personnes âgées, etc.) et la nature des questions que nous abordons dans cette étude impliquent que la population ciblée soit restreinte. Dans cette logique, nous avons décidé de nous intéresser à la population potentiellement active, c'est-à-dire aux personnes âgées de quinze à soixante ans ; une population que nous avons calculée et qui correspond approximativement à 96 442 habitants. Pour obtenir ce résultat, nous l'avons extrait de la population totale active en milieu urbain au Sénégal (qui est de 3 857 673 habitants et où celle

---

<sup>94</sup> ANSD 2013, RGPHAE 2013, rapport final.

de la région de Ziguinchor représente 2,5%<sup>95</sup>) en effectuant l'opération suivante dont les données sont issues du recensement de 2013 :

$$\text{Paz} = \frac{3857673 \text{ habitants} * 2,5}{100} = 96\ 441,825 \pm 96\ 442$$

habitants

**NB** : Paz = Population active en milieu urbain de la région de Ziguinchor ; ± veut dire sensiblement, ou plus ou moins égal à...

Ainsi, pour connaître la taille de la population sur laquelle nous devons enquêter, nous sommes parti de ce résultat pour extraire également l'effectif de notre échantillon. Cependant, étant donné que ce résultat prend en compte cinq localités à savoir les communes de Bignona, de Thionck-Essyl, de Diouloulou, d'Oussouye et de Ziguinchor,<sup>96</sup> nous avons extrait la part pouvant correspondre à la commune de Ziguinchor, soit 69 245 personnes potentiellement actives. Partant de là, nous avons défini des critères de représentativité tels que l'âge, le sexe, le statut, et le quartier d'habitation. Grâce à ces critères, nous avons constitué l'échantillon avec lequel nous avons collecté les données présentées dans cette étude.

C'est en suivant cette procédure que nous avons constitué un échantillon de cent personnes (100) de la population ciblée (69 245 habitants). Cet échantillon a été choisi au hasard à partir des critères de représentativité que nous avons défini supra. Pour l'administration du questionnaire, nous avons utilisé la méthode probabiliste, c'est-à-dire, les individus qui composent la population cible avaient la même chance d'être interrogés. Aussi, nous nous sommes intéressé essentiellement à cinq quartiers de la commune de Ziguinchor. Pour chaque quartier, nous avons attribué le même quota (10% de l'échantillon). De fait, nous avons utilisé la méthode des quotas pour répartir notre échantillon dans les quartiers qui ont été pris en compte dans cette étude. Le choix de cette technique et de l'échantillonnage territorial (dans les quartiers) est basé sur le fait que ce sont deux procédés qui nous permettent de dérouler le même nombre de questionnaires pour tous les quartiers. C'est ce qui nous a permis de procéder à une analyse comparative entre les points de vue et les représentations des individus interrogés selon les quartiers.

Nous avons donc ciblé les quartiers de Boucotte, de Kandé, de Kandialang, de Santhiaba, de Tilène. La préférence de ces quartiers au détriment des autres est liée fondamentalement à une raison qu'il convient de souligner. En effet, en observant la carte sur la présentation des

---

<sup>95</sup> *Ibidem*, p.109.

<sup>96</sup> *Ibidem*.

quartiers de la commune de Ziguinchor, nous constatons une disposition particulière<sup>97</sup>. Cette dernière permet de voir que les quartiers de Boucotte (Nord surtout) et de Santhiaba sont plus proches du centre-ville (Escale) qui monopolise une bonne partie des structures et agences de sécurité, ainsi que la plupart des services publics de la ville. En revanche, pour ce qui est des quartiers de Tilène, mais surtout de Kandé et Kandialang qui sont à la périphérie, nous constatons à travers cette carte que ce sont des localités qui semblent éloignées de ces structures et services. Nous nous sommes dit alors qu'il serait intéressant, voire fructueux, de prendre ces quartiers pour recueillir les points de vue des populations en tenant compte de ces différences.

Avec donc le quota de 10% par quartier, nous devions faire passer vingt questionnaires pour chaque quartier. Cependant, nous n'avons pas pu atteindre ce quota pour tous les quartiers compte tenu des cas de refus que nous avons enregistré, surtout à Boucotte et à Kandialang. Ce qui montre par ailleurs la complexité et la sensibilité de notre objet d'étude. Pour compléter la collecte, nous avons fait passer des questionnaires à Kadior mais aussi à la maison d'arrêt de Ziguinchor où nous avons déroulé trois questionnaires. Pour cette raison principale, notre échantillon s'est réduit à quatre-vingt-dix-neuf (99) questionnaires administrés selon la répartition suivante : 20 questionnaires administrés à Kandé, à Santhiaba et à Tilène, 17 à Kandialang, 16 à Boucotte, 03 à Kadior et à la maison d'arrêt et de correction de Ziguinchor. Ces questionnaires ont été globalement administrés à des individus dont la majorité est âgée entre vingt et trente-cinq ans (55,44% des enquêtés, soit 55 sur un effectif de 99), avec une prédominance des célibataires qui sont de soixante-six (cf. Annexe4).

Avec ces quatre-vingt-dix-neuf (99) questionnaires administrés et les entretiens qualitatifs, la population totale d'étude est de cent dix-sept (117) individus. Toutefois, il faut souligner qu'avant l'utilisation de nos outils (guides d'entretien et questionnaire) pour la collecte des données, nous les avons testés pour mesurer leur capacité à recueillir les informations qui seraient utiles pour la production de ce document.

### **2.2.2.1. Le pré-test**

Le questionnaire et les guides d'entretien ont été administrés sous forme de test. Pour ce faire, nous nous sommes essentiellement intéressé au quartier d'Escale. Le choix de ce quartier pour cette étape est fondé sur le fait que c'est le quartier dans lequel nous retrouvons toutes les

---

<sup>97</sup> Cf. figure 2 sur la composition des quartiers de la commune de Ziguinchor, p.48.



structures (que ce soit des agences de sécurité ou une bonne partie des entreprises ou encore des institutions étatiques).

Le pré-test a été fait les 25 et 26 juin 2015 et a permis d'apporter des rectifications sur des incorrections et des erreurs de formulation aussi bien pour le questionnaire que pour les guides d'entretien. Par exemple, pour ce qui est du questionnaire, il nous a permis de changer l'expression "violence en milieu urbain" par "délinquance et banditisme". Ces deux concepts correspondent plus à ce que les populations qualifient de violence en faisant référence aux vols, aux viols, aux cambriolages, etc.

### **2.2.3 L'histoire de la collecte**

Il s'agit ici de revenir sur la période de déroulement de notre enquête qui s'est étalée dans le temps et au cours de laquelle nous avons rencontré des difficultés variées.

#### **2.2.3.1 Le déroulement de l'enquête**

Ce présent document a été conçu sur une période globale de douze mois (de décembre 2014 à novembre 2015). Après le travail exploratoire, nous avons procédé à la conception des outils de collecte des données. Ces derniers ont été élaborés au courant du mois de mai 2015 avant de les tester en juin.

Pour ce qui est du recueil des informations, il a été fait du 1er juillet au 13 août 2015 ; soit un mois et demi (44 jours). Durant cette période, nous nous sommes rendu sur le terrain après la validation de nos outils. Dans un premier temps, nous avons contacté la première personne ressource qui nous avait été indiquée afin d'obtenir des rendez-vous pour un entretien qualitatif et ainsi de suite. C'est ainsi que nous avons été au tribunal régional où nous avons effectué notre premier entretien. Étant donné que nous avons utilisé la technique de boule de neige, nous avons pu, à travers cet entretien, en avoir d'autres. Certains entretiens ont été faits dans les lieux de travail des personnes interrogées. D'autres en revanche ont été réalisés dans les domiciles des interviewés. Il a fallu, pour ce faire, compter sur leur disponibilité.

En ce qui concerne l'administration du questionnaire, nous l'avons fait dans les quartiers qui ont été ciblés (Kandé, Kandialang, Tilène, Boucotte et Santhiaba). Nous trouvions les jeunes soit dans leur « grand place » en train de faire du thé, soit dans les maisons. Ainsi, nous travaillions toute la journée, de huit heures à dix-neuf heures voire vingt heures avec une pause entre treize heures et quinze heures.

Qu'il s'agisse de l'entretien ou du questionnaire, l'objectif était de recueillir des informations sur notre objet d'étude. Pour ce faire, nous n'avons pas négligé les discours et données informelles avec nos interlocuteurs. Ce procédé a été motivé par les observations au cours desquelles, ces derniers fournissaient des informations qui contribuent à la compréhension de notre objet d'étude en validant ou en infirmant les données obtenues lors des entretiens. Après cette phase de recueil des informations, nous avons procédé à leur traitement. Pour le questionnaire nous avons utilisé le logiciel Sphinx et quant aux entretiens, nous avons effectué la retranscription. Ce travail nous a permis de dégager les grandes lignes qui se dessinaient avec les données.

Enfin, après ce traitement des données, nous nous sommes consacré à la rédaction du rapport final que constitue ce présent document. Cette dernière phase a été effectuée à l'Université Assane SECK de Ziguinchor où nous devons poursuivre nos enseignements. C'est l'ensemble de ces étapes qui ont permis la conception de ce document malgré les difficultés rencontrées.

### **2.2.3.2 Les difficultés rencontrées**

Dans le cadre de notre étude, nous avons rencontré à un certain nombre de difficultés qui s'articulent essentiellement autour de trois points.

La première difficulté a trait au manque de documents abordant notre thème dans la bibliothèque de notre Université (Université Assane Seck de Ziguinchor) et d'une manière globale au niveau des centres de documentation de Ziguinchor. C'est pourquoi nous avons effectué un voyage sur Dakar où nous avons été à la bibliothèque universitaire, mais aussi, dans les centres de documentation et librairies. En plus, pour contourner ce problème lié à la documentation, nous avons été à Saint-Louis où nous avons consulté des articles et ouvrages traitant de notre objet d'étude. Nous avons également visité quelques sites d'internet grâce auxquels, nous avons téléchargé des articles qui ont servi tout au long de ce travail<sup>98</sup>.

La seconde difficulté se rapporte à la lourdeur administrative dans les structures où nous avons procédé à une analyse documentaire. En effet, pour pouvoir accéder aux statistiques de l'administration pénitentiaire de Ziguinchor par exemple, il a fallu envoyer des courriels au bureau central de Dakar. Ces courriels ont duré pendant plus de trois mois avant que nous n'ayons une réponse. À cela s'ajoute le non-respect de certains rendez-vous avec des

---

<sup>98</sup> Voir la webographie sur les sites et lien que nous avons utilisés.

personnes ressources. Pour contourner ces deux obstacles, nous avons contacté incessamment le bureau de Dakar afin de nous enquérir de l'état d'avancement du traitement de notre demande. Quant au non-respect des heures de rencontre, nous nous déplaçons tous les jours, en plus des appels téléphoniques, pour trouver un entretien avec au moins une personne dans la journée.

Enfin, la dernière difficulté concerne le rapport entre le chercheur et son interlocuteur. En effet, les questions portant généralement sur les violences étaient considérées par nos interlocuteurs comme des sujets sensibles. Par conséquent, il y a une sorte de peur qui constituait un obstacle. Parfois, avant de commencer un entretien ou l'administration d'un questionnaire, une fois que nous expliquions le contexte de l'étude et les problématiques sur lesquelles nous travaillons, on nous demandait si nous n'étions pas de la police ou de la gendarmerie. D'autres refusaient de nous accorder une interview, car, estimant que rien ne garantit que nous ne travaillons pas avec les forces de l'ordre. Il arrivait des jours sans que nous ne puissions obtenir un interlocuteur pour l'administration d'un questionnaire ou le déroulement d'un entretien. Les jeunes étant les plus concernés par le questionnaire, ils répondent, dès le premier contact, qu'ils ne sont pas impliqués dans les violences et qu'ils ne peuvent pas répondre aux questions qui s'y rapportent. Pour pallier à cette difficulté, nous avons cherché un accompagnant pour chacun des quartiers ciblés, un jeune généralement connu par ses pairs et qui nous aidait à faire comprendre qu'il s'agissait d'un travail qui n'est pas lié aux recherches de la police ou de la gendarmerie, mais qui s'inscrit dans le cadre purement pédagogique.

En outre, l'autre contrainte du terrain était la possibilité d'observer les cas de violence tels que le vol ou le cambriolage. D'une manière générale, la violence, dans le sens que nous l'entendons dans cette étude, est une pratique dont l'heure à laquelle elle se produit ne peut pas être connue d'avance. Dans cette situation, il était difficile pour nous, de pouvoir constater cette dite pratique lors des observations, car se produisant souvent le soir et parfois à des heures tardives. C'est pourquoi nous avons mis l'accent à ce niveau sur les informations ou les expériences face à la violence ou à l'insécurité des habitants tout en nous intéressant aux victimes de ces pratiques. C'est par ce procédé d'ailleurs que nous avons pu rencontrer une victime de cambriolage à Kandé et à Diabir par exemple. Ce sont ces différentes stratégies qui nous ont permis de collecter les informations nécessaires pour la production de ce présent document.

**DEUXIÈME PARTIE :**  
**ANALYSE DES INTERRELATIONS ENTRE CRISE SOCIOPOLITIQUE,**  
**CRISE ÉCONOMIQUE, VIOLENCE ET DÉVELOPPEMENT À**  
**ZIGUINCHOR**

Dans cette deuxième partie, il s'agit pour nous de présenter les résultats de notre enquête. Spécifiquement, c'est un travail d'analyse et d'interprétation des données que nous avons recueillies lors de la phase de collecte. Pour ce faire, nous avons utilisé le logiciel Sphinx grâce auquel, nous avons exploité les données du questionnaire. En effet, ce logiciel nous a permis de procéder à une corrélation entre différentes variables et de construire des tableaux de tris à plat et des tableaux de tris croisés en guise d'illustration. Il nous a aussi permis de traiter des données qualitatives telles que les éléments de justification dans le questionnaire. Toutefois, les tableaux et graphiques obtenus ont été retravaillés à partir du logiciel Excel.

Par ailleurs, nous avons procédé à une analyse de contenu à partir des données collectées lors des entrevues qualitatives. Pour y parvenir, après la retranscription des entretiens, nous avons identifié les thématiques qui sont revenues tout au long de notre travail de terrain.

À partir de ce travail d'exploitation des données et des thématiques qui se sont dégagées, nous avons extrait les discours. C'est ainsi que nous avons fait une analyse thématique de ces derniers, ce qui nous a permis de produire ce document. Ainsi, cette deuxième partie est constituée essentiellement de deux chapitres à travers lesquels, nous avons pu discuter nos objectifs et hypothèses de recherche.

Dans le premier chapitre (chapitre 3), nous présentons le lien entre la crise politico-économique et les différentes formes de violence dans la commune de Ziguinchor. À cet effet, nous avons mis d'abord l'accent sur les manifestations de la première (crise politico-économique), ce qui nous permet de saisir ses répercussions directes et/ou indirectes sur la sécurité de la ville de Ziguinchor.

Dans le second chapitre (chapitre 4), nous montrons les conséquences des différentes formes de violence que nous avons étudiées ou répertoriées sur le développement socio-économique de la commune de Ziguinchor ; ce qui nous permet de revenir sur certaines expériences en guise d'illustration.

Inspirés de nos objectifs et hypothèses de travail, ces deux chapitres nous permettent de passer en revue et de rendre beaucoup plus intelligible, la problématique des crises sociétales et de leurs conséquences sur le développement de la commune de Ziguinchor.

## Chapitre 3 : CRISES ET INSÉCURITÉ DANS LA COMMUNE DE ZIGUINCHOR

Dans ce chapitre, il est question d'analyser la crise politico-économique. Ce travail nous permettra de mesurer les effets de cette dernière sur la sécurité de Ziguinchor. Pour ce faire, il convient de souligner que les représentations des populations seront utilisées en tant qu'instruments de mesure et d'appréciation permettant de saisir l'ampleur de la crise dans la zone d'étude, la ville de Ziguinchor.

### 3.1 Des indicateurs d'une crise politique à Ziguinchor

La ville de Ziguinchor est aujourd'hui un lieu de manifestation de plusieurs formes de crise, pouvant aller de la cellule familiale aux structures et instances de décision les plus hautes. Ces crises peuvent être appréciées différemment, selon les secteurs d'activités et les milieux d'habitation.

Ainsi, au cours des enquêtes que nous avons effectué sur le terrain, nous avons pu constater l'existence ou du moins les indicateurs d'une crise politique qui se manifeste à travers les discours des personnes interrogées, mais aussi, les données statistiques. Elle est intelligible grâce à la participation des populations aux différentes activités et à leur implication dans la vie politique de la commune. Une analyse de données chiffrées, issues du terrain montre des pourcentages traduisant justement une faible implication (par rapport à l'appartenance) politique de la population locale. Le tableau ci-dessous, construit avec les données de notre terrain, révèle des informations allant dans ce sens.

**Tableau 1**: participation aux élections en fonction de l'appartenance politique dans la commune de Ziguinchor

Participation au vote \ Appartenance politique	Ne répond pas	Oui	Non	TOTAL
Ne répond pas	1	1	2	4
Oui	0	20	7	27
Non	0	27	41	68
TOTAL	1	48	50	99

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

Ce tableau croisé entre l'appartenance politique (en ligne) et la participation aux élections locales de 2014 (en colonne), et construit avec les informations collectées sur le terrain, renseigne sur les représentations et les sentiments des populations quant à la vie politique de Ziguinchor. Son analyse permet de constater un manque de participation au vote, avec une faible part de personnes ayant une appartenance politique. D'après les données de l'enquête, il apparaît que quarante-huit interviewés sur quatre-vingt-dix-neuf (soit 48,5%) ont voté alors que seulement vingt-sept de cet effectif (27,27%) militent politiquement.

Cet état de fait se rapporte d'une part, à la situation politique de la ville, situation qui semble être une des premières formes de crise que connaît la Casamance, d'une manière générale. En effet, plusieurs observateurs ont montré les frustrations d'ordre particulièrement politique qui sous-tendaient les revendications indépendantistes des combattants du MFDC dès le début des années 1980. C'est dans cette logique par exemple que Nelly Robin a souligné le rôle joué par l'émission de radio qui était animée par l'Abbé Diamacoune Senghor à l'ORTS,<sup>99</sup> au cours de laquelle, les populations « exprimaient leurs frustrations en rapport avec la spoliation des terres, l'imposition de la loi sur le domaine national et le Code forestier qui ne respectait pas les us et coutumes de la région.<sup>100</sup> »

D'autre part, cette situation de refus de participer au vote et de s'impliquer dans les partis politiques se rapporte, selon les résultats de notre enquête, à la faiblesse d'initiatives concrètes de la part des pouvoirs publics (locaux comme nationaux) dans la ville, et l'écart entre les actions politiques et les attentes des populations locales. À ce propos, L. S. (agent de sécurité privée, marié, âgé de 53 ans) soutient que « [...] j'avais fait de la politique. Mais j'ai vu au fond que les politiques ne font que tromper les gens n'importe comment. Mais les politiques sont là pour leurrer les gens seulement [...]. Certes il y a des promesses comme l'emploi des jeunes, la mise en place d'entreprises dans la ville, la résolution du conflit par exemple. Mais on ne voit pas la quasi-totalité des promesses. Ils sont là pour leur gagne-pain seulement. En tout cas, les populations ne voient rien, tous les projets dont on entend dire sont financés, on ne les voit pas. Ce n'est que des promesses et eux ils utilisent l'argent pour leurs propres intérêts [...] ».

L'analyse de ce discours montre une sorte de trahison de la part des autorités politiques. Ceci aurait entraîné ou favorisé l'émergence d'un sentiment d'insatisfaction et de désespoir quant à

---

<sup>99</sup> Office de la Radiodiffusion et de la Télévision Nationale.

<sup>100</sup> Nelly Robin, «le déracinement des populations en Casamance », (*Op. Cit.*), p.155.

la politique ou aux activités politiques des pouvoirs publics dans la commune de Ziguinchor. Il s'en est suivi un rejet des acteurs et initiatives politiques, entraînant une position de repli des habitants.

### **3.1.1 Manifestation de la crise dans l'appartenance et la participation politique**

Le tableau ci-dessus<sup>101</sup> permet de voir que la population de Ziguinchor s'active ou du moins milite faiblement dans la vie politique de la ville. À travers notre enquête de terrain, nous constatons que sur quatre-vingt-dix-neuf personnes interrogées, soixante-huit n'ont pas d'appartenance politique ou ne s'y impliquent pas à fond alors que les cinquante n'ont pas voté en juin 2014 lors des élections des collectivités locales. Ce constat a aussi été fait lors des entretiens qualitatifs avec les chefs coutumiers et agents responsables de la sécurité dans la ville. C'est dans cette perspective que M. S. (badiène gox, mariée, âgée de 45 ans) estime que *« les politiciens ne sont là que pour leurs intérêts, pas l'intérêt du peuple ; les gens n'ont pas de conviction. Toutes les initiatives destinées aux populations ne les parviennent pas. Quand les élections sont proches, ils vont dans les maisons, ils envoient des gens parfois qui sont vos proches et ils disent que nous allons changer votre situation, nous œuvrons pour la cause des habitants de la ville. Ils vont même jusqu'à dire que les autorités qui sont au pouvoir ne font rien dans la ville. Mais eux-mêmes, une fois qu'ils sont élus, ils oublient la population, on ne les entend plus et on ne les voit même pas et c'est ce que font toutes les personnes qui prétendent faire de la politique ou qui disent qu'ils veulent travailler la ville de Ziguinchor. Cela a toujours été ainsi. »*

De fait, au vu de ces propos, il semble que les hommes politiques ne respectent pas les promesses prises lors des élections. Selon les personnes que nous avons interrogées, le pouvoir, entendu dans le sens d'une puissance politique, est la préoccupation majeure de ces derniers. Cette situation conduirait les populations à tourner le dos à l'activité politique de la ville. Cependant, pour satisfaire ce désir de parvenir au pouvoir, les acteurs politiques cherchent des voies de contournement de ce sentiment des populations locales. Ces voies ou stratégies passent d'une part, par des « promesses électorales. » Pour ce faire, ils mettent en place des programmes qui leur permettent de battre leur campagne et qu'ils présentent à la population. D'autre part, ces voies passent par les canaux d'intermédiaires. Ces derniers sont constitués d'acteurs politiques au niveau local, dans les différents quartiers, et jouent le rôle de courtiers des autorités. Un répondant au questionnaire (âgé entre 20 et 24 ans, célibataire

---

<sup>101</sup> Cf. Tableau 1, sur la participation aux élections en fonction de l'appartenance politique à Ziguinchor, p.62.



et habitant le quartier de Kandé) souligne le rôle de ces intermédiaires en justifiant sa non-appartenance à un parti politique :

*« Vous savez les politiciens pensent que nous, nous ne sommes pas intelligents. Ils essaient de jouer avec nous [...]. Ce sont nos parents dans nos familles qui font le travail à leur place. Je me rappelle lors des élections précédentes, un de mes amis qui habite dans la maison là-bas me disait que son oncle voulait travailler avec notre groupe. Et lorsque nous sommes partis, nous étions cinq, il nous a demandé de travailler avec lui. Quand votre oncle vous dit de travailler avec lui, il est difficile de refuser. Donc puisque les politiciens n'arrivent pas à convaincre directement les habitants, ils utilisent les personnes qui sont directement en lien avec la population. Toutes les rencontres qui sont organisées dans les quartiers pour rencontrer un candidat sont faites par les habitants du quartier. Il y a chaque fois un intermédiaire qui les aide, car les populations le connaissent mieux que les politiciens. Maintenant le problème est que s'ils sont à la mairie ou ils sont élus, ils nous oublient [...]. »*

Ainsi, ce discours montre que les intermédiaires facilitent la mobilisation des populations autour d'une mouvance en échange d'un statut ou d'une intégration dans le système politique. Ces comportements et pratiques étant compris par les habitants, ils adoptent des positions de recul et de rupture avec un refus de s'impliquer dans l'activité politique. Le tableau suivant renseigne sur la variation de l'appartenance politique en fonction de l'âge dans la ville de Ziguinchor.

**Tableau 2** : variation de l'appartenance politique en fonction de l'âge à Ziguinchor

Appartenance politique Âge	Pas de réponse	Oui	Non	Total
15-19	0	1	13	14
20-24	0	3	21	24
25-29	1	6	11	18
30-34	0	3	11	14
35-39	1	1	4	6
40 ans et plus	2	13	8	23
Total	4	27	68	99

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

L'analyse de ce tableau permet de faire deux constats majeurs. D'une part, il y a une faible implication des populations dans les partis politiques, et, d'autre part, cette implication varie en fonction de l'âge. Les personnes âgées de quinze à trente-quatre ans ont moins d'appartenances politiques que les personnes qui ont plus de quarante ans. Dans cette logique, la variable âge se présente comme un élément de mesure ou d'appréciation de la situation des partis politiques à Ziguinchor. D'un côté, cette situation semble trouver son explication dans le fait que les jeunes constituent la catégorie sociale la plus concernée par le manque d'emploi du point de vue des populations enquêtées. D'un autre côté, elle est corollaire à un non-respect des engagements politiques, des écarts entre attentes des communautés et initiatives politiques, une mauvaise gestion suivie d'une inégale répartition de ressources par les pouvoirs publics.

Aussi, il convient de souligner que cette rupture ou césure du pacte politique, du « contrat politique à Ziguinchor » apparaît aux yeux des populations que nous avons interrogées comme une problématique qui date de plusieurs années. M. H. (sage-femme d'État retraitée, mariée, âgée de 63 ans) estime que : *« Actuellement, le nouveau gouvernement qui est là commence à prendre en charge les préoccupations de la Casamance. Tel n'était pas le cas avant parce que s'il y a ce conflit-là dans la région, les gens se sont sentis frustrés. Les autorités politiques notamment le PS de Senghor et Diouf, et le PDS de Wade ont souvent dit qu'ils voulaient prendre en charge la question de la Casamance pour en faire une priorité en résolvant le conflit et de développer la région surtout la ville de Ziguinchor qui est aujourd'hui la capitale de la Casamance. Mais de tout ce qu'il disait, on n'a rien vu. L'enclavement aussi a beaucoup joué sur la situation politique de la Casamance et surtout de Ziguinchor qui se sentait un peu en dehors du reste du Sénégal à cause de ce BAG de Gambie dont la traversée était un calvaire. Il y avait et il y a une frustration parce que les gens de la Casamance ont senti que la région était délaissée par rapport au reste du pays. Peut-être que cela va changer un jour [...] »*

Toujours par rapport au rejet des autorités politiques, un jeune (âgé entre 25 et 29 ans, célibataire au quartier de Boucotte), répondant à la question de pourquoi vous n'avez pas d'appartenance politique, avance que *« ça ne m'intéresse pas. La politique ne me plaît pas ; il n'y a que des promesses et jamais de réalisations. Pour nous les jeunes, on ne voit rien pour notre avenir. Les politiciens ne nous prennent pas en compte et je ne vois pas pourquoi on*

*vote parce que rien n'est fait pour nous. C'est comme s'il n'y avait pas de jeunes à Ziguinchor. Donc je ne vote pas et la politique ne m'intéresse pas. »*

De fait, il apparaît à travers ce dernier extrait que le sentiment de rejet des hommes politiques continue d'exister au sein de la population jeune surtout qui décrie des comportements politiques défavorisant et déloyaux bien que le premier discours décrit des changements qui semblent commencer à émerger avec le nouveau régime. Pour cette catégorie (la jeunesse), les acteurs politiques (nationaux surtout) mettent l'accent, aussi bien dans leurs discours que leurs actions, sur la résolution du conflit comme le cas du Président Macky Sall pour qui, cette question semble être une priorité. Ce dernier avait d'ailleurs pris un engagement avec les femmes qui s'activent dans la recherche de la paix en Casamance. Cet engagement avait été pris lors de la campagne électorale de 2012 en signant un document allant dans le sens de la résolution du conflit, dans les locaux de la gouvernance à Ziguinchor. Or, du point de vue des jeunes qui sont généralement à la recherche d'un travail, la priorité repose sur la création d'emplois et l'amélioration des conditions socio-économiques des populations, l'éclairage public, la construction de routes, etc.

Toujours dans cette perspective, même s'il ressort de l'analyse des données quantitatives de notre enquête que beaucoup de jeunes interrogés fustigent cette situation, il nous paraît aussi nécessaire de souligner que ce sentiment ou cette représentation des populations varie en fonction des quartiers. Nous pouvons l'observer à travers le tableau suivant.

**Tableau 3** : appartenance politique en fonction du quartier de résidence à Ziguinchor.

Appartenance politique Quartier	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
Autre	0	3	3	6
Boucotte	0	9	7	16
Kandé	1	4	15	20
Kandialang	2	2	13	17
Santhiaba	0	16	4	20
Tilène	1	5	14	20
TOTAL	4	27	68	99

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015

Les informations contenues dans ce tableau font observer clairement que l'appartenance et l'implication politique varient en fonction des quartiers d'habitation. Ainsi nous constatons que les quartiers périphériques enregistrent de faibles parts quant à l'appartenance politique. En effet, les résultats de notre étude montrent que, pour le quartier de Kandialang, treize personnes sur dix-sept ne militent pas. Cette part est de quinze personnes sur vingt pour le quartier de Kandé alors qu'elle est de quatorze sur vingt à Tilène. Cependant, à Boucotte, le nombre de personnes militant est de neuf sur seize, soit un peu plus de la moitié des interviewés. Il est de seize sur vingt à Santhiaba. Tout ceci traduit non seulement des pratiques, mais aussi, et surtout, des différences dans l'accès aux ressources qui peut faire l'objet de frustrations économiques ou politiques.

Ainsi, les quartiers périphériques, à l'image de Kandialang, Kénya et Diabir pour ne citer que ces exemples, sont situés dans des zones géographiques dont l'accès n'est pas toujours facile. On note un état dégradé des routes, de faibles structures étatiques et parfois même du privé (qui sont partagées entre les quartiers d'Escale, de Goumel et de Boudody dans une moindre mesure), manque d'opportunités pour les habitants (pas d'entreprises évoluant dans le secteur). Tout ceci est comblé par des difficultés et des manquements dans l'éclairage public dont parle M. D. (instituteur retraité, 1<sup>er</sup> adjoint au délégué de quartier de Kandialang) : « *nous ici quand tu as un cas très urgent, tu ne peux pas avoir un taxi qui vient ici ; le taximan te dit qu'à Kandialang il n'y a rien. Les routes ne sont pas bonnes, il n'y a pas de courant. Si tu as un malade la nuit, il faut marcher plus de deux ou trois kilomètres pour parvenir à un hôpital ou centre de santé. Le seul recours que nous avons c'est les motos Djakarta avec tous les risques vu que nous sommes loin de la plupart des structures de service public comme les hôpitaux de même que les grands marchés. On accède difficilement au quartier et l'absence de courant aussi fait que notre situation est plus compliquée. Nous lançons vraiment un appel aux autorités pour qu'ils nous aident au moins à avoir du courant pour plus de sécurité.* »

Cependant, les quartiers qui semblent plus proches du centre-ville disposent de possibilités d'accès à certaines ressources et structures publiques. Ce qui pourrait expliquer l'implication des populations en politique comme le souligne M. C. (délégué de quartier de Boucotte Est, marié, ancien fonctionnaire de l'État à la retraite) : « *notre quartier je trouve que ça va hein ! On est entre les deux postes de police, il y a le marché qui est à proximité. Les gens n'ont pas besoin de faire de longs déplacements. Nous avons l'hôpital silence qui n'est pas très loin. Ce qui nous permet de gagner du temps pour aller à l'hôpital et au marché pour les*

*femmes et même les commerçants habitant dans mon quartier* ». De fait, ces quartiers sont non loin des agences étatiques qui permettent aux habitants de se renseigner sur des possibilités et de prendre en charges des préoccupations primaires dirait-on comme la santé, l'éclairage public, l'emploi, etc.

Des quartiers comme Boucotte, Santhiaba, Escale et Grand-Dakar entre autres, qui sont à proximité de potentialités telles que les marchés, de centres de santé ou hôpital ne disposent pas des mêmes possibilités que Kandialang ou Kenya qui se particularisent par leurs positions géographiques et l'accès difficile des populations à ces infrastructures de base. Une telle configuration met en évidence un risque élevé d'enclavement social<sup>102</sup>. Selon les enquêtes, l'accès aux ressources traduit non seulement des inégalités dans les considérations politiques des pouvoirs publics, mais aussi permet d'explicitier le sentiment des habitants selon les quartiers.

Face à cette situation, les populations interrogent la responsabilité des autorités politiques et leur engagement dans la ville. Elles s'entendent s'exprimer à travers un refus de participer aux élections aussi bien locales que nationales. Le refus de vote apparaît dans cette perspective comme une réponse par rapport à un état de fait ; donc un moyen d'exprimer son point de vue face à une situation donnée. Cet esprit est beaucoup plus ressenti chez les jeunes comme nous pouvons l'observer à travers le tableau ci-dessous.

**Tableau 4** : variation du vote en fonction de l'âge des personnes interrogées

Participation au vote / Âge	Non réponse	Oui	Non	TOTAL
15-19	0	1	13	14
20-24	0	8	16	24
25-29	1	7	10	18
30-34	0	9	5	14
35-39	0	4	2	6
40 ans et plus	0	19	4	23
TOTAL	1	48	50	99

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

<sup>102</sup> Jérôme Lombard, « Continuité ou rupture territoriale au Sénégal : au risque du transport ? », (*Op. Cit*)

Ainsi présenté, ce tableau permet de voir que moins l'âge est élevé, moins les populations participent au vote. Les jeunes renoncent à cette citoyenneté, ce devoir civique pour dénoncer des conditions structurelles (en rapport avec le désœuvrement surtout) et structurantes (le manque d'infrastructures) dans leur quartier d'habitation. L'âge constitue alors un élément d'appréciation du fonctionnement de la politique dans la commune de Ziguinchor.

Selon les données de l'enquête que nous pouvons apprécier avec le tableau ci-dessus, les jeunes âgés de quinze à vingt-quatre ans (15-24 ans) participent deux fois moins (si nous faisons le cumul entre les deux tranches d'âge) que les personnes ayant au moins quarante ans (40 ans). Ce désintéressement de la jeunesse face au vote traduirait des insuffisances voire incapacités du monde politique à satisfaire les besoins de la population considérés comme primaires. Ce fait s'accompagne d'une absence de perspectives pour cette jeune génération dont l'avenir semble incertain. Ainsi, les jeunes sont confrontés à une situation à double face. Car, s'il faut admettre que la jeunesse joue un rôle fondamental dans la vie aussi bien sociale que politique d'une ville comme Ziguinchor puisqu'étant la catégorie sociale la plus active et la plus représentée, il semble que sa capacité d'action soit réduite en une force improductive. Vue sous cet angle, elle fait face à une absence quasi totale de perspectives de se réaliser qui s'accompagne de faibles structures dans la ville. Le refus de vote se présente dès lors comme un moyen de communication et de dénonciation des pouvoirs publics locaux comme nationaux ; une stratégie pour se faire comprendre comme le souligne cet interlocuteur (homme, célibataire, âgé entre 30 et 34 ans, résident au quartier de Kandialang) :

*« [...] les jeunes organisent des marches dans la ville. Ces marches sont souvent destinées à dénoncer une pratique au niveau de la ville. Les jeunes ne se sentent pas dans ce que font les autorités dans la ville. Les autorités doivent décentraliser ce qu'ils font dans la ville dans nos quartiers en construisant par exemple de route. Les jeunes de Kandialang ont organisé par exemple une marche tout récemment pour l'électrification de tout le quartier. Donc c'est tout le temps des difficultés que nous vivons et nous ne voyons aucun changement. »*

Ceci traduit un sentiment d'insatisfaction des populations ; un sentiment qui se développe vis-à-vis des autorités et du monde politique dans la commune Ziguinchoroise.

### **3.1.2 La faible satisfaction des populations face aux activités politiques comme manifestation de crise politique**

La faible appartenance politique constatée dans le tableau 3<sup>103</sup> et le faible taux de participation au scrutin, entre autres, témoignent d'une situation particulièrement décriée par les communautés. Cette situation traduit des écarts entre actions politiques et priorités des habitants d'un côté. D'un autre côté, il s'agit d'une insuffisance des initiatives politiques du point de vue des populations. Ce qui expliquerait la réticence aux réponses lors des rassemblements politiques ou un refus de s'acquitter de son devoir civique à travers le vote.

Une telle situation permet de s'interroger sur les sentiments des habitants de Ziguinchor face aux comportements et pratiques des autorités locales et nationales quant à leur implication dans la ville et plus généralement dans la région. Toutefois, en procédant par une analyse comparative des représentations de la population entre l'ancien régime libéral (PDS) et le régime actuel (APR), nous nous sommes rendu compte, grâce à notre enquête, que ces sentiments peuvent varier.

Ainsi, à travers les résultats de l'enquête, le Parti Démocratique Sénégalais (PDS) semble plus critiqué et répond moins aux attentes des populations. Ce qui conduit au développement d'un sentiment d'insatisfaction à l'endroit des libéraux et de leur gestion des affaires du public dans la ville. En effet, au-delà de la gestion peu orthodoxe des biens et ressources dans la commune, les habitants semblent se résigner de ce que nous pouvons appeler le « désintéressement des libéraux » face aux revendications des populations. L'enquête a montré que cette insatisfaction peut se situer principalement à deux niveaux. Le premier se rapporte à une absence ou un manque d'éclairage public qui persiste aujourd'hui encore avec le régime au pouvoir. Le second, quant à lui, est lié à une mauvaise prise en charge des besoins et priorités de la population de Ziguinchor.

Bien qu'il s'agisse d'un chef-lieu de région et capitale historique de la Casamance en plus, la commune de Ziguinchor se présente, à partir des constats faits lors des observations, comme ce qui peut être qualifié de « ville obscure » ou « ville rurale ». L'éclairage public constitue une réelle problématique dans cette commune. Que ce soit les voies principales ou secondaires, nous avons constaté la même situation en ce qui concerne les lampes dans les rues de la ville. Les zones périphériques telles que Kandialang, Diabir, Kenya, Diéfaye, entre autres, sont les plus affectées par cette obscurité avec toutes les conséquences en termes de

---

<sup>103</sup> Cf. tableau 3, appartenance politique en fonction du quartier de résidence à Ziguinchor, p.67.

sécurité, de santé, de bien-être social et économique des populations. L'exemple qui semble le plus frappant est celui du tronçon qui mène à l'Université Assane Seck de Ziguinchor.

Ce fait déploré par les habitants s'est développé dans un contexte dit de non continuité politique. Concrètement, il s'agit des ruptures dans la gestion des biens publics qui se traduisent par des remaniements dans les structures publiques et politiques. Ainsi, chaque acteur développe son propre programme. Ceci étant, les populations sentaient certes les débuts de projets. Cependant, ces derniers n'aboutissaient pas, et pour ceux qui aboutissent, les résultats sont en deçà de ce qu'espéraient les communautés. Ceci en raison, soit d'un manque de volonté politique, soit en raison de l'affectation de l'acteur qui avait en charge le programme ou projet en question. En outre, les populations avancent l'idée selon laquelle, les difficultés socio-économiques de la ville sont dues, au-delà de la faible prise en charge des préoccupations des populations, au fait que le maire de la commune appartient à l'opposition. Selon certaines personnes que nous avons interrogées, généralement des jeunes, le pouvoir central bloquerait les projets d'acteurs politiques dans des communes telles que Ziguinchor. Pour eux, l'appartenance au parti au pouvoir est un élément déclencheur de l'émergence. Ils considèrent donc la volonté du Maire actuel de la commune de Ziguinchor de rester dans son propre parti politique comme un frein, car, le pouvoir central refuserait de l'accompagner dans sa politique qui pourrait contribuer à la massification de son parti.

Toutefois, il faut dire que cette représentation des populations sur le rapport entre pouvoir central et autorités politiques locales est en déphasage avec les principes de l'Acte III de la décentralisation. Ce dernier accorde, en effet, une certaine autonomie voire liberté des collectivités locales et pouvoirs locaux dans la gestion des terroirs par le transfert de neuf domaines de compétences, dont l'aménagement du territoire, la protection et à la mise en valeur de l'environnement, l'éducation, la santé, la jeunesse, le sport et la culture, etc.<sup>104</sup>

Par ailleurs, en partant des résultats de nos enquêtes qualitatives, il est apparu que la proximité entre les habitants et les collectivités locales, telle que soulignée d'ailleurs dans le Code Générale des Collectivités locales, devait constituer un atout pour les autorités politiques afin de prendre connaissance et conscience des préoccupations et problèmes des habitants de la ville. Cependant, cela ne semble pas être le cas, ou n'est pas forcément exploité par les acteurs politiques selon les attentes des populations locales. C'est ce que souligne M. S. (badiene gox, mariée, âgée de 35 ans) : « *les populations ne sont pas satisfaites parce que ce sont les*

---

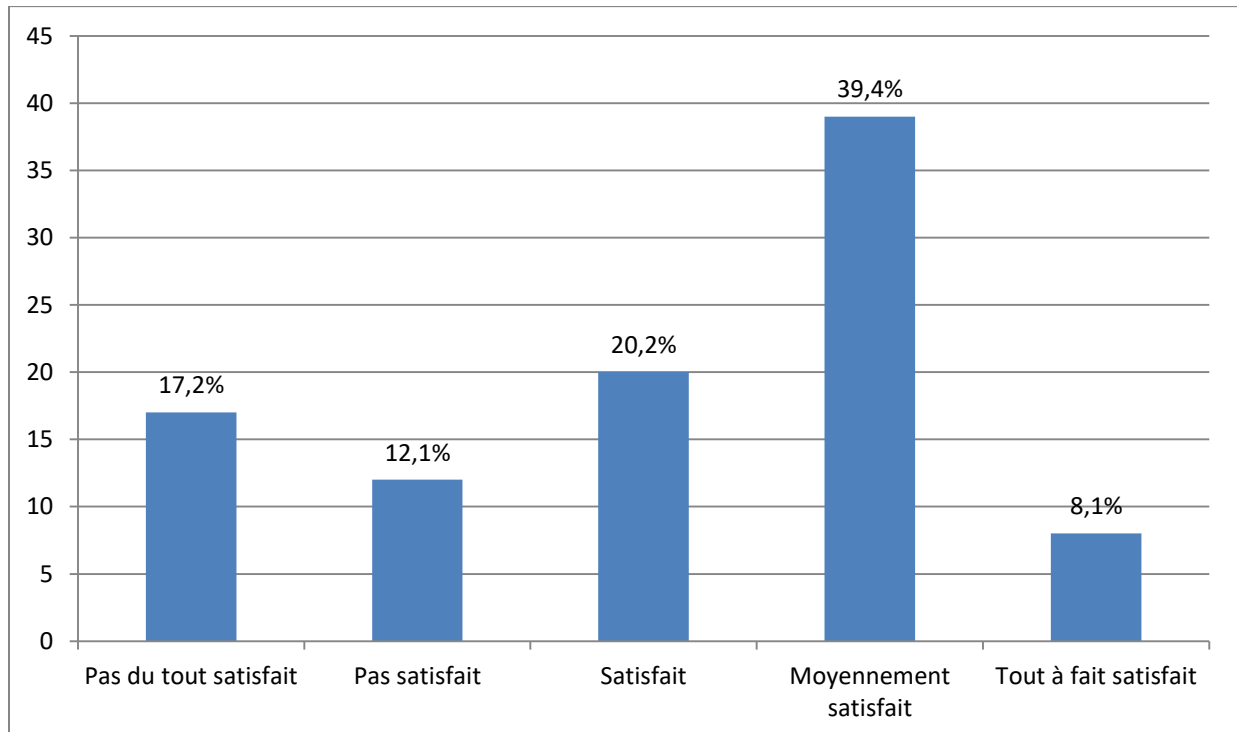
<sup>104</sup> Cf. Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013 portant Code Général des Collectivités locales.



*promesses seulement qui sont là. Nous on ne voit rien. Peut-être ces temps-ci la mairie, par le biais du PAC qui veut amener des assainissements dans les quartiers sur le plan des ordures. Je ne sais pas pourquoi vraiment, mais je pense que les hommes politiques savent bien ce qui ne va pas dans la ville et qu'ils refusent de faire quelque chose. Je ne sais pas pourquoi non. Mais je pense qu'ils pouvaient profiter de la ville parce que Ziguinchor n'est pas si grand comme des villes comme Dakar. Tout ce qui se passe dans un quartier de la ville, ils sont informés avant même la fin de la journée, mais rien n'est fait [...] »*

Ces propos dont l'auteur termine avec un air abattu montrent certes le comportement des acteurs politiques qui ne profiteraient pas de la proximité avec les habitants, mais aussi ils font état d'efforts qui commencent à se faire sentir. Ce qui donne le droit à un sentiment d'espoir dans la commune modifiant ainsi, la variation des satisfactions des habitants face aux pouvoirs publics (locaux comme nationaux) comme on peut le constater avec le tableau ci-dessous.

**Figure 3** : évolution des sentiments de satisfaction des populations de Ziguinchor face aux acteurs politiques nationaux



**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

La figure 3 met en évidence la variation des sentiments de satisfaction des populations de la commune de Ziguinchor face aux interventions des autorités politiques actuelles et les réponses de celles-ci aux attentes des habitants. En effet, ce diagramme montre qu'une bonne partie de la population interrogée, soit 39,4%, est plutôt satisfaite et nourrit un sentiment d'espoir pour le changement de leur condition de vie contre seulement 17,2% de la population qui ne sont pas satisfaits par rapport aux initiatives des autorités politiques nationales dans la ville de Ziguinchor. Les données qualitatives viennent conforter cette tendance comme on peut le lire à travers ces propos de M. H. (sage-femme d'État retraitée, mariée, âgée de 63 ans) : *« vous savez satisfaire une population à cent pour cent (100%) c'est pas possible. Mais il faut quand même accepter que depuis l'installation du nouveau gouvernement, des choses sont en train de se faire. [...] je fais référence au gouvernement actuel de Macky SALL parce qu'il faut dire les choses telles qu'elles se présentent. [...] au point de vue du développement de la région, il en fait une priorité, il en fait une de ses priorités. Au point de vue du désenclavement aussi, parce que l'enclavement aussi a beaucoup joué sur la situation de la Casamance qui se sentait un peu en dehors du reste du Sénégal à cause de ce BAC de Gambie dont la traversée était un calvaire. Actuellement, le gouvernement fait des activités. Il y a déjà ce désenclavement par l'octroi de deux nouveaux bateaux, mais aussi avec le pont qui va se faire au niveau du BAG [...]. »*

Dans ce même registre, F. C. présidente régionale des badiènes gox de Ziguinchor ajoute : *« [...] bon moi je suis de ces gens qui croient qu'en politique, il faut être honnête sinon on ne peut pas faire grand-chose. Ma fonction de badiène gox je l'ai eu avec le gouvernement libéral et j'ai beaucoup travaillé avec le PDS. Je suis un militant du PDS, mais aussi il faut reconnaître que le gouvernement en place fait un bon travail. Les habitants de Ziguinchor avaient besoin de quelqu'un qui les écoute et essaie de répondre à leurs soucis. Même si je ne peux pas dire qu'il l'a fait, Macky est dans cette voie. Il essaie d'être là pour les gens. [...] Ça, il faut le reconnaître même si je ne suis pas de son parti. Mais puisqu'on est en politique aussi, il faut être prudent parce que ça peut changer. Donc attendons les années à venir pour faire un bilan global ou donner des points de vue sur le gouvernement en place et voir s'il a fait mieux que les autres qui sont passés [...]. »*

Ainsi, ces propos, même s'ils ne sont pas partagés par tous les habitants de la ville surtout les jeunes, semblent montrer que la seconde alternance s'est accompagnée d'un nouveau mode d'organisation et de gestion qui participerait à l'amélioration du bien-être des populations et la

prise en charge des préoccupations de celles-ci. Ceci peut être mesuré, selon ces habitants, par la mise en place du Projet Pôle de Développement de la Casamance (PPDC) par exemple. De fait, comme le soulignait Bangoura<sup>105</sup>, s'il est vrai que le système politique est une cause de la réaction violente des populations, il va sans dire aussi que le mode de gestion développe des sentiments variés à l'endroit des hommes politiques qui sont au pouvoir comme on vient de le voir avec l'analyse du tableau précédent.

Globalement, les actions posées par les autorités actuelles semblent persuader les habitants d'une meilleure implication. Il s'agit de la prise en charge de la question casamançaise et plus spécifiquement de Ziguinchor par le désenclavement et la proximité avec les habitants. Les différents séjours effectués par le président Macky Sall à Ziguinchor, tout comme l'octroi des bateaux *Agëen* et *Diambone* et la réduction des prix du transport maritime à cinq mille francs (5 000 FCFA) sont soulignés à ce niveau et semblent concourir largement à cette cause. Car selon les personnes que nous avons interrogées, c'est le seul président à avoir effectué des visites et séjours dans cette ville trois fois de suite depuis le règne de Senghor en trois ans (entre 2012 et 2015). Pour elles, Abdoulaye Wade n'est là que pendant les élections présidentielles. Une fois que ces dernières sont terminées, qu'il soit élu ou pas, il revient difficilement à Ziguinchor. Ce sont soit ses répondants locaux qui sont là, ou un membre de son gouvernement. La région était donc devenue une sorte de zone stratégique d'un point de vue politique. Elle se présentait comme une « ressource électorale », faisant de la population que des électeurs pour les acteurs politiques.

Cependant, malgré cette situation, la question politique fait toujours l'objet de débat dans la contrée. Les expériences passées, notamment celles en rapport avec les élections présidentielles lors desquelles, les candidats présenteraient des programmes sous forme de promesses qui ne sont pas forcément respectées, auraient installé les populations dans une posture de « malade aguerrie », qui maîtrise bien les sources de sa « maladie ». Ce qui expliquerait par ailleurs, les sentiments des populations par rapport à l'implication et à l'appartenance politique. Cette appartenance se fait d'une manière stratégique, par des réseaux existants au sein des communautés. Les habitants d'un même quartier vont par exemple accompagner le même leader en vue de pouvoir espérer une satisfaction de leurs besoins en cas de succès. Une répondante (commerçante de proximité, veuve, âgée de 52 ans) soutient que : « *je milite parce que mon amie m'a demandé de soutenir son parent qui est candidat,*

---

<sup>105</sup> Mohamed Tétémadi Bangoura, (*op.cit.*)

*c'est son frère d'ailleurs, mais une parenté éloignée. Si on arrive une fois à gagner les élections dans la ville, nous espérons que notre situation va changer comme que "legi"<sup>106</sup>, quand on fait de la politique c'est pour soi d'abord avant les autres. C'est une amie avec qui j'habite et nous avons longtemps été ensemble. Parfois même elle vient m'aider à vendre ici lorsque je ne me sens pas bien et je suis occupé ailleurs. »* L'analyse de ce discours permet de dire qu'il y a un réseautage qui commence dans le cercle familial avant d'atteindre les membres du même quartier en passant par les relations personnelles ou les connaissances.

Les populations, quant à leur tour, elles répondent par divers moyens et stratégies à la crise politique qui sévit dans la région et plus spécifiquement dans la capitale sud du Sénégal ; crise qui trouve ses sources lointaines dans les premières décennies qui ont succédé les indépendances en 1960. Ainsi donc, il s'agit moins un sentiment d'espoir qu'un sentiment d'impuissance et d'incapacité face à une réalité politique qui prévaut dans la commune. Cette réalité aurait fait de Ziguinchor une ville où le politique et sa politique trouvent des places de choix peu valorisées parmi les Ziguinchorois. Ce contexte ou cette situation s'accompagne en outre, d'une crise économique et financière qui rendrait plus difficile la tâche des autorités locales comme nationales dans la ville comme ses environs.

### **3.2 Crise économique et les difficultés financières**

Au-delà du contexte politique de Ziguinchor, la question économique représente une autre problématique à laquelle les populations sont confrontées. La faible implication politique, s'accompagnant d'une satisfaction relativement faible des habitants vis-à-vis des initiatives et actions politiques, est manifestée dans un contexte défavorable, où les populations éprouvent des difficultés économiques et financières pour subvenir à leurs besoins quotidiens.

En dépit du faible niveau de vie qui est une préoccupation au niveau national avec un taux de pauvreté de 41,2% en 2011<sup>107</sup>, cette crise économique et financière se manifeste de différentes manières et s'observe dans différents secteurs d'activités. Même si elle est liée globalement à la question politique de la région, elle est intelligible à travers la capacité ou non de création d'emplois dans la ville. Ainsi, nous allons évaluer comment cette dite crise économique se manifeste sur l'employabilité des populations Ziguinchoroises.

---

<sup>106</sup> Un mot wolof généralement utilisé pour traduire « maintenant ». Il peut être traduit aussi par actuellement. Mais c'est le premier sens qui est applicable en ce qui nous concerne.

<sup>107</sup> République du Sénégal, Plan Sénégal Emergent, 2013. Ce taux concerne les villes du pays dont Ziguinchor. Cependant, il ne prend pas en compte la ville de Dakar où la pauvreté est estimée à 26,1% pour la même année (2011).

### 3.2.1 Conditions de vie des populations et chômage

La crise politique dans la région de la Casamance ayant éclaté dans le début des années 1980 est présentée aujourd'hui comme une cause directe de la situation économique de ladite région. Sur ce point, Nelly Robin montrait dans son article<sup>108</sup> le rôle du conflit et des violences qui en ont découlé sur le déplacement de personnes dans les grandes villes telles que Ziguinchor, mais aussi dans les pays voisins. Ce qui n'a pas été sans conséquence majeure sur l'économie de la région et sur la vulnérabilité des populations. Les principaux moyens de production économiques de la localité à savoir le commerce, l'agriculture et l'élevage en partie étaient devenus improductifs. Les populations n'avaient plus accès à la terre soit à cause des mines, soit à cause de la violence en milieu rural généralement. Elles paraissaient alors confiner dans la ville de Ziguinchor, se limitant aux seules ressources qu'elles pouvaient y trouver à l'image du commerce de proximité. Cette configuration qui aurait valu pendant les années 1980 et 1990 aurait laissé des séquelles du point de vue des personnes interrogées.

De fait, si nous pouvons convenir du rapport entre la politique actuelle à Ziguinchor et celle des années 1980, il va sans dire alors que c'est là un phénomène qui a bouleversé le vécu quotidien des populations locales. Les populations déplacées à cause des violences et qui s'installent dans la ville de Ziguinchor connaissent de grandes mutations concernant leur condition de vie. Le déplacement, pour eux, se décrit comme synonyme d'abandon de moyens et d'espaces de production. De nombreuses familles ont ainsi fui leur espace de travail qui garantissait la survie économique de ménages et de villages entiers. L'installation de ces déplacés à Ziguinchor marque une nouvelle étape dont la problématique principale reste l'intégration socio-économique même pour les autochtones. Ils sont devenus de fait vulnérables sur le plan économique social, bref sur le plan sécuritaire. Lors de nos enquêtes de terrain, nous nous sommes rendu compte que les populations locales sont confrontées à d'énormes soucis économiques et financiers qui auraient commencé au début des années de crise politique. Ce contexte qui a prévalu depuis plus d'un quart de siècle aurait donc asphyxié l'économie de la région par la dégradation des conditions de vie à Ziguinchor.

À partir des résultats de notre enquête, un des quartiers les plus affectés et où ce fléau aurait gagné en ampleur est Kandialang, un quartier périphérique situé au sud-est dans la ville<sup>109</sup>. La situation particulière de ce quartier est relatée par M. D., (instituteur retraité, 1<sup>er</sup> adjoint au

---

<sup>108</sup> Nelly Robin, (*op.cit.*)

<sup>109</sup> Cf. la carte sur la présentation des quartiers de la ville de Ziguinchor, p.48.

délégué de quartier de Kandialang) qui soutient que « *Kandialang est un quartier périphérique qui reçoit beaucoup d'étrangers, où toutes les ethnies se rencontrent. Il y a des étrangers qui sont là à cause du conflit. Par conséquent, les conditions de vie sont très difficiles. Quand les gens viennent de partout, tu es obligé de les héberger quelles que soient les conditions ou la situation dans laquelle tu es parce qu'aussi c'est ce qui fait notre richesse. Mais, ça augmente encore les charges qui existaient ; tu es obligé de collaborer et de les héberger. Je ne sais pas jusqu'à quand. Je ne sais pas quand ils vont rentrer. Mais c'est une situation qui n'est pas facile à vivre à notre niveau parce que des fois c'est des parents qui viennent vous rejoindre et vous ne pouvez pas les renvoyer.* »

En effet, les affrontements entre les forces de l'ordre sénégalaises et le « Front Sud » du MFDC qui occupe la partie sud de la région<sup>110</sup> n'ont pas été sans conséquence majeures, particulièrement dans la communauté rurale de Niaguis.<sup>111</sup> La destruction de villages enregistrée dans cette contrée s'est accompagnée de la mise en place des mines anti personnelles implantées soit, par les partisans du MFDC, soit par les forces de l'ordre du gouvernement. Dans cette situation, les populations n'avaient autre recours que d'abandonner leurs terroirs pour s'installer dans une autre localité. C'est ainsi que certains ont été par exemple en Guinée Bissau et d'autres sont venus à Ziguinchor. Or, selon les personnes que nous avons interrogées dans le quartier de Kandialang, la majeure partie des populations qui ont fui leur village dans le début des années 2000 dans la zone de Niaguis et qui sont arrivées à Ziguinchor sont à Kandialang. Pour ces personnes, c'est parce que d'abord Kandialang est un quartier périphérique et il y avait des espaces vides, des habitats précaires qui ne sont pas occupés. Mais aussi, ceci serait lié au fait que les déplacés arrivent généralement le soir, et étant donné que Kandialang est le premier quartier de Ziguinchor qu'on accède en venant de la zone de Niaguis qui est au sud-est de la commune, ils s'y sont installés et les « autochtones » ne pouvaient que les accueillir à bras ouverts. Ce qui aurait eu des répercussions sur les conditions de vie, car il n'y a pas de possibilité (d'emploi par exemple) qui s'offrait directement à ces déplacés et les conditions de leur intégration économique n'étaient pas tout à fait réunies ou préparées, car imprévisibles.

Ainsi, en convenant que tout conflit a ses conséquences (directes et/ou indirectes), il apparaît sans doute à travers le cas du quartier de Kandialang l'existence d'un lien entre la « question

---

<sup>110</sup> Nelly Robine, « Le déracinement des populations de la Casamance », (*Op. Cit.*)

<sup>111</sup> Dans son mémoire de master sur la problématique des ONG dans la communauté rurale de Niaguis, Ismaïla Sène est revenu sur des cas de villages qui ont été dévastés lors des affrontements entre l'aile sud du MFDC et l'armée sénégalaise.

d'indépendance en Casamance » qualifiée de crise politique, et la dégradation des conditions de vie des populations à Ziguinchor. Ces dernières font face, depuis plusieurs années, à des arrivées d'étrangers venant de toute la région, mais surtout, des zones les plus marquées par le conflit. Les quartiers sensibles ou périphériques sont généralement les lieux d'accueil de ces arrivants, une situation dont la conséquence peut être la manifestation ou l'accentuation des disparités existantes entre les habitants et les différents quartiers de la commune.

Par ailleurs, selon L. S. (agent de sécurité privée, marié, âgé de 53 ans), « *la situation économique de Ziguinchor je peux dire est très difficile parce que tout le monde ne peut pas subvenir à leur besoin, à leur faim. Dès fois y a des familles qui mangent le petit déjeuner, le déjeuner et le dîner y a rien parce que la situation est critique. C'est très compliqué pour les gens parce les opportunités ne sont pas là. Si tu es jeune, tu vois la situation de ta famille et tu ne peux rien changer puisque tu n'as pas de travail. Et quand les violences ont repris vers les années 2000, beaucoup de personnes sont venues à Ziguinchor car ils n'avaient pas le choix. Mais puisque le fort des habitants ici c'est qu'ils sont solidaires, on s'est entraidé avec les moyens du bord sinon qu'est-ce qu'on peut faire dans cette situation comme ça.* »

L'analyse des précédentes informations montre que les habitants développent des formes de stratégie fondées sur l'aide des populations déplacées qui va de l'accueil à l'intégration sociale. Cependant, il va sans dire que ceci favorise moins l'intégration économique. Cette aide ne peut estomper la paupérisation émergente qui se manifeste dans le panier du marché. En outre, comme nous l'avons expliqué en amont, les faibles initiatives politiques dénoncées par les personnes interrogées ne sont pas sans conséquence sur la vulnérabilité et la mauvaise amélioration des conditions de vie des habitants.

En effet, le désœuvrement ou l'inactivité affecte visiblement les populations locales. Car comme le souligne A.D. (juge au Tribunal régional de Ziguinchor, mariée) « *les gens ont du mal à trouver une occupation. Beaucoup de jeunes ici n'ont pas de travail. Et des fois, ceux qui travaillent sont dans des conditions difficiles et gagnent difficilement leur vie parce que ce qu'ils ont par jour ne permet pas de satisfaire tous les besoins de la famille. D'habitude même les jeunes qui viennent ici sont dans des familles confrontées à d'énormes difficultés économiques. Ça va avoir des répercussions non seulement sur le plan économique, mais aussi sur le plan social.* »

On assiste alors à une exacerbation de la crise économique, une situation qui ne se limite pas uniquement à la seule ville de Ziguinchor, mais qui va au-delà en se généralisant sur toute la région. Selon les informations que nous avons obtenues au niveau du bureau régional de l'ANSD de Ziguinchor, le taux de chômage de la région est de 13%. Ce pourcentage, même s'il est inférieur à la moyenne nationale qui est de 25,7%,<sup>112</sup> témoigne d'une situation économique qui n'est pas des meilleures. De fait, la faible occupation des jeunes (qui sont les plus concernés par cette situation de désœuvrement) les oriente en partie vers le monde associatif ou dans des secteurs tels que l'informel où ils semblent plus actifs. Certains d'entre eux se retrouvent quotidiennement autour du « barada<sup>113</sup> » ou dans les grands-places (*jotay*) comme l'atteste cette image.

**Image 1** : lieu de rassemblement habituel de jeunes sans emploi à Kandé



**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

Cette image prise à Kandé lors de la phase de collecte des données met en avant une forme de réponse apportée par les jeunes face à l'inactivité grandissante qui prévaut à Ziguinchor. Ils sont confrontés à un chômage qui demeure une préoccupation générale. Pour ces jeunes, se retrouver autour du thé permet d'occuper le temps libre comme on peut l'observer à travers

<sup>112</sup> ANSD, RGPHAE 2013, rapport final, 2013.

<sup>113</sup> C'est un mot généralement utilisé pour désigner l'instrument ou le récipient qui sert à préparer le thé : la théière.



l'image ci-dessus. C'est pourquoi ils se retrouvent généralement toutes les matinées (10h ou 11h) et les après-midi (à partir de 15h ou 16h) et parfois les soirs à partir de 22h ou 23h. En plus, la majorité des jeunes évoluent dans une dépendance accrue, et une bonne partie (47,5% selon nos enquêtes quantitatives) se trouve contrainte de vivre dans le domicile familial. Cette insécurité économique est imputée aux autorités et acteurs politiques de la ville, par les personnes interrogées. Les personnes interrogées estiment que les autorités doivent créer des emplois pour changer les conditions de vie actuelles, ce qui permet de comprendre la satisfaction réduite des populations comme nous l'avons exposé plus haut.

Cette configuration de l'emploi et de la situation économique de Ziguinchor conduit les populations à chercher des voies alternatives pour subvenir à leurs besoins quotidiens dans le but d'améliorer leur condition de vie socio-économique.

### **3.2.2 L'informel comme refuge des populations face à la crise économique**

La décennie 80 a marqué le début d'une crise économique qui a mis un bon nombre de pays africains sous l'administration du F.M.I. et de la Banque Mondiale (BM). Dans ce contexte, le secteur informel a pris de l'ampleur au point de concurrencer le secteur formel. Des pays comme le Sénégal vont voir l'informel gagner en surface pour occuper une bonne partie de la population active dans le processus d'urbanisation des villes du pays. Abdoulaye Guèye<sup>114</sup> le rappelle d'ailleurs à bien des égards lors du démarrage de l'atelier de partage des rapports du Bureau International du Travail (BIT) les 14, 15 et 16 avril 2015 à Mbour. Selon lui, l'informel représente plus de 48% de la population active et contribue à hauteur de 41,6% au Produit Intérieur Brut (PIB) du Sénégal. Ceci montre d'une part, les limites des autorités et pouvoirs publics pour octroyer un emploi à sa population potentiellement active. D'autre part, cela traduit l'importance qu'occupe le secteur informel au niveau national comme local.

Face à cette configuration économique et l'indisponibilité d'emplois pour les populations, celles-ci ont tenté de développer des stratégies d'adaptation. Dans la ville de Ziguinchor, une bonne partie des habitants s'active dans le secteur informel qui est devenu une sorte de recours. En effet, l'une des conséquences directes des défaillances économiques et des conditions de vie difficile est la mobilisation massive des populations dans l'informel comme en témoigne le tableau ci-dessous.

---

<sup>114</sup> Directeur de cabinet du Ministre du Travail, du Dialogue social, des Organisations professionnelles et des Relations avec les institutions.

**Tableau 5** : part des personnes en activité dans le secteur informel à Ziguinchor

Situation d'activité	Non réponse	OUI	NON	TOTAL	%
Secteur d'activité					
Pas de réponse	1	1	40	42	42,4%
Secteur formel	0	11	0	11	11,1%
Secteur informel	0	46	0	46	46,5%
TOTAL	1	58	40	99	
%	1%	58,6%	40,4%		100%

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

En observant ce tableau, nous constatons qu'une bonne partie de la population à Ziguinchor est en activité. En effet, les 58,6% des interviewés ont une occupation. Cependant, la grande majorité de cette population en activité évolue dans le secteur informel. Ce dernier occupe une place prépondérante pour les populations d'autant plus qu'il absorbe 46,5% des personnes que nous avons interrogées. Ces chiffres viennent en confirmation de la tendance au niveau national comme nous venons de le voir.

Le développement de ce secteur à Ziguinchor se particularise, en partie, par le contexte dans lequel il évolue. La situation de conflit dans cette partie du Sénégal ne peut pas être totalement écartée pour comprendre les orientations des populations dans l'exercice d'activités génératrices de revenu telles que leurs occupations dans le secteur informel. Nous avons vu plus haut que ce conflit a contribué au déplacement de populations dans la ville. Ces dernières ont ainsi abandonné leur secteur d'activité à savoir l'agriculture qui est, en effet, plus développée en milieu rural. En plus, ces populations n'ont plus de moyens de production. Ainsi, en dehors du fait que l'État ne parvient pas à leur offrir un emploi stable (c'est la situation globale qui peut être mise en rapport avec le développement croissant du secteur informel), une partie de la population de Ziguinchor, surtout les victimes des violences, utilise l'activité informelle en remplacement de ses occupations initiales dont elle a été contrainte d'abandonner.

Dans cette situation de vulnérabilité économique, le secteur informel à Ziguinchor peut être présenté comme une sorte de stratégie de survie, de recours dans un contexte où la demande d'emploi est largement au-dessus de l'offre. Cette stratégie passe préalablement par la recherche de fonds qui permettent d'entamer toute activité « économique ». À ce niveau, les crédits semblent beaucoup plus accessibles, surtout pour les femmes, car, selon une femme (mariée, âgée de plus de 40 ans, résidant au quartier Tilène) que nous avons interrogée : « *les femmes accèdent facilement aux crédits avec les micros finances. Ce qui leur permet de mener des activités génératrices de revenu afin de subvenir à leurs besoins et ceux de leur ménage respectif. Et ça, c'est important pour nous femmes surtout. Les financements se font dans les groupements, mais aussi il arrive que grâce aux tontines qui sont organisées dans les quartiers, qu'un crédit soit accordé particulièrement à une personne afin de lui permettre de démarrer une activité économique.* »

Au-delà de cette facilité d'accès aux crédits pour les femmes, ces propos décrivent une nouvelle orientation qui favorise ou renforce de plus en plus le travail de femmes dans le monde associatif et le commerce. Par ailleurs, ceci pose la problématique des rapports sociaux de genre en ce sens que l'accès au crédit favorise le travail des femmes et contribue au changement de leur condition de vie. Elles sont de plus en plus « autonomes » dans une société « capitaliste » où « la production de marchandises et de ressources financières et économiques est généralisée.<sup>115</sup> » D'une certaine manière, cette situation renforce le pouvoir de décision des femmes au sein des familles, leur octroyant plus d'influence.

Dans tous les cas, il semble opportun de souligner que les contraintes liées à l'obtention d'un emploi conduisent les populations, généralement les femmes et les jeunes, à s'activer dans le secteur informel qui permet de subvenir à leurs besoins quotidiens. À travers les observations menées dans les différents quartiers, nous avons noté que beaucoup de jeunes, des enfants surtout, évoluent dans le commerce de proximité alors que d'autres sont dans la construction, la réparation, la transformation, pour essayer de rapporter une somme d'argent, aussi petite soit-elle, à la fin de la journée. Il s'agit d'une économie populaire qui se fonde sur les échanges, l'art, mais surtout la production et le service. D'ailleurs l'informel est défini par le Bureau International du Travail comme « *un ensemble d'unités de production, produisant des biens et services en vue principalement, de créer des emplois et des revenus pour les*

---

<sup>115</sup> Daniel Combes et Anne-Marie Devreux, « Travail des femmes et rapports sociaux de sexe », In Jeanne Bisilliat (dir.), (1992), *Relations de genre et développement : femmes et société*, Paris, ORSTOM, p.149-166, p.159.

*personnes concernées*<sup>116</sup> ». Ces unités sont souvent caractérisées par un faible niveau d'organisation en plus d'opérer dans de petites échelles.

En outre, comme le démontrent nos enquêtes, en dépit de sa dimension économique, ce secteur renferme une portée sociale. Un répondant (âgé de 25 à 39 ans, marié, menuisier de bois, résidant au quartier de Tilène) souligne que travailler dans le secteur lui permet de gagner la confiance des membres de sa famille d'une part, et celle de sa clientèle, d'autre part. Il affirme que *« je n'ai pas les moyens pour développer une grande entreprise ou d'ouvrir un grand magasin. [...], Mais avec ce que je fais dans mon atelier de menuiserie, ça me permet au moins d'avoir le respect de ma femme d'abord qui est important parce que si je rentre le soir et qu'elle me demande de lui donner de l'argent pour acheter du savon pour le linge par exemple, j'aurai quoi l'offrir. Mais aussi moi je pense que travailler ici, ça m'aide beaucoup. Il y a des gens pour qui je travaille une fois et après on devient des amis. Et quand ils ont une nouvelle commande ils peuvent venir directement ici, car, on ne sait jamais. Un jour on peut avoir un besoin et le solliciter. Donc nous sommes dans un milieu où vous faites un travail et vous êtes connu pratiquement par tout le monde même si on aimait avoir un travail qui rapport plus de l'argent, car ici c'est difficile. [...] »*

La lecture de ce discours montre que la personne concernée, à travers son occupation, remplit à la fois, une fonction économique (vu au niveau individuel et familial) et sociale (quand on s'inscrit dans une perspective communautaire que peut jouer l'activité en question). Cette occupation, bien qu'elle soit informelle, permet de rehausser sa position au sein de sa communauté. Ceci nous amène à dire que l'individu ou la personne qui évolue dans le secteur informel dispose d'un travail contrairement à quelqu'un qui n'en dispose pas. Les jeunes que nous avons interrogés pensent globalement que lors que quelqu'un n'a pas de travail, il ne peut pas fonder une famille par exemple, car, celle-ci implique des charges financières aussi bien pour le ménage que la famille entière (dépense quotidienne, éducation des enfants, prise en charge sanitaire, paiement de facture d'électricité ou d'eau, et parfois même le soutien aux parents). C'est pourquoi ils pensent être obligés de travailler dans le secteur informel. Il va sans dire alors que l'individu *« ne travaille pas tant pour son propre bénéfice à court terme que pour la prospérité du groupe plus vaste auquel il appartient [...] »*<sup>117</sup>

---

<sup>116</sup> Bureau International du Travail (1993).

<sup>117</sup> Francis Fukuyama, (février 1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, p.266.

Aussi, il semble que le secteur informel permet aux acteurs qui y évoluent d'élargir leur capital social tout en leur offrant la possibilité de disposer de plus d'outils afin d'avoir plus de pouvoir dans son domaine d'intervention, par la maîtrise de son travail, mais aussi dans son groupe d'appartenance (famille). En effet, il est apparu lors de l'enquête que quelqu'un qui travaille ne va pas entretenir les mêmes rapports avec les membres de sa communauté que celui qui n'a pas une occupation comme le montre d'ailleurs l'analyse du discours ci-haut. Plus une personne satisfait les besoins des membres de son groupe, plus elle se sentirait responsable. On la confie par ailleurs des responsabilités.

Cette conception des populations paraît se rapprocher de la théorie classique de l'économie à savoir la main invisible d'Adam Smith<sup>118</sup>. Selon cette théorie, en poursuivant l'intérêt individuel, on parvient, par la même occasion, à satisfaire l'intérêt général. Ceci revient à dire que les acteurs qui travaillent dans le secteur informel dans la commune de Ziguinchor, en cherchant un moyen et des sources de revenu pour satisfaire leurs propres besoins, contribuent volontairement ou involontairement à la satisfaction de ceux des membres de leur communauté.

Cependant, il convient de souligner qu'à cause de son ampleur et des difficultés économiques et financières des populations, l'informel est confronté à d'énormes défis. Il est marqué par des difficultés inhérentes à son organisation et son fonctionnement. L'absence de légalisation et plus généralement de réglementation constitue un réel problème et une problématique majeure pour les acteurs qui évoluent dans ce secteur. Le secteur même évoque l'idée d'une exception au fonctionnement normal du « monde du travail et des affaires ».

En se référant aux résultats de notre étude, une bonne partie de jeunes de Ziguinchor y évolue<sup>119</sup>. Or, c'est un secteur qui n'épargne pas le travail des enfants. Certains décrivent ce fait, car pour eux, il s'agit d'une exploitation économique des enfants comme le dit M. H. (sage-femme d'État retraitée, mariée, âgée de 63 ans) : « *vous voyez dans la ville, il y a beaucoup d'enfants qui sont exploités économiquement ; beaucoup d'enfants qui sont en train de vendre du THIAFF. [...] ils sont tout le temps dans la rue en train de vendre du NANA, du THIAFF et maintenant des mangues. En tout cas vous voyez des jeunes filles et garçons*

---

<sup>118</sup> Adam Smith, (1773), *Enquête sur les causes et la nature de la richesse des nations*, Livre I, édition électronique, les Classiques des Sciences Sociales, [http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_1/richeesse\\_des\\_nations\\_1.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf)

<sup>119</sup> Cf. tableau 5 sur la part des personnes en activités dans le secteur informel à Ziguinchor, p.82.

*circuler à longueur de journée au niveau des artères vendant de petites choses pour rapporter quelque chose dans la famille. »*

Ces propos, loin de le jeter des fleurs ou de le « tirer le chapeau » comme le feraient les acteurs qui y évoluent, mettent en avant les méfaits et les conséquences d'une « liberté infinie » de l'informel, au-delà du fait qu'il rentre dans le cadre d'une économie de *bricolage*. La situation économique des ménages, accompagnée d'un désœuvrement, pousserait certains parents à introduire leurs enfants très tôt dans le travail informel au détriment de l'éducation et la formation car, estimant que « même les intellectuels ont des difficultés à s'intégrer dans le monde professionnel et avoir un emploi ». Ce type de représentation pourrait être qualifié de « pratique à haut risque ». Car, sur le plan économique, la stabilité de la situation financière de l'enfant en question peut poser problème. Sur le plan sécuritaire, c'est une pratique qui peut exposer l'enfant à la délinquance et au banditisme.

### **3.3 Des crises à l'insécurité dans la commune de Ziguinchor : les représentations sociales en question**

La compréhension des difficultés économiques et la situation politique que nous qualifions de crise sociétale constituent un élément fondamental pour saisir la question de l'insécurité dans des milieux tels que Ziguinchor. L'histoire même de cette région est généralement marquée par un contexte politique qui perdure depuis plus d'un quart de siècle. Ce contexte a, par ailleurs, affecté les conditions de vie et la situation économique des populations. De fait, le phénomène ou plutôt la problématique liée à la violence et à l'insécurité dans cette ville ne peut être saisie en écartant complètement cette question.

Dès lors, il nous semble nécessaire de démontrer ou d'expliquer le lien qui existe entre crises sociétales (politique et économique) et violence dans cette contrée du Sénégal. Ce qui permettra de présenter quelques cas comme élément de preuve.

#### **3.3.1 Lien entre crises et insécurité à Ziguinchor**

Ziguinchor est souvent présenté comme une ville assez stable, où les populations, loin de toute forme de violence, sont dans un environnement qui permet de mener à bien leurs activités de tous les jours. Ce point de vue, s'il est largement partagé par les médias et certains acteurs (politiques surtout), il le semble moins quand on interroge les habitants de la ville.

Car, à la question de savoir si les populations se sentent en sécurité même dans leur foyer, plusieurs répondent par la négation.

Certains estiment que la peur face à une insécurité des populations est une partie intégrante de leur vie. Selon les résultats de notre enquête, les 56,7% de la population enquêtée ont au moins eu écho d'un acte de violence durant les trente jours qui ont précédé l'enquête : qu'il s'agisse d'une agression, d'un viol ou vol ou encore d'un cambriolage. Donc d'une part, c'est un sentiment de peur qui s'installe de plus en plus et, d'autre part, ce sentiment varie selon que nous soyons dans un quartier périphérique ou un quartier résidentiel ou central. Ces éléments montrent en clair que l'insécurité relève d'une construction sociale qui peut varier d'un contexte à l'autre. Ainsi, pour deux régions différentes, l'information sur les actes de violence (viol, vol, etc.) peut avoir deux significations différentes.

Du point de vue des personnes interrogées, plusieurs facteurs peuvent être convoqués pour comprendre davantage ces nouvelles pratiques qui installent la psychose dans toute la ville. Les plus déterminants restent la situation globale de la ville, soit la question politique, et les conditions de vie économiques. Ces facteurs liés à l'absence d'éclairage public, le conflit en Casamance et le chômage chronique sont invoqués en tant que principaux indicateurs et les causes premières de l'insécurité à Ziguinchor comme nous pouvons le constater à travers le tableau 6.

**Tableau 6** : évaluation des représentations sur les causes de l'insécurité à Ziguinchor

Cause de l'insécurité			
Évaluation des représentations des populations	Situation économique	Le conflit en Casamance	Éclairage et sécurité publique
Pas de réponse	0	3	0
Pas du tout d'accord	7	11	12
Pas d'accord	5	10	4
D'accord	29	30	33
Plutôt d'accord	17	13	20
Tout à fait d'accord	41	32	30
Total	99	99	99

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

Dans ce tableau, nous constatons que les habitants s'accordent sur le poids non négligeable des trois facteurs étudiés supra sur la violence ou l'insécurité. Ainsi, ces crises sociétales sont parmi les motifs les plus fréquents pour expliquer la violence en milieu urbain à Ziguinchor, ceci à travers leur dimension politique et économique.

Une des questions politiques qui font parler de la Casamance et de Ziguinchor en particulier est bien le conflit qui sévit dans toute la région. Parmi les conséquences de ce conflit figure le déplacement massif de populations vers la capitale sud. Cette situation s'accompagne d'une porosité des frontières ou limites administratives d'avec les pays limitrophes (la Gambie et la Guinée Bissau). Ceci est dû, selon L. S. (agent de sécurité privée, marié, âgé de 53 ans), au fait que « *la ville n'a pas de porte et les agents de sécurité dans les frontières ne disposent pas d'assez de moyens pour détecter certains trafics d'armes légères. Je sais bien de ce que je vous parle. Dans les frontières, il y a beaucoup de trafics qui se font et les gens ne peuvent pas le savoir. Des étrangers peuvent quitter n'importe où et entrer dans la ville. Ils peuvent entrer illégalement et peuvent faire passer des armes légères ou de la drogue sans que quelqu'un ne le voit. Même à l'intérieur de la ville certains échappent au contrôle et on veut que cela ne se fasse pas dans les frontières. Ce n'est pas possible sans un matériel adéquat* ».



Une telle situation pose par ailleurs la lancinante question de la définition des frontières qui ne prend pas en compte certaines dimensions telles que la culture. De plus, selon les données de ce tableau<sup>120</sup>, 85,8% des enquêtés pensent que le conflit a un lien (qu'il soit direct ou indirect) avec les violences actuelles à Ziguinchor. Les tensions et la violence liées au conflit en milieu rural semblent avoir des effets négatifs dans ce cas. Les affrontements entre les forces de l'ordre sénégalaises et le front sud du MFDC par exemple ont eu comme conséquences la mise en place de mines anti personnelles comme nous l'avons souligné supra. Les populations étaient d'une part, obligées de fuir ces zones. Il semblait de ce fait difficile, pour les forces de l'ordre, de garantir la sécurité dans ces zones. Le contrôle des personnes en direction vers la ville ne se faisait plus que sur les voies principales telles que le boulevard des 54 mètres qui traverse la ville du nord au sud, jusqu'en Guinée Bissau<sup>121</sup>. Selon nos interviewés, des délinquants et bandits profitaient de cette situation pour passer par la brousse et commettre des actes de délinquance à Ziguinchor le soir et rentrer, et ceci malgré les risques liés aux mines. Ces délinquants viendraient des villages bissau-guinéens qui sont plus proches des frontières avec Ziguinchor, souligne le 1<sup>er</sup> adjoint au délégué de quartier de Kandialang.

Ainsi, le conflit est présenté à Ziguinchor comme une opportunité, un facteur expliquant certaines pratiques de déviance, de délinquance et de banditisme. La particularité de ces pratiques est qu'elles sont commises dans un contexte particulier de conflit. Par conséquent, les conséquences (dépossession de biens ou d'outils de travail par exemple) qu'elles engendrent sont lourdes pour les habitants qui gagnent difficilement leur vie du point de vue des personnes interrogées. Ceci vient renforcer la vulnérabilité à laquelle ils sont confrontés, surtout en ce qui concerne les déplacés<sup>122</sup> dans la mesure où, ils sont dépossédés des seuls moyens de production qu'ils ont pu bénéficier ou obtenir avec le soutien des autochtones. Ces formes de violence seraient l'œuvre d'opportunistes ou de ce que nous appelons les « profitards du conflit » : ce sont généralement des personnes venant des autres régions ou pays, et qui développent des activités illicites et pratiquent de la violence dans la ville ainsi que dans son entourage. Pour le responsable de la prison de Ziguinchor *« la majeure partie des détenus ne sont pas de Ziguinchor. Ils viennent soit des autres régions sinon ce sont des étrangers. Ce sont des détenus qui fuient parfois leurs régions parce qu'ils sont récidivistes et menacés de peine de perpétuité. Quant aux étrangers, ils se disent que nous allons à*

---

<sup>120</sup> Cf. tableau 6, page 87

<sup>121</sup> Cf. la carte sur la composition des quartiers de Ziguinchor, p.48.

<sup>122</sup> Doudou Dièye Guèye, « processus de vulnérabilité, cas du conflit casamançais », document multi-graphié, in press.

*l'aventure pour travailler à Ziguinchor et plus ils durent, ils développent des activités et des pratiques illicites. »*

Dans la même logique, A. D. (juge au Tribunal régional de Ziguinchor, mariée), ajoute qu'« *Il y a des cas de cambriolage et de banditisme pour lesquels les auteurs sont sensés [...] appartenir au mouvement MFDC. Mais après enquête, on se rend compte que ce n'était pas le cas. Ça veut dire qu'il y a des gens qui profitent de la situation pour commettre des délits et mettre ça sur le dos du MFDC. [...], Mais le conflit dans la région n'est pas une raison pour pouvoir dire qu'on est vraiment dans une région, dans une région où règne l'insécurité du fait de la rébellion* ».

La lecture de cet extrait montre qu'il arrive dès fois que la violence soit l'œuvre d'acteurs étrangers, mais qu'elle soit imputée aux indépendantistes d'autant plus que c'est la caractéristique principale de la région. Ce qui donne le droit de dire que beaucoup de cambriolages qui sont enregistrés à Ziguinchor et d'une manière générale dans la région ne sont pas impérativement de l'œuvre des combattants du MFDC, mais plutôt de « profitards. » Ceci semble démontrer que le conflit a un lien avec le développement de la délinquance et du banditisme dans la ville de Ziguinchor. La fragilisation des frontières qui s'y rapporte aurait donc joué un rôle dans ce sens. En outre, d'aucuns pensent que les populations déplacées à cause des violences en milieu rural sont impliquées dans cette situation. N'ayant pas les possibilités d'obtenir un travail dans un contexte où le chômage se présente comme une préoccupation commune pour tous les habitants, ces populations, à travers la jeunesse, seraient obligées par exemple, de voler pour subvenir à leurs besoins.

En revanche, l'analyse des propos ci-dessus permet de dire que la situation d'insécurité dans laquelle se trouve la ville de Ziguinchor mérite plus de réflexions. En effet, comme nous avons eu à le noter au cours de nos enquêtes, certaines personnes interrogées comme le cas de A. D. soulignent que les habitants de Ziguinchor doivent rompre avec cette logique de victimisation par rapport à la violence et à l'insécurité dans la ville. Ces enquêtés n'écartent pas totalement le lien entre crises sociétales et insécurité dans la ville. Mais ils suggèrent de chercher les causes de l'insécurité ailleurs, dans la famille, au lieu de se considérer souvent comme des victimes du contexte politique et économique qui prévaut dans la localité. C'est dans cette perspective que M. C. (délégué de quartier de Boucotte Est, marié, ancien fonctionnaire de l'État à la retraite) avance : « *bon vous savez, les parents, s'ils s'occupaient chacun comme il le faut, de sa progéniture, de sa famille, de ses enfants, beaucoup de*

*perturbations n'auraient pas lieu. Bon les parents en général, quand leurs enfants atteignent un certain âge [...] ils ne s'occupent plus d'eux comme il le faut. Bon ce qui fait que [...] vous savez l'enfant, quand il n'a pas une référence chez lui-même, il va le chercher ailleurs. Bon si malheureusement il rencontre quelqu'un qui n'est pas de bonne foi et qu'il essaie d'être comme celui-là, si celui-là est tordu, il n'est pas bien, donc l'enfant forcément sera comme lui. Donc si les parents retenaient les enfants chez eux et leur inculquaient une certaine éducation au lieu de les laisser comme ça dans les quartiers comme des chèvres, je crois que beaucoup de choses auraient changé comme les vols que nous connaissons aujourd'hui [...]. »*

À travers ce discours partagé par les délégués de quartiers et certains responsables de la sécurité de Ziguinchor, il apparaît que le conflit n'est pas le seul déterminant de l'insécurité dans cette commune. Il y aurait une sorte de crise des institutions socioéducatives, dont la famille ; une crise qui aurait des conséquences négatives sur l'avenir des jeunes. À ce niveau, il convient de souligner que des chercheurs comme Georges Héroult et Pius Adesanmi<sup>123</sup> avaient montré le rôle de ces institutions sociopolitiques et éducatives, quand elles sont en crise, sur le développement de l'insécurité et d'une culture de la rue qui vont sans doute favoriser l'émergence de la délinquance et du banditisme. Ainsi, ces jeunes, dans leurs interactions avec leurs pairs, entretiennent des relations d'influence qui sont négatives et qui font qu'ils soient impliqués ou s'orientent vers la déviance. Il y a une sorte de culture de la rue qui se développe et qui fait qu'il y a une insécurité se traduisant par des vols, cambriolages et braquages, et installe la peur chez les habitants de Ziguinchor.

À partir de ces analyses, il paraît important de souligner la contradiction des points de vue des populations. Pour les délégués de quartier et autorités généralement chargées de la sécurité de la ville, le conflit et ses conséquences ne sont pas les uniques causes de l'insécurité à Ziguinchor. Pour eux, il est vrai que l'insécurité à Ziguinchor, particulièrement dans la décennie 2000, était une des conséquences du conflit ou des affrontements entre combattants du MFDC et forces de l'ordre, et de l'environnement économique ; bref, ce que nous avons appelé crises sociétales. Mais aujourd'hui, on ne peut pas en dire autant, car, la situation d'insécurité est toujours d'actualité alors que les relations entre les deux parties du conflit ne se sont pas aussi tendues que cette période. Par contre, pour les chefs de ménages et les jeunes que nous avons interrogés, comprendre la situation d'insécurité dans laquelle ils vivent revient

---

<sup>123</sup> Georges Héroult et Pius Adesanmi, (*Op. Cit.*).

à la mettre en relation avec ce conflit. Ces derniers semblent incriminer les profitards du conflit.

Par ailleurs, lors de nos enquêtes, nous avons constaté que cette contradiction va au-delà de la causalité entre le conflit et l'insécurité à Ziguinchor. Elle se traduit également dans les représentations des populations et personnels de sécurité (cette fois-ci) sur la notion même d'insécurité et les configurations qui favorisent la sécurité des habitants. Selon les autorités sécuritaires, la police et la gendarmerie font un travail remarquable dans la mesure où elles font la patrouille pratiquement tous les jours et dans tous les quartiers de Ziguinchor, ce qui pourrait réduire l'insécurité. Par contre, pour les jeunes et chefs de famille ou ménage que nous avons interrogés, la sécurité ne se limite pas uniquement dans les patrouilles ou le travail de sécurisation effectué par les forces de l'ordre. Pour ces derniers, la notion de sécurité est une question qui implique plus de facteurs tels que l'éclairage public et la situation des routes qui sont au cœur des préoccupations de la population. Cette dernière estime être en sécurité lorsque par exemple elle a le sentiment et la possibilité de circuler librement entre les différents quartiers et les lieux de production pour faire fonctionner ses affaires. Elle interpelle alors l'attention des autorités politiques quant au problème d'éclairage public qui renforcerait leur insécurité.

Dans tous les cas, il convient de souligner que parmi les facteurs soulignés par les personnes que nous avons interrogées et qui favoriseraient l'insécurité à Ziguinchor, il y a la situation économique et les difficultés financières des habitants. En se référant aux informations contenues dans le tableau 7<sup>124</sup>, 87,9% des personnes interrogées soutiennent l'existence d'un lien, aussi petit soit-il, entre la situation économique des habitants et l'insécurité dans la ville. Ce lien est d'autant plus direct que les 41,4% sont tout à fait d'accord sur cette causalité.

Dans cette mesure, la compréhension de la situation d'insécurité à Ziguinchor nécessite la prise en compte de différentes dimensions : situation politique (le conflit), les facteurs tels que l'éclairage et l'état des voiries ainsi que les conditions économiques et financières des habitants. Au vu des résultats de notre enquête, ces facteurs sont incontournables pour saisir le fondement de la violence urbaine dans la ville, bien que la situation économique semble plus déterminante. Se pose alors la question de la variation des formes de violence les plus fréquentes dans la ville.

---

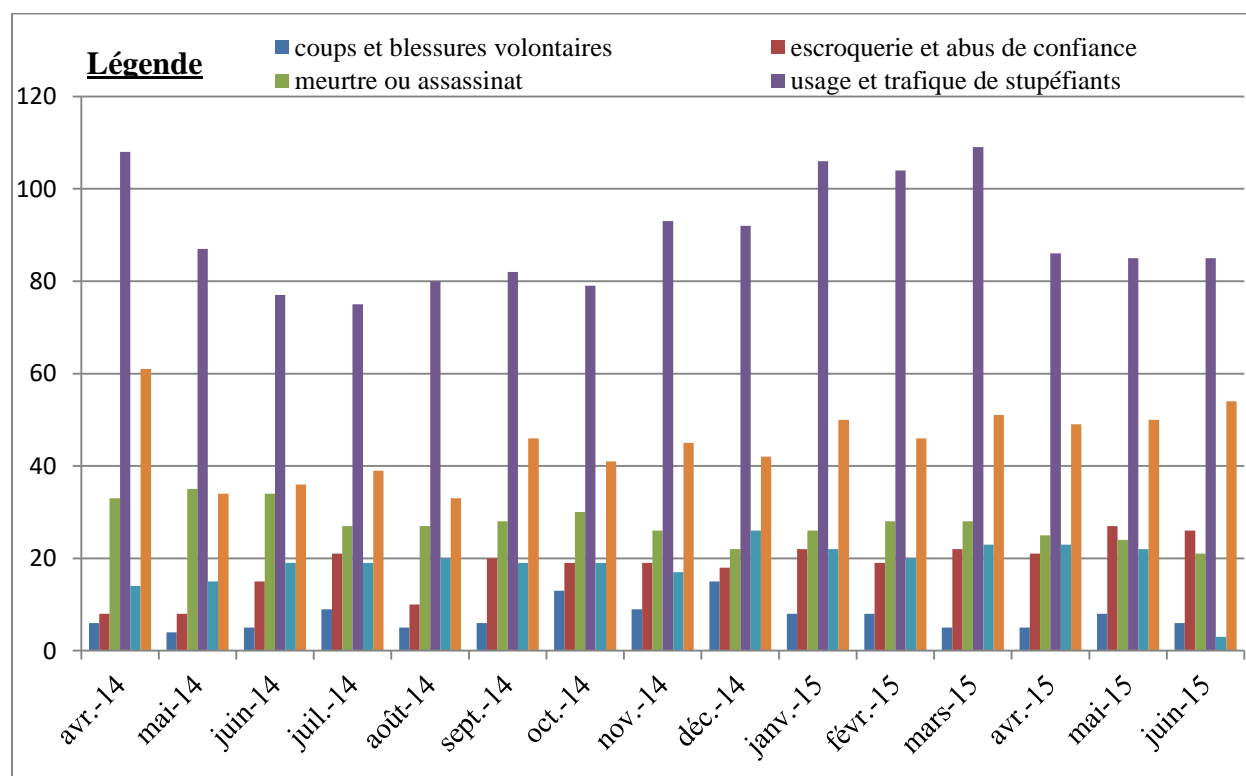
<sup>124</sup> Cf. tableau 6 sur l'évaluation des représentations sur les causes de l'insécurité à Ziguinchor, p.87.

### 3.3.2 Présentation de quelques cas de violence

Les différentes informations fournies jusqu'ici montrent les différents types de lien qui existent entre les crises sociétales et le développement de la violence à Ziguinchor. Il est à souligner, toutefois, que les répercussions de ces crises sur cette dernière varient tout comme les formes de celle-ci ne sont pas identiquement fréquentes. Autrement dit, la prévalence de la violence varie considérablement selon les cas rencontrés et les quartiers considérés (les contextes dans lesquels on se trouve).

Pour mieux saisir et mesurer cette variation, il est important de présenter quelques cas que nous avons répertoriés durant nos enquêtes. Pour ce faire, nous nous servons des données fournies par l'administration pénitentiaire régionale de Ziguinchor dans la figure qui suit.

**Figure 4** : crimes et délits de la population carcérale dans la maison des arrêts de Ziguinchor d'avril 2014 à juin 2015



**Source** : Maison d'arrêt et de correction de Ziguinchor, 2014-2015, données du 01 avril 2014 au 30 juin 2015<sup>125</sup>

<sup>125</sup> Ces données ne concernent pas uniquement la ville de Ziguinchor. Elles prennent en compte les trois départements de la région (Bignona, Oussouye et Ziguinchor).

Ce diagramme permet de rendre compte de quelques cas de crimes et délits de la population carcérale dans la maison d'arrêt et de correction de Ziguinchor sur une période de quinze mois (d'avril 2014 à juin 2015). Ainsi, nous constatons une nette différence selon les cas qui sont représentés dans ce diagramme. On note une tendance assez élevée de l'usage et du trafic de stupéfiants. Il en suit respectivement les vols, les homicides ou assassinats, les viols, et l'escroquerie et abus de confiance. Quant aux coups et blessures volontaires, ils sont faiblement représentés. Autre constat qui se dégage avec ce diagramme est : bien que les cas considérés ici varient selon les mois, cette variation est peu significative comparée à la variation entre les différents cas.

En s'intéressant spécifiquement aux cas de vol et de viol qui sont les cas les plus dénoncés par les populations, nos résultats montrent qu'ils varient considérablement selon les quartiers. À partir des statistiques que nous avons collectées au niveau de la police centrale de Ziguinchor, il est apparu par exemple, pour le cas de vol, que six (6) cas ont été résolus par la police, pour le quartier de Kandé aux mois de juin-juillet 2015. Or, pour la même période de référence, seulement trois (3) ont été résolu pour le quartier de Boucotte alors que ce chiffre est de deux unités (2) à Goumel et un (1) à Escalé<sup>126</sup>. Ainsi, même si ces données ne prennent pas en compte les cas de vol qui sont traités au tribunal ni dans les quartiers<sup>127</sup>, elles montrent que certaines formes de violence telle que le vol, sont plus récurrentes dans les quartiers périphériques. Les propos de M. C. (délégué de quartier de Boucotte Est, marié, ancien fonctionnaire de l'État à la retraite) semblent aller dans ce sens lorsqu'il affirme que « *Les cas de viol j'en ai vu rarement de même que les cambriolages ou encore les vols dans mon quartier. Vous savez puisque nous sommes en plein centre-ville et que la police fait des descentes des descentes, nous sommes à l'abri de ces choses-là. Vous savez les braquages en général c'est dans la périphérie. Mais ici en centre-ville, j'ai la chance d'être tout prêt du camp des sapeurs-pompiers et entre la police de « yama togne » et la police centrale de Ziguinchor et que tous les soirs, il y a une ronde dans le quartier. Bon ce qui effraie parfois les malfaiteurs.* »

---

<sup>126</sup> Base de données de la Police Centrale de Ziguinchor, cas de vol pour le mois de juin et juillet.

<sup>127</sup> Selon l'entretien que nous avons fait avec l'adjoint de la police centrale de Ziguinchor, ils ne disposent que des données qui sont résolues par la police à l'amiable. Pour ce qui est des cas qui ont fait l'objet de procès, les statistiques sont enregistrées à la base de données de l'Administration pénitentiaire de Ziguinchor. En plus, selon toujours cet interlocuteur, il y a des cas qui ne sont pas signalés à la police et qui sont traités dans les quartiers par les délégués de quartier en collaboration avec les badiène gox.

Ce témoignage montre implicitement les diversités entre les quartiers de Ziguinchor. Dans cette perspective, les possibilités des quartiers d'accéder facilement ou non à certaines structures ou encore la proximité des agences de sécurités permet de rendre compte de cette variation. Ceci permet de distinguer les quartiers à haut risque où les populations sont gagnées par la peur et où l'insécurité paraît la plus fréquente : il s'agit généralement des périphéries (comme Kandé) et des quartiers obscurs (à l'image de Kandialang). Ces milieux, en plus de la distance d'avec les agences de sécurité (la police et la gendarmerie principalement), sont caractérisés par l'obscurité et la dégradation des routes, réduisant par ailleurs, les déplacements et l'accès à certains endroits par les agents de sécurité. D'un autre côté, nous avons les quartiers centraux ou résidentiels (Escale par exemple) dont les caractéristiques sont tout le contraire des premiers.

En outre, les habitants soutiennent que ces pratiques sont conjuguées aux conditions économiques, car plus une personne est occupée par un travail stable et rémunéré, moins elle est disposée à s'adonner à ces pratiques de délinquance et de banditisme ou de trafic illicite de drogue. Dans ce cas de figure, les jeunes ayant quitté le milieu rural à la recherche de meilleures conditions de vie en ville, pour ainsi dire, seraient venus renforcer la galère en « milieu urbain » tant il est difficile d'obtenir un travail. Ce qui expliquerait, en partie, le développement d'activités illicites comme la délinquance et le banditisme qui traduisent l'insécurité des habitants.

Ainsi présentés, il va sans dire que les différents cas de violence connus aujourd'hui à Ziguinchor peuvent avoir des conséquences sur le vécu quotidien des habitants ; des conséquences qui pourraient toucher par ailleurs le développement de cette ville.

## Chapitre 4 : CONSÉQUENCES DES VIOLENCES DANS LA VILLE DE ZIGUINCHOR

Dans ce chapitre, nous allons aborder les effets de l'insécurité ou de la violence dans la commune de Ziguinchor. Il est structuré en deux grandes sections. Dans un premier temps, nous étudions l'évolution des rapports et les différents types d'interaction entre les acteurs concernés ou impliqués dans la prise en charge de la sécurité à Ziguinchor. Ce travail permettra de saisir les stratégies d'adaptation mises en place par les populations pour faire face à l'insécurité. Dans un second temps, nous nous intéressons aux conséquences des violences sur le développement socio-économique de Ziguinchor d'un point de vue macro-économique et micro-économique.

Toutefois, nous précisons que l'instrument de mesure des effets de l'insécurité dans la commune de Ziguinchor sera, principalement, les sentiments et les représentations des populations. Ainsi, nous nous servons des données qualitatives et quantitatives de notre enquête.

### **4.1 Évolution des rapports entre les différents acteurs concernés par la violence à Ziguinchor et stratégie d'adaptation des populations face à l'insécurité**

Parler de la sécurité dans un contexte marqué par une crise politique et une crise économique, comme nous l'avons vu, revient à impliquer plusieurs acteurs, allant des personnes chargées de la sécurité à la communauté. De fait, certains types d'interaction vont se développer entre agents de sécurité et les populations « violentées » de fait ou susceptibles d'être victimes de violence ; mais aussi, entre ces dernières et les autorités politiques locales qui sont positionnées au cœur des rapports par les habitants. La nature de ces interactions conduit les habitants à s'adapter à la situation qui prévaut afin d'en faire face.

#### **4.1.1 Interactions entre habitants, agents de sécurité et autorités politiques locales**

La nature des interactions entre les acteurs concernés par la question en rapport avec la sécurité est étroitement liée aux représentations que les populations se font de leur sécurité et de ce qui pourrait ou non la garantir. Au cours de notre étude, nous nous sommes rendu compte que ces interactions prennent, généralement, deux orientations : tantôt elles sont critiques et tendent à mettre en avant les représentations des populations sur leurs conditions de vie, tantôt elles sont favorables à une sorte de partenariat et de dialogue pour trouver une solution appropriée au problème qui se pose, notamment l'insécurité.



C'est dans cette logique que s'inscrivent les différentes interactions entre acteurs impliqués (directement ou indirectement) dans la gestion et la prise en charge de la violence et/ou de l'insécurité à Ziguinchor. Ces acteurs sont généralement les agents de sécurité, les autorités politiques locales et les violentés de fait ou potentielles victimes de violence. Nos résultats ont montré que les relations entre agents de sécurité et habitants sont différentes de celles qui existent entre ces derniers et les autorités locales.

Pour le premier type de rapport, il est fondé sur une logique de partenariat et de collaboration. Celle-ci repose sur un système de communication qui assure l'implication des acteurs à la base dans la gestion et la prise en charge de leur sécurité. Les délégués de quartier que nous avons rencontrés soutiennent, en effet, que dans le cadre de la sécurité de la ville d'une manière générale, ils travaillent en collaboration avec le commissariat central de police à travers le commissaire actuel. Ce dernier, en relation avec les agents de sécurité (principalement la police, les badiène gox, les délégués de quartier et le procureur), aurait mis en place un système de communication fondé sur une stratégie qui permet aux représentants des habitants d'échanger directement avec lui.

Ce procédé semble assez ancré dans une démarche participative qui tend à détourner ou réduire le sentiment d'insécurité des populations comme le souligne M. C. (délégué de quartier de Boucotte Est, marié, ancien fonctionnaire de l'État à la retraite) : *« travailler avec un commissaire comme DIAKHATÉ, y'en n'a pas beaucoup. Car quand il est venu ici, il a rendu visite à tous les chefs de quartiers, il a expliqué la population qu'il n'est pas là pour la répression, mais plutôt pour la sécurité de ces gens-là. Les gens ont confiance en lui et nous savons qu'il est là au service de la population parce que c'est ce qu'il nous a dit et nous l'avons vu le faire. »*

M. S. (badiene gox, résident le quartier de Djibélor, mariée, âgée de 35 ans) rajoute que *« la police et la gendarmerie font ce qu'elles peuvent. Souvent elles sont là les soirs à faire la ronde. Elles vont dans les quartiers et essaient de savoir ce qui se passe. C'est vrai que ce n'est pas suffisant, mais ils font de leur mieux. Le manque de moyens fait qu'ils ne peuvent pas aller dans tous les quartiers parce qu'ils ne sont pas nombreux. Mais c'est compréhensible et nous espérons que s'ils sont renforcés, on peut sécuriser la ville et réduire la délinquance à Ziguinchor. Parfois même c'est les militaires qui font des patrouilles. Donc ils font de leur mieux comme je l'ai dit. »*

Ces propos montrent en clair des dispositions qui, même si elles ne permettent pas directement de partager des données ou informations, participent à faire naître un sentiment d'être considéré et concerné par le « processus de sécurisation » dans les quartiers ; dispositions qui semblent augmenter en plus, le sentiment de satisfaction des populations par rapport au travail effectué par les forces de l'ordre à l'intérieur de la ville. Dès qu'un « étranger<sup>128</sup> » est identifié dans un quartier, le *délégué le signale à la police* qui se charge de mener des investigations afin de déterminer *ses origines et les raisons de sa présence* dans ledit quartier. Le travail de sécurisation fait alors l'objet d'une complémentarité entre les populations (à travers leurs représentants) et les agents de sécurité de la ville, car, selon M. D. S. (adjoint au commissaire de police centrale de Ziguinchor) « *ici les gens ne sont pas compliqués. Nous avons certes des difficultés surtout en rapport avec le manque de ressources humaines. S'il y avait plus de personnes, nous serions satisfaits à 80%. Nous sommes un peu satisfaits du travail que nous faisons et nous sommes en bons termes avec les populations* ». Ce mode d'organisation ou de fonctionnement semble entrer dans le cadre de ce que Jean Pierre Olivier de Sardan appelle « le mode communal de gouvernance locale.<sup>129</sup> » Il favorise la participation et la responsabilisation des communautés locales à travers une sorte de décentralisation de la gouvernance de la sécurité des acteurs concernés. Cette logique qui paraît rimer par ailleurs avec les valeurs socioculturelles et traditionnelles concourent surtout, au-delà de la satisfaction des habitants, à rapprocher ces derniers aux agents de sécurité.

Toutefois, il faut dire que cette satisfaction ne semble pas être une conséquence du travail abattu dans les quartiers périphériques (qui sont difficilement accessibles à cause de la voirie), du point de vue des habitants de ces dits quartiers interrogés, mais plutôt dans les autres.

Contrairement aux interactions agents de sécurité/populations, celles entre populations/autorités politiques locales se révèlent plus compliquées. Dans leurs représentations, les habitants estiment que les responsables politiques sont à l'origine de la situation à laquelle ils sont confrontés. Qu'il s'agisse de la dégradation des conditions de vie ou de la voirie, de l'absence d'éclairage public dans une bonne partie de la ville que nous avons pu constater grâce aux observations effectuées, du manque d'emploi pour les jeunes

---

<sup>128</sup> Le terme *étranger* renvoie ici à une personne qui n'appartient pas au quartier dans lequel il a été identifié. Ainsi, est considérée comme « étrangère » une personne qui quitte par exemple le quartier de Kandialang pour s'installer à Grand Dakar, pourvu qu'il ne soit pas connu de ce quartier. De la même manière, une personne qui quitte une région du Sénégal ou un pays étranger et qui s'installe dans un quartier à Ziguinchor est aussi considérée comme un étranger.

<sup>129</sup> Jean Pierre Olivier De Sardan, « les huit modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest », In, *Afrique : pouvoir et politique. Working paper*, N°4, 2009.

(prédicateurs par ailleurs d'un sentiment de peur et d'insécurité), les acteurs politiques sont situés au cœur des responsabilités. Ce qui réduit le sentiment de satisfaction des populations et, par la même occasion, contribue à ternir l'image de la politique devant les habitants. Les jeunes soutiennent, par exemple, que la politique ne les intéresse pas parce qu'ils ne voient pas son importance si elle doit uniquement permettre aux autorités de satisfaire leurs propres préoccupations et non celles des citoyens. Ils qualifient les autorités de « *menteurs* » qui ne respectent jamais leurs engagements.

M. M. (gérant d'une boutique de WARI, célibataire, âgé de 33 ans et bachelier de 2010 non orienté) soutient : « *Depuis les débuts du conflit, les autorités ne se sont jamais préoccupées de la Casamance et encore moins de Ziguinchor. Ils ne sont là que pour leurs propres besoins. Chaque fois que les élections s'approchent, ils viennent et font des promesses jamais tenues. Nous n'avons plus besoin de ça. Nous n'avons pas besoin de personnes qui ne cherchent pas à nous aider. Pourquoi faire ? Ce qui nous intéresse c'est notre localité et pas les politiciens, eux ils ne nous intéressent pas. En tout cas moi je ne vois pas leur importance ici [...].* »

Cet état de fait décrié globalement par les jeunes influencerait négativement les interactions entre eux et les hommes politiques. Dans cette perspective, il apparaît que la nature des interactions entre les acteurs varie en fonction de la situation sécuritaire et des conditions de vie des populations. Face à ce constat, les pratiques de délinquance et de banditisme sont considérées comme une forme de violence économique. Cette dernière semble devenir un moyen de subsistance comme nous pouvons le constater à travers les témoignages de M. D. (Directeur régional de l'administration pénitentiaire de Ziguinchor) :

« *La pauvreté est la porte ouverte à toute action néfaste, notamment d'actions qui tendent à compromettre la sécurité. Les jeunes, par exemple, désœuvrés, n'ayant à la limite aucune ressource, aucun moyen de subsistance, sont tentés effectivement de s'adonner à des actes de banditisme et autre. D'ailleurs quelque part en partie cela explique la présence de beaucoup de jeunes en prison effectivement parce que le désœuvrement est là, l'oisiveté est là. Finalement ils sont laissés à eux-mêmes et malheureusement ils sont obligés quelque part de s'adonner à des actes qui compromettent la sécurité. Donc forcément il y a un lien de causalité réelle entre la pauvreté et la situation sécuritaire [...].* »

A. D. (juge au Tribunal régional de Ziguinchor, mariée) confirme ce point de vue lorsqu'elle affirme que : « *d'habitude les personnes qui viennent ici, ce sont des [...] gens qui sont vraiment dans des situations de désœuvrement [...]. Mais on se rend compte que [...] ce sont des enfants dont les parents, sont confrontés à des difficultés économiques. C'est ce qui explique [...] qu'ils aient parfois des comportements qui peuvent aller jusqu'à la commission de certaines infractions.* »

Ainsi, les personnes interrogées établissent un lien étroit entre les conditions de vie des habitants et les pratiques délinquantes dans la ville. En effet, au regard de ces différents témoignages, les jeunes sont laissés à eux-mêmes. Cette violence économique prospère dans un contexte favorable, marqué par une crise économique avec des jeunes ayant une formation réduite pour ne pas dire limitée. Il s'en suit une sorte d'enclavement socio-économique qui obligerait les jeunes de trouver des moyens pour satisfaire leurs besoins.

Dans ce sillage, il faut dire que comprendre la nature des relations, entre les habitants, les agents de sécurité et les hommes politiques à Ziguinchor, nécessite la considération de ces facteurs. Ces derniers permettraient, par ailleurs, de saisir les formes de réponses apportées par les populations face au contexte dans lequel elles vivent.

#### **4.1.2 Stratégies d'adaptation des populations face à la crise économique et à l'insécurité**

Plusieurs stratégies d'adaptation ont été développées par les populations pour répondre d'une part, aux crises (politique et économique) et d'autre part, pour faire face à l'émergence de l'insécurité et de la violence qui en découlent et qui se manifestent dans divers coins de la ville. La première forme de stratégie adoptée, mis à part la violence économique, est le refuge derrière le secteur informel.

En effet, dans pratiquement chaque famille, il y a, au moins, une activité informelle qui se développe : c'est soit le commerce de proximité, soit un marchand ambulant, soit c'est dans les métiers de service ou de production. Les habitants cherchent, par tous les moyens (légaux généralement), à mener des activités génératrices de revenu ne serait-ce que pour assurer la dépense quotidienne. C'est le cas de M. M. (gérant d'une boutique de WARI à Kandé, célibataire, âgé de 33 ans et bachelier de 2010 non orienté) qui résume son parcours en ces termes :

*« Mon parcours, j'ai eu mon bac en 2010. Bon on a eu un problème d'orientation, je suis parti à Dakar et j'y suis resté pendant trois mois. Bon puisque j'ai fait trois mois sans rien, je suis revenu ici et on m'a proposé le magasin qui est à côté ici et on vendait des gaz là-bas moi et mon cousin ; c'est mon frère d'ailleurs. On est ici ensemble. On est resté dans le magasin en vendant et je me suis rendu compte que je prenais de l'âge. J'ai dit à mon frère que ce magasin ne peut pas aboutir. Alors j'ai expliqué ma situation à ma grande sœur qui est à Boucotte vu que j'ai fait plusieurs concours et que ça ne passe pas. Je lui ai expliqué ça elle m'a dit que y a pas de problème. Je l'ai expliqué son mari et il m'a dit que y a pas de problème on va essayer pour voir. Ils m'ont donné des financements à hauteur de 500000FCFA et c'est par ça que j'ai commencé en achetant des fournitures scolaires. Aujourd'hui j'ai fait presque un an parce que j'ai commencé à l'approche de la Tabaski. Sincèrement ça va. Je me débrouille petit à petit. Je ne fatigue personne et je ne mendie pas ».*

À travers cet extrait, nous constatons que certains semblent être dans une débrouillardise qui passe par plusieurs voies et qui nécessite l'implication d'autres acteurs. Il s'agit d'une sorte de collaboration qui est développée, et qui se révèle importante, car pouvant faciliter l'accès à une activité. Dans cette logique, l'occupation des acteurs demeure fondamentale dans la mesure où elle leur permet de parvenir à une certaine stabilité socio-économique. Cette occupation passe, parfois, par d'autres activités telles que la pratique du sport avec le mouvement navétane.

Du point de vue des enquêtés, cette stratégie fondée sur l'occupation se présente comme un moyen de canalisation la population jeune susceptible d'adopter des comportements de déviants ; un outil de surveillance pour prévenir et éviter que les jeunes versent dans les vols, les cambriolages, le trafic illicite de substances, etc., car *quand on n'a pas d'activité, on sera forcément un bandit*. De fait, elle satisfait une double inquiétude : d'une part l'occupation est une opportunité pour réduire le désœuvrement, donc la situation de pauvreté et, d'autre part, elle permet de réduire la fréquence ou la prévalence de l'insécurité.

Toujours dans cette lancée de prévention de la violence, d'autres formes de stratégie sont mises en place dans tous les quartiers. Il s'agit, en plus des sensibilisations organisées régulièrement par les badiène gox à travers des causeries (sur le viol par exemple), des comités de veille constitués généralement de jeunes résidant dans le quartier en question. En collaboration avec les associations sportives et culturelles (ASC) et des associations de jeunes et les parents, les délégués de quartier sont parvenus, en effet, à mettre en place des groupes

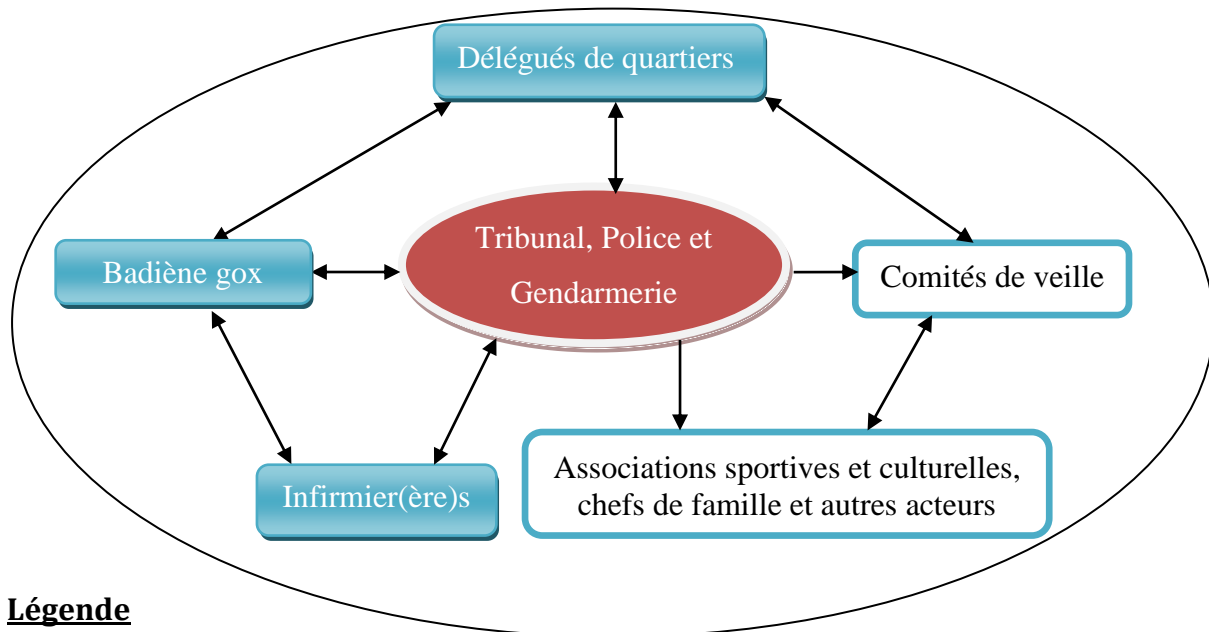
de jeunes volontaires, répartis en différentes équipes. Tous les soirs, une équipe joue le rôle de « veilleur » en faisant la ronde dans le quartier. Pour ce faire, ils organisent des regroupements autour de grands places communément appelés « *jotay* ». Les délégués et chefs de ménages ou de familles y contribuent financièrement afin de permettre à ces jeunes de s'acheter du lait ou du thé, par exemple, qui sera utilisé pour la soirée.

Ces comités de veille sont présentés par les habitants comme des formes d'organisation communautaire dont il ne faut pas écarter quand on veut comprendre la situation de sécurité et prendre en charge celle-ci à Ziguinchor. Pour eux, ils contribuent au renforcement de la sécurité en travaillant en collaboration avec les agents de sécurité, car, une fois qu'ils identifient un étranger, *ils le signalent au délégué de quartier qui va, à son tour, se rapprocher de la police* qui se chargera, par la suite, de se renseigner sur cet individu. Ce sont donc des sortes de « gardes fous » mis en place pour prévenir et réduire les risques d'insécurité.

Par ailleurs, ces « gardes fous » ont l'avantage de maîtriser leur terroir. Ils peuvent se déplacer dans tous les coins du quartier concerné. Pour M. D. (instituteur retraité, 1<sup>er</sup> adjoint au délégué de quartier de Kandialang), *« avec ces comités de veille, il y a eu une baisse de la délinquance et du banditisme surtout au niveau de notre quartier car avant, cette pratique était fréquente à cause des guinéens. Il y avait souvent des habitants de la Guinée qui entraient ici et commettaient certains vols. Il arrivait des fois où ce sont les jeunes ici qui le faisaient. Mais maintenant, dès que les jeunes dans ces comités trouvent un voleur, si c'est un jeune du quartier, ils vont le voir le lendemain et le dire "arrête ce que tu fais, car nous savons que c'est toi qui volés dans le quartier." Si cette personne refuse par exemple, elle est dénoncée soit au niveau du délégué de quartier soit à la police »*. La particularité de ces comités à Ziguinchor c'est qu'ils ont été mis en place par les habitants dans le but de lutter contre la violence urbaine. Il s'agit donc d'une initiative locale dont l'un des objectifs est de parvenir à un système de sécurité locale relativement autonome, efficace et approprié.

Par ailleurs, il y a lieu de souligner que ces formes de stratégies développées sont globalement effectuées dans un cadre où les habitants sont organisés en divers groupes : les délégués de quartier, les ASC et associations, les badiène gox, les comités de veille, etc. De plus, en se référant aux résultats de notre enquête, tous ces acteurs collaborent et s'impliquent pour faire face à ce que nous avons appelé violence. Cette implication peut être appréciée à travers le schéma suivant :

**Figure 5** : schéma récapitulatif du système général d'acteurs dans la prise en charge de la sécurité à Ziguinchor



**Légende**

↔ Interaction directe et réciproque

→ Interaction indirecte

○ Système général d'acteurs

● Acteurs centraux et premier niveau du système global d'action

■ Acteurs intermédiaires et deuxième niveau du système global d'action

□ Acteurs des organisations communautaires et troisième niveau du sous-système global

Cette schématisation permet de voir que les types de réponses apportées par les populations aboutissent à une sorte de système global dans lequel évoluent tous les acteurs impliqués. Il s'agit d'un système d'action concrète<sup>130</sup> où les différents acteurs s'inscrivent dans des logiques collaboratives et de négociation pour une meilleure implication et une meilleure emprise dans la prise en charge de la sécurité dans les quartiers à Ziguinchor. Ainsi, à travers cette représentation, nous distinguons l'acteur central des autres acteurs. Comme on peut le constater à travers le schéma ci-haut, le tribunal, la police et la gendarmerie se situent au centre du système global. Ils sont en interaction directe et « négocient » avec les délégués de quartier, les badiènes gox et les infirmiers/infirmières. Ces derniers sont les intermédiaires entre les premiers et les autres acteurs, notamment les associations sportives et culturelles, mais surtout les comités de veille.

<sup>130</sup> Michel Crozier et Erhard Friedberg, (*Op. Cit.*)

De fait, cette structuration permet de distinguer trois niveaux d'organisation ou sous-systèmes desquels découlent deux types d'objectifs principaux, poursuivis par les acteurs. Le premier sous-système concerne l'acteur central dont le but premier est de veiller à la sécurité de l'ensemble de la ville de Ziguinchor sans distinction des quartiers les uns des autres. Ce qui explique le fait qu'ils soient en lien avec les délégués de tous les quartiers, les infirmiers et les badiènes gox. Ces trois acteurs représentent le deuxième sous-système d'organisation et jouent le rôle de relais entre l'acteur central et le troisième niveau d'organisation constitué par les comités de veille et autres acteurs. En effet, ce dernier niveau n'agit pas directement avec la police ou la gendarmerie. Lorsqu'il y a un cas de vol identifié par les comités de veille par exemple, il est transmis soit au délégué, soit aux badiènes gox qui se chargent de remonter l'information au niveau central. De la même manière, lorsqu'une infirmière détecte ou est informée d'un cas de viol, elle en informe directement le tribunal par exemple qui se charge d'instruire et de traiter le dossier, en collaboration avec la police et/ou la gendarmerie. Dans cette perspective, l'objectif poursuivi par le deuxième et surtout le troisième sous-système d'acteur est de parvenir spécifiquement à la sécurité du quartier auquel appartiennent les acteurs. Ce but implique par ailleurs la participation des acteurs à la base, les habitants de chaque quartier. Dans ce sillage, le groupe constitué par le deuxième et le troisième sous-système forme ce que Jean Pierre Olivier De Sardan appelle « groupe stratégique<sup>131</sup> ». Ainsi, même s'il n'est pas régi par des textes juridiques et réglementaires, ce mode d'organisation et de fonctionnement paraît plus ou moins cohérent. Il se caractérise également par une légitimité sociale qui lui est reconnue par les habitants en ce sens qu'il répond à un besoin de sécurité dans la lutte contre la délinquance et le banditisme à Ziguinchor.

Cette configuration et ces formes de réponses permettent en outre de soutenir que le contexte politico-économique et l'existence de la violence ont eu des conséquences directes sur les habitants ainsi que leur système d'organisation et de fonctionnement. Les comités de veille ainsi que tous les acteurs du troisième sous-système s'inscrivent alors dans le cadre d'organisations populaires afin de participer activement, à la gestion de leur sécurité en collaboration avec les structures modernes de sécurisation (police, gendarmerie et tribunal). Car, « *tout ce qui se fait pour moi, sans moi, c'est contre moi* ». Toutefois, cette configuration, si elle paraît être appréciée par les populations, elle n'exclut pas le fait que la violence ou

---

<sup>131</sup> Jean Pierre Olivier de Sardan, *Anthropologie et Développement -Essai en socio-anthropologie du changement social*, (Op. Cit.)



l'insécurité puisse avoir des conséquences négatives sur le développement socio-économique de Ziguinchor.

## **4.2 Conséquences de l'insécurité sur le développement à Ziguinchor**

La question du développement socio-économique se trouve aujourd'hui au cœur des débats internationaux à cause des crises sociétales (crise économique, crise politique, crise sécuritaire, crise identitaire, etc.) que nous pouvons noter un peu partout à travers le monde. Elle soulève le problème de la stabilité sociopolitique et de l'intégration socio-économique des communautés victimes de violence ou d'insécurité. Dans plusieurs travaux, comme nous l'avons vu dans la première partie de ce document, les auteurs se sont intéressés aux pillages de biens et services qui peuvent être à l'encontre du développement. Par la même occasion, cette situation favorise des trafics illicites avec l'exemple de la drogue.

Ainsi dans cette section, nous nous intéressons spécifiquement aux conséquences des violences étudiées supra sur le développement socio-économique de la commune de Ziguinchor. Elle est structurée en deux points. Dans le premier, nous abordons les conséquences des violences sur les initiatives de développement. Quant au second, nous abordons ces conséquences à travers la mobilité et les activités socio-économiques de la population.

### **4.2.1 Lien entre insécurité et développement à Ziguinchor : une question à controverse**

Le développement, vu sous l'angle de l'amélioration des conditions de vie et d'existence des populations, anime une grande partie des discussions à Ziguinchor. Lors de nos enquêtes de terrain, plus précisément pendant des séances d'observation dans les quartiers de Kandé, Tilène et Kandialang, nous avons constaté que l'une des questions qui étaient le plus abordées surtout par les jeunes pendant leurs rencontres et échanges est la situation économique dans laquelle ils se trouvent. Pour eux, il y aurait un lien direct entre l'insécurité et la situation de sous-développement de la ville. Ceci pour dire que moins une région ou une ville telle que Ziguinchor est sécurisée, moins les habitants de celle-ci ont des chances de voir leur situation socio-économique s'améliorer. À travers l'enquête quantitative auprès de ces jeunes et dans les familles à Ziguinchor, nous avons pu mesurer les représentations des habitants par rapport aux types de liens qui pourraient exister entre insécurité et développement. Ces représentations sont retraduites dans le tableau suivant.

**Tableau 7** : évaluation des représentations sur le lien entre violence et développement à Ziguinchor

Évaluation du poids des violences sur le développement	Effectifs	Pourcentages
Pas du tout un problème	2	2%
Un problème moyen grave	12	12,1%
Un problème	21	21,2%
Un problème grave	33	33,3%
Un problème très grave	31	31,3%
TOTAL	99	100%

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

À travers ce tableau conçu avec les données de notre enquête, nous constatons qu'une bonne partie de la population enquêtée soutient que la violence, analysée sous l'angle de l'insécurité, constitue un problème pour le développement. En effet, l'analyse dudit tableau montre que 33,3% des personnes interviewées estiment que celle-ci est un problème grave alors 31,3% disent qu'elle représente un problème très grave.

Ainsi, qu'il s'agisse des vols, des braquages, des agressions ou encore des cambriolages, ce sont là des pratiques qui se répercuteraient négativement sur la situation socio-économique de Ziguinchor. Pour les populations, ces pratiques tendent à décrédibiliser la ville. Les initiatives, qu'elles soient individuelles ou collectives, semblent être confrontées à l'insécurité liée au vol ou cambriolage. Sur ce point, pendant la phase de collecte des données, nous avons pu rencontrer une victime de cambriolage dans la nuit du 7 au 8 août 2015 au quartier de Kandé qui a confirmé cette représentation. Dans la même lancée, selon F. C. présidente régionale des badiènes gox de Ziguinchor : *« pour le développement de Ziguinchor avec ces cas de violence-là, parce qu'un père de famille ou une mère de famille qui travaille jusqu'à avoir quelque chose et on vient le cambrioler, mais il doit recommencer à zéro. Il a perdu ses recettes, il n'a plus de moyens de travail. Cette personne est totalement détruite. Mais recommencer à zéro, avec quels matériels ? »*

En suivant donc cette logique de représentation des populations, l'insécurité est considérée comme une préoccupation communautaire comme on peut le lire à travers l'analyse de l'extrait ci-dessus. Ce dernier montre qu'il paraît difficile de se remettre d'un acte de violence. Cela semble d'autant plus compliquer quand on sait que la question posée par M. C. n'est pas évidente à répondre, et cela implique l'engagement de la famille de la victime afin de pouvoir reprendre des activités économiques, donc trouver des fonds de travail.

Sur un autre registre, plus de la moitié des personnes que nous avons interrogées avancement dans leur propos l'idée selon laquelle, le tourisme n'est pas épargné par l'insécurité. Elles pensent la causalité entre insécurité et développement dans un point de vue plus macro en mettant en avant la détérioration de l'attractivité touristique de la ville et plus globalement de la région. Ce lien paraît compréhensible quand on s'intéresse aux potentialités touristiques de Ziguinchor. M. H. (sage-femme d'État retraitée, mariée, âgée de 63 ans) nous dit à ce sujet que : « [...] avant, il y avait beaucoup de touristes dans la région. Les gens venaient au Cap, et vous savez que le tourisme est un facteur qui développe la région, qui développe le pays. Mais avec l'insécurité, personne ne va venir. Vous voyez maintenant qu'il y a une raréfaction des touristes. Pourtant ça créer des revenus, car les femmes parvenaient à écouler facilement les produits de maraîchages et tout ça là au niveau des hôtels. Mais s'il n'y a personne au niveau des hôtels, les femmes auront des problèmes pour écouler leurs produits. Donc elles vont avoir des problèmes, même pour développer des activités génératrices de revenus. Elles pouvaient trouver des revenus dans les hôtels, mais si cela ne marche pas, il va y avoir une diminution des employés au niveau des hôtels ce qui va encore augmenter la pauvreté. »

À travers cet extrait, on décrit une sorte de paralysie des activités économiques qui contribuent au développement de Ziguinchor, une logique de pensée qui correspond au point de vue d'une bonne partie des personnes enquêtées lorsqu'elles affirment que « sans sécurité, il n'y a pas de développement ». Cependant, même si cette opinion est partagée, généralement par les jeunes et quelques chefs de famille, elle ne fait pas l'unanimité pour autant. La causalité directe entre insécurité et développement dans la commune de Ziguinchor n'est pas tout à fait partagée par les populations. C'est dans cette perspective que A. S. (marié, âgé de 56 ans, résident le quartier de Boucotte souligne : « la situation de Ziguinchor est certes difficile il faut le reconnaître. Mais cela est dû à mon avis surtout aux comportements des jeunes et plus généralement des habitants. Je pense que les gens ont assez parlé du conflit ou d'insécurité et l'heure est au travail maintenant. Si vous regardez dans la ville, il n'y a aucun

*jeune qui travaille pratiquement. Ils passent tout leur temps dans des jotay à discuter sur des questions qui n'ont pas d'importance ou à fumer du yamba. Dans cette situation, on ne peut pas penser au développement. Il faut que les gens arrêtent de se réfugier derrière cette insécurité. Comment peut-on se développer alors qu'on refuse de travailler ? Les conditions de vie des populations ne changeront pas tant que les gens ne se mettent pas au travail, car, même si la ville est sécurisée et que la paix revient dans la région, si l'on ne travaille pas, on ne pourra pas se développer. »*

L'analyse de ces différents facteurs soulignés par les populations permet de constater un paradoxe. En effet, nous constatons, à partir de ces précédents points de vue, que la causalité entre l'insécurité à Ziguinchor et le développement de la ville n'est pas aussi directe que le pensent d'aucuns. Cela trouve son explication dans l'histoire mise en avant par les uns et les autres. Dans la décennie 1990 et le début des années 2000, les tensions entre les combattants du MFDC et les forces de l'ordre sénégalaises étaient telles que la ville semblait se trouver dans une sorte de chaos total. Sur ce point, le rapport de l'Agence pour la Promotion de l'Arrondissement de Nissya montrait les impacts de ces violences sur les activités touristiques, mais aussi sur l'agriculture et l'élevage<sup>132</sup>. De fait, avec les braquages répétés au courant de l'année 1997<sup>133</sup> par exemple, faisaient que certains touristes étaient dépossédés de leurs biens et les populations autochtones avaient du mal à acheminer leurs produits dans les autres régions ou ville du pays pour faire avancer leurs activités économiques. Or, on sait que Ziguinchor et plus généralement la Casamance est une localité où le commerce joue un rôle essentiel dans les activités socio-économiques<sup>134</sup>. Il demeure une activité rentable du point de vue des populations. Cependant, avec la manifestation de cette crise qualifiée de sociétale à savoir la crise politico-économique, ce commerce était handicapé à cause des cambriolages ou braquages routiers et des saisies de biens par des hommes armés, la destruction d'écoles, les pertes en vies humaines, etc. pendant les années 1990. Ceci n'a pas été sans conséquence sur la situation socio-économique et le développement de villes telles que Ziguinchor selon les chefs de famille interrogés, justifiant ainsi le lien causal entre insécurité et développement qu'ils mettent en avant.

Cependant, ce rapport est remis en cause principalement par les autorités et délégués de quartiers interrogés. Pour ces derniers, cette logique de victimisation ne devrait pas être mise

---

<sup>132</sup> APRAN, "La Casamance souffre encore. 30 ans c'est trop", (*Op. Cit.*), p.22.

<sup>133</sup> Jérôme Lombard, « Continuités ou ruptures territoriales au Sénégal : au risque du transport ? », (*Op. Cit.*)

<sup>134</sup> Nfally Coly, (*Op. Cit.*)

en avant dans la mesure où, depuis la fin des années 2010 qui correspond à la dernière attaque des hommes du MFDC dans la ville de Ziguinchor<sup>135</sup>, on parle rarement du conflit. Selon eux, on ne peut pas nier l'existence de causalité (qu'elle soit directe ou indirecte) entre le conflit et l'insécurité tels que la délinquance et le banditisme dans la ville. Mais cela n'est pas une raison pour en déduire des conséquences sur le développement. Cette position semble plus intelligible quand on la confronte à la situation des entreprises à Ziguinchor qui ont dû fermer ou cesser leurs activités entre la période de 2012 et 2015.

En effet, à partir de l'analyse documentaire faite au niveau de l'Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité Sociale de Ziguinchor, nous avons pu exploiter les demandes de fermeture d'entreprises adressées à l'inspecteur. Ce travail a permis de noter que les entreprises qui ont cessé leurs activités entre 2012 et 2015 l'ont fait non pas directement en rapport avec l'insécurité, mais plutôt pour des raisons financières comme on peut le lire dans la lettre suivante de M. A. B pour la fermeture de son entreprise en 2013, implantée à Kandé-Banéto : « *nous venons déclarer la cessation d'activités du GIE HTC. Depuis janvier 2013, nous avons du mal à trouver des commandes, à avoir des marchés, et les charges sont trop lourdes pour nous vu notre activité dont il faut toujours acheter la matière à Dakar. Nous vous informons notre cessation d'activités en attendant des jours meilleurs.* »

Dans cette même perspective, L. N. M. souligne lui aussi dans sa lettre adressée à l'inspection du travail : « *Monsieur, n'ayant pas un marché me permettant d'avoir de l'argent pour payer mes employés, je viens auprès de votre haute bienveillance vous solliciter une fermeture de mon établissement jusqu'à nouvel ordre. Dans l'attente d'une suite favorable à ma demande, veuillez, agréer Monsieur l'Inspecteur l'expression de mes sentiments les meilleurs.* » Nous pouvons multiplier les exemples à ce niveau avec le cas du GIE SOGECCO à Biagui (fermé en 2014) ou encore de l'entreprise individuelle « MOUNA » à Santhiaba (en 2015), entre autres, qui connaissent la même situation.<sup>136</sup>

En se référant à ce qui précède, il apparaît que la question du rapport entre insécurité et développement, vu dans une perspective macro-économique, fait l'objet de controverses. Les habitants ne partagent pas les mêmes opinions. Ces dernières variaient selon les statuts des

---

<sup>135</sup> En effet, en décembre 2010, il y a eu un affrontement entre les combattants du MFDC et les forces de l'ordre de l'armée au sud-ouest de la ville de Ziguinchor. Ces affrontements, suite à une supposée attaque des premiers, ont été ressentis jusqu'au niveau de l'Université de Ziguinchor d'alors. Les cours ont automatiquement été interrompus pour la sécurité des étudiants et du personnel dans son ensemble.

<sup>136</sup> Inspection Régionale du Travail et de la Sécurité sociale de Ziguinchor, archives sur la fermeture d'entreprises à Ziguinchor.

personnes enquêtées. Dans cette perspective, il semble difficile d'avancer une conclusion quant à la causalité entre ces deux phénomènes. C'est pour cette raison que nous allons tenter d'aborder ce rapport dans une logique plutôt micro-économique, à travers les activités individuelles et la mobilité des populations afin de comprendre les conséquences de l'insécurité et de la violence à Ziguinchor sur le développement ou l'amélioration des conditions de vie des habitants.

#### **4.2.2 Répercussion des violences sur la mobilité et les activités socio-économiques des populations**

S'agissant du débat autour du lien entre insécurité ou violence et développement, les habitants se positionnent au centre des discussions. Ils sont généralement les destinataires de toute action de développement, mais aussi, parmi les premières victimes de toute pratique qui l'entrave telle que la violence. Les victimes de violence font généralement l'objet d'une attention particulière de la part des organes et organismes publics comme privés. Pour ce qui est de la ville de Ziguinchor, la situation d'insécurité et de crise politico-économique a souvent fait que cette partie du Sénégal soit considérée comme une « zone sensible » et stratégique d'un point de vue politique, ainsi que pour les organisations non gouvernementales en particulier.

Cet état de fait aurait globalement conduit à penser davantage des voies de sortie de crise sans pour autant se soucier véritablement de ce que les populations sont en train de vivre par rapport aux prédicateurs ou indicateurs des nouvelles formes d'insécurité et de violence qui sévissent dans les grandes villes comme Ziguinchor : viols, vols, agressions, cambriolages, etc. Ces pratiques semblent passer quasi inaperçues et les acteurs sensés ou supposés impliqués pour apporter des solutions (les autorités politiques et étatiques principalement) se focaliseraient surtout sur le conflit. Mieux, ces pratiques paraissent être banalisées au sein de la ville. Ce qui fait dire à M. C. (délégué de quartier de Boucotte Est, marié, ancien fonctionnaire de l'État à la retraite) que *la violence a tellement été banalisée que les gens pensent que c'est normal*. Cette banalisation de ce phénomène lié à l'insécurité dans certains quartiers surtout populaires avait été soulignée par Bauer et Rauf er dans leur analyse.<sup>137</sup>

Au vu des résultats de notre enquête, tout semble montrer que ces populations sont de plus en plus soucieuses par rapport à ces pratiques qui ont fini de constituer une réelle préoccupation. Sa prise en charge paraît constituer une priorité pour les habitants.

---

<sup>137</sup> Alain Bauer et Xavier Rauf er, (2000), *Violences et insécurité urbaines*, (Op. Cit.)

Selon L. S. (agent de sécurité privée, marié, âgé de 53 ans) : « [...] les gens ont peur parce qu'au temps bon les gens vendaient jusqu'à des heures tardives. Maintenant, les gens ont peur. Vingt-heures, vingt une heure et demie tout le monde rentre. C'est pour protéger ce que tu as gagné de tes ventes là. Au temps au marché, les gens vendaient jusqu'à vingt-deux heures, vingt-trois heures. Mais maintenant, vingt heures, on ferme le marché. Tout ça, c'est pour éviter les agressions, oui. L'économie régresse [...] à cause de ces éléments-là, l'insécurité. »

L'analyse de ce discours permet de voir que les habitants semblent être dans une situation de peur par rapport à la sécurité de leurs activités économiques. Ils sont préoccupés par l'insécurité. Ceci pourrait trouver une explication dans les expériences vécues par rapport à ce phénomène. Le tableau suivant permet de comprendre les variations de ces expériences chez les habitants de la commune de Ziguinchor.

**Tableau 8** : situation d'insécurité vécue au moins par un membre de la famille à Ziguinchor

Expérience face à l'insécurité	Effectifs	Pourcentages (%)
Pas de réponse	1	1%
Oui	52	53%
Non	46	46%
Total	99	100%

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

Dans ce tableau, nous constatons que les expériences des habitants face à l'insécurité sont différentes. En effet, on note que parmi les quatre-vingt-dix-neuf personnes interrogées, cinquante-deux (soit 53%, sur l'effectif total) ont été victimes, directement ou indirectement, de l'insécurité ou d'un acte de violence entre 2010 et 2015<sup>138</sup> : c'est soit la personne enquêtée, soit c'est un membre de sa famille ou de son entourage. Le plus souvent, il s'agit de cas de vols, comme le souligne ce répondant (célibataire, âgé entre 24 et 29 ans, résidant le quartier de Boucotte) *on a volé à ma sœur des bijoux qu'elle vend et une somme de 500000 FCFA il y a six mois*, ou de cambriolages. De plus, les auteurs de ces pratiques utilisent des outils tels

<sup>138</sup> Les questions posées à ce propos étaient inscrites dans un intervalle de cinq ans et concernaient aussi bien les enquêtés que les membres de leurs familles.

que des marteaux, des tourne-vices, des coupons d'aciers et tout autre objet qui leur permettent de percer secrètement un mur, par exemple, pour cambrioler une boutique comme le cas qui s'est produit dans la nuit du 30 novembre au 1er décembre 2015 à Diabir<sup>139</sup>.

L'analyse des facteurs ci-dessus permet de noter que l'insécurité installe les habitants dans une sorte de méfiance. Ceci fait qu'il y a une peur qui ne manque pas d'avoir des effets sur les comportements ou réactions de ces derniers. Cette peur liée à la violence est moins manifeste la journée comparé au soir qui correspond à la période au cours de laquelle, les actes de délinquance et de banditismes seraient plus fréquents. En plus, elle est observable à travers l'exemple des conducteurs de moto Jakarta dont les cinq que nous avons interrogés (généralement des jeunes célibataires, âgés de quinze à trente ans) estiment que beaucoup de leurs pairs sont dépossédés de leur outil de travail (leur moto) qui constitue le seul moyen de production financière pour la satisfaction de leur besoin. Ce qui explique, selon eux, les refus qu'ils manifestent de prendre des clients qui veulent se rendre dans les quartiers dits de hauts risques ou obscurs et périphériques, où ils sont généralement agressés, donc un temps de travail en moins. À ce niveau, on peut souligner le cas d'agression d'un conducteur de moto le 11 novembre 2015 sur l'axe Sapeur-pompier/Université Assane SECK ; un axe où c'est l'obscurité totale.

Du point de vue des populations interrogées, cette insécurité agit sur la production et l'avancement des activités surtout individuelles, donc la capacité de production. À ce propos, L. F. (ancien étudiant, responsable de l'entreprise individuelle Faty et frères, âgé entre 30 et 34 ans) avance : « [...] *présentement, depuis la fin de l'année dernière<sup>140</sup>, on est confronté à une situation de vol répétitive qui vraiment retarde les choses. Qui retarde vraiment le déroulement des activités. Ce qui fait que bon présentement bon parce que quand vous travaillez et que vous mettez de l'argent de côté, normalement vous devez utiliser cet argent pour aller acheter d'autre produit et faire avancer vos activités et accroître vos bénéfices. Mais avec ces vols, non seulement on ne parvient pas à avoir ces produits, on ne parvient pas aussi à garder de l'argent. Ce qui fait que la boutique devient de plus en plus vide. [...] non seulement c'est beaucoup de charges, mais ça retarde beaucoup de choses. Finalement il a fallu contracter une dette pour reprendre les activités, mais avec les bénéfices, s'il n'y avait pas les vols, on allait utiliser les bénéfices certainement dans d'autres activités. C'est au mois*

---

<sup>139</sup> Cf. Annexe 5 sur les photos qui montrent le passage forcé pour cambrioler une boutique dans la nuit du 30 novembre au 01 décembre 2015 à Diabir.

<sup>140</sup> Il faut préciser qu'à ce niveau, l'interlocuteur fait référence à la période d'arrêt des cours pour la première partie de l'année universitaire 2014-2015, donc en fin juillet.



*d'août que nous avons commencé à connaître ces vols et cela a secoué la confiance entre moi et mes amis parce que je pensais qu'ils étaient responsables de cela. [...]. Au total, ces vols m'ont valu un montant de un million deux cent soixante-quinze milles (1 275 000 FCFA). »*

Ces propos montrent les effets que peuvent entraîner l'insécurité et la violence dans la commune de Ziguinchor. Leur analyse permet de voir que ce sont des pratiques qui semblent limiter ou réduire les activités et la production des victimes. Ces dernières sont alors confrontées à des charges financières dans un contexte où le niveau de revenu des habitants paraît faible. Le tableau ci-dessous permet d'apprécier la variation des revenus des personnes interrogées.

**Tableau 9** : variation des revenus des habitants

Revenu (en FCFA)	Effectifs	Pourcentages (%)
Pas de réponse	20	20,20%
Moins de 30 000	26	26,26%
31 000 à 50 000	12	12,12%
51 000 à 70 000	10	10,10%
71 000 à 90 000	10	10,10%
91 000 à 100 000	9	9,09%
101 000 et plus	12	12,12%
Total	99	100%

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.

L'analyse de ce tableau permet de constater que les revenus des populations interrogées varient considérablement. Le premier constat qui se dégage permet de voir un taux élevé d'abstention, avec un peu plus de 20% des personnes interrogées. Ceci traduit, dans une certaine mesure, la sensibilité de la question financière du point de vue des acteurs concernés. Par ailleurs, il apparaît à travers ce tableau que sur quatre-vingt-dix-neuf personnes interrogées, trente-huit (38,38%<sup>141</sup>) ont un revenu inférieur à cinquante milles. Seulement douze d'entre eux (12,12%) ont un revenu supérieur à cent milles. Du point de vue des enquêtés, ceci, conjugué à l'insécurité qui inhibe les activités économiques individuelles,

<sup>141</sup> Il s'agit du cumul entre les personnes qui ont moins de trente mille et celle dont le revenu varie entre trente et un mille et cinquante mille (26,26% et 12,12%).

correspond à une réduction du pouvoir d'achat qui va se sentir au niveau du « chiffre familial. » Ce dernier régresse et renforce les difficultés socio-économiques soulignées et qui paraissent accentuer la pauvreté dans la mesure où les ressources financières ne permettent pas de subvenir aux besoins de tous les membres de la famille. Ceci pour dire que la situation d'insécurité et la faiblesse des revenus des habitants constituent des éléments de mesures des conditions de vie des habitants à Ziguinchor.

De fait, on peut dire que les conséquences de l'insécurité sur les conditions de vie des habitants à Ziguinchor semblent être non négligeables. Elles ont des effets, directs ou indirects, sur le développement de cette localité analysé dans une perspective micro. La particularité de cette situation réside dans le fait que les habitants ne disposent pas de sources de revenu assez variées comme on vient de le voir. Plus de la moitié des personnes interrogées évoluent dans le commerce (de proximité en particulier) et ne disposent pas d'autres sources de revenu pour la prise en charge de leurs besoins et ceux des membres de leurs familles.

Ces analyses montrent également la diversité des types de rapports qui peuvent exister entre insécurité ou violence et développement. Ces rapports prennent diverses formes qui varient selon les contextes, mais aussi les représentations des acteurs. Dans tous les cas, un fait demeure inchangé : les zones marquées par l'insécurité ou à forts risques d'insécurité comme le cas de Ziguinchor sont généralement des milieux où le développement fait l'objet de débats. Si d'un point de vue macro la causalité entre insécurité et développement paraît peu visible, elle l'est plus quand on s'inscrit dans une logique d'analyse micro. Les sentiments et représentations des populations dans ces cas de figure sont renforcés par les contextes politiques et économiques qui prévalent.

Ainsi, en partant des différentes remarques évoquées jusque-là, on est en mesure de discuter notre hypothèse principale qui stipulait en substance que l'insécurité se rapportant aux crises sociétales (politique et économique) a des conséquences négatives sur le développement de la commune de Ziguinchor. Grâce aux différentes informations fournies, nous pouvons dire que cette hypothèse est globalement confirmée. Dans cette lancée, la situation d'insécurité et la forte tendance d'évolution du sentiment d'insécurité des populations constituent de bons indicateurs de mesure pour étudier les perspectives d'un développement local.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Depuis plus d'un demi-siècle, notamment après leurs indépendances majoritairement dans les années 1960, les sociétés africaines connaissent des séries successives de crises qui, au cours des années, ont pris différentes formes : économique, politique, culturelle, sociale, etc. Elles ont fait l'objet de plusieurs analyses scientifiques qui ont permis de contribuer, en grande partie, à leur compréhension. Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, les études ayant abordé cette question des crises sociétales aboutissent souvent au résultat qu'il s'agit de configurations historiques, sociopolitiques et économiques qui varient d'un contexte à un autre, d'un territoire à un autre, et pouvant revêtir plusieurs formes. Pour le même phénomène, les causes peuvent varier selon les situations. Tantôt, elles sont politico-économiques comme le cas de Ziguinchor ; tantôt, elles sont identitaires avec la discrimination ou marginalisation de certains groupes sociaux ou une catégorie de la population. De plus, les conséquences qui en découlent peuvent être multiples et variées : insécurité, destruction d'infrastructures, pertes en vies humaines, etc. En s'inscrivant dans cette logique, notre analyse des rapports entre crises sociétales, violence et développement socio-économique dans le contexte casamançais s'est révélée fructueuse et pertinente.

À travers une approche sociologique fondée sur une démarche critique, nous avons tenté de saisir les liens entre crises sociétales, insécurité et développement en Casamance, dans la commune de Ziguinchor. Dans cette logique, l'analyse de la problématique de l'insécurité et du développement dans un double contexte de crises sociopolitique et économique à Ziguinchor a permis d'étudier les rapports entre celles-ci et les conditions de vie socio-économiques des habitants. L'étude a permis de montrer d'une part, les formes de manifestation de la crise politique : faible participation aux activités politiques, au vote, insatisfaction face aux actions des acteurs politiques, l'écart entre les attentes des populations et les initiatives des acteurs politiques. D'autre part, elle a permis d'analyser la crise économique (manque d'emploi, faiblesse des revenus et des sources de revenu, entre autres). En partant de ce travail, nous avons mesuré les effets de ces crises dites sociétales sur la sécurité et la violence dans la ville et les conséquences de ces dernières sur le développement socio-économique de Ziguinchor.

Ainsi, il est apparu que la crise politique qui date de plus de trois décennies a eu des conséquences directes sur le vécu quotidien des habitants. Le conflit armé entre les

combattants du MFDC et l'armée sénégalaise a entraîné des violences intenses en milieu rural. Il s'en est suivi logiquement d'un déplacement massif de personnes en milieu urbain, notamment dans la ville de Ziguinchor en partie.

Ayant abandonné leur espace de production, les nouveaux arrivés en ville sont confrontés à l'intégration socio-économique. Or, la problématique de l'accès à l'emploi des jeunes qui est une préoccupation au niveau national n'a pas facilité la résolution d'une telle équation. Nous avons assisté alors à une exacerbation des conditions de vie difficiles, manifestation de la crise économique qui frappe la région depuis les années 1980. Il est apparu donc que les crises politique et économique à Ziguinchor, bien qu'elles soient plus manifestes dans les quartiers périphériques, se traduisent généralement par un manque d'implication des habitants dans la vie politique de leur localité avec une faible satisfaction face aux actions politiques. Ceci s'est accompagné d'un désœuvrement croissant, de l'absence d'éclairage public, la dégradation de la voirie et un écart considérable entre ce que les populations considèrent comme prioritaire à savoir l'amélioration de leur condition de vie, et les initiatives des hommes politiques dans la ville.

Cette situation a abouti à une tendance à la hausse ou au renforcement de l'insécurité et de la violence telle que le vol, le viol, le trafic de stupéfiants, les cambriolages causés d'une part, par des autochtones et, d'autre part, par des étrangers. En effet, l'enquête a révélé qu'en plus des jeunes de Ziguinchor, il y a des profitards qui sont responsables de l'insécurité dans la ville, c'est-à-dire des gens qui ont profité de la fragilisation des frontières ziguinchoroises en raison du conflit pour entrer dans la commune et y développer des activités illicites allant du trafic de drogue au vol, cambriolage, braquage, viol, entre autres. Ces facteurs ont contribué à l'émergence d'un sentiment d'insécurité grandissant qui se traduit par la peur, la jalousie et la méfiance chez les habitants. Ceci pour dire que la crise politico-économique à Ziguinchor est un élément qui permet de comprendre l'insécurité qui sévit dans la ville depuis quelques années.

C'est pourquoi et dans le but de faire face à cette insécurité qui ne cesse d'évoluer que les populations ont développé plusieurs formes de réponse que nous avons qualifiées de stratégies. Il s'agit de l'activité informelle qui est apparue comme un recours permettant de satisfaire d'abord les besoins quotidiens de la vie, et de réduire la pauvreté par la même occasion. À côté de l'occupation dans le secteur informel, les populations ont mis en place des comités de veille dans chaque quartier, soit plus d'une vingtaine de comités dans la ville. Ces

derniers sont des organisations communautaires constituées de jeunes du quartier pour assurer la sécurité des personnes et des biens. Pour ce faire, ils collaborent indirectement avec les structures étatiques de sécurité par l'intermédiaire des délégués de quartier, des badiène gox et des acteurs dans les hôpitaux.

Par ailleurs, nous avons montré dans cette étude que la violence et l'insécurité renforcées par la crise politico-économique ont des conséquences négatives sur le développement socio-économique de la ville de Ziguinchor. Dans un premier temps, la crise augmente les risques d'insécurité avec une violence dite économique ou de subsistance. Dans un second temps, ces violences réduisent la crédibilité de la ville. À ce niveau, nous avons vu les controverses qui existent quand on interroge les représentations des populations sur les conséquences de la violence et de l'insécurité sur l'amélioration de leur condition de vie, et donc du développement. Cependant, les personnes enquêtées se sont plus accordées sur les conséquences négatives de ces phénomènes au plan micro du développement que le niveau macro

En partant de ces différents résultats, nous pouvons affirmer sans prétendre à une vérité universelle que la crise politico-économique et le conflit en Casamance ont contribué à la prolifération des violences dans la commune de Ziguinchor. Ces dernières ont, à leur tour, des effets négatifs sur le développement socio-économique de ladite localité par une réduction de la mobilité des personnes exerçant particulièrement dans le commerce et l'agriculture, et des investissements et initiatives individuels comme associatifs. D'où l'atteinte de nos objectifs et la confirmation de nos hypothèses de recherche. Pour ce faire, les modèles utilisés à savoir l'analyse stratégique et l'interactionnisme symbolique se sont révélés pertinents. Ils ont permis de saisir et d'analyser les logiques et stratégies des acteurs ainsi que les différentes interactions entre ces derniers.

Les analyses fournies dans cette étude montrent par ailleurs que la problématique des crises sociétales et de l'insécurité est un enjeu majeur dans des villes comme Ziguinchor et plus particulièrement dans les régions situées dans des zones proches de frontières étrangères. Il s'agit d'une problématique qui dépasse largement les contextes locaux et nationaux. Elle recouvre donc une dimension transnationale, qui voit l'intervention et l'implication d'acteurs et d'organismes internationaux. C'est pourquoi, dans des recherches futures, nous envisageons aborder la question de l'insécurité transfrontalière dans une perspective comparative et dans des contextes différents.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

1. ADEPOJU, A., (éd.), (1999), *La famille africaine*, Paris, Karthala.
2. BANGOURA, M. T., (2005), *Violence politique et conflits en Afrique: le cas du Tchad*, Paris, L'Harmattan.
3. BARRY, M. A., (1997), *La Prévention des Conflits en Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala.
4. BAUER, A. et RAUFER, X., (2000), *Violences et insécurité urbaines*, Paris, PUF, 5<sup>e</sup> édition.
5. BAYARD, J. F., ELIS, S. et HIBOU, B., (1997), *La criminalité de l'État en Afrique*, Édition Complexe.
6. BERGERET, J., (1984), *La violence fondamentale*, Paris, Dunod.
7. BERGERON, H., (2009), *Sociologie de la drogue*, Paris, Éditions La Découverte.
8. BOURDIEU, P., (1997), *Méditations Pascaliennes*, Paris, Le Seuil.
9. CHESNAIS J.-C., (1981) « Histoire de la violence en Occident de 1800 à nos jours », Collection Pluriel Robert, Lafont *Les hommes et l'Histoire*.
10. CROZIER, M. et FRIEDBERG, E., (1977), *L'acteur et le système, les contraintes de l'action collective*, Paris, Le Seuil.
11. CUSSON, M., GUAY, S., PROULX, J., et CORTONI, F., (dir.) (2013), *Traité des violences criminelles. Les questions posées par la violence, les réponses de la science*. Québec, Éditions Hurtubise.
12. DE MONTESQUIEU, C. DE S., (1749), *De l'esprit des Lois*, Deuxième Tome, Amsterdam, Chatelain
13. DE SARDAN, J-P. O., (1995), *Anthropologie et Développement. -Essai en socio-anthropologie du changement social*, Paris, Karthala.
14. DIOP, M. C., (dir.) (1994), *Le Sénégal et ses voisins. Sociétés-espaces-temps*, Paris, Karthala.
15. DONZELOT, J., (2006), *Quand la ville se défait. Quelle politique face à la crise des banlieues*. Paris, Le Seuil.

16. DURKHEIM, E., (2007), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, PUF, 13<sup>e</sup> édition.
17. FÉRON, E., et HASTINGS, M., (dir), (2002) *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, L'Harmattan.
18. FUKUYAMA, F., (février 1992), *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion.
19. GENDROT, S. B., (mars 1995), *Ville et violence : l'irruption de nouveaux acteurs*, Paris, PUF, 2<sup>e</sup> édition.
20. KRUG, E. G. et al. (dir.), (2002), "Rapport mondial sur la violence et la santé." Organisation mondiale de la santé, Genève.
21. HANNOUYER, J., (dir.), (1999), *Guerres Civiles : Economie de la Violence, Dimensions de la Civilité*, Paris, Karthala.
22. HERAULT, G. et ADESANMI, P., (dir.), (mai 1997), *Jeunes, culture de la rue et violence urbaine en Afrique*, IFRA, IBADAN.
23. KAES, R., (1979), *Crise et dépassement*, Paris, Dunod.
24. MANGA, M. L., (2012), *La Casamance dans l'histoire contemporaine du Sénégal*, Paris, L'Harmattan.
25. NDIAYE, E. M., (2010), *l'Economie Sénégalaise : Enjeux et Problématique*, Sénégal, L'Harmattan.
26. NDIAYE, L. (2014), *Culture, Crime et Violence : socio-anthropologie de la déviance au Sénégal*, Paris, L'Harmattan.
27. OUÉDRAOGO, J. B., (1997), *Violences et Communautés en Afrique Noire : La région de Comoé entre règles de concurrences et logiques de destruction (Burkina Faso)*, Paris, L'Harmattan.
28. QUIVY, R. et COUMPENHOUDT, L. V., (1995), *Manuel de recherche en sciences sociales*, Paris, Dunod.
29. ROSTOW, W., (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Paris, Le Seuil.
30. SMITH, A., (1773), *Enquête sur les causes et la nature de la richesse des nations*, Livre I, édition électronique, les Classiques des Sciences Sociales, [http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith\\_adam/richeesse\\_des\\_nations/livre\\_1/richeesse\\_des\\_nations\\_1.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Smith_adam/richeesse_des_nations/livre_1/richeesse_des_nations_1.pdf)
31. VERNIÈRES, M., (1991), *Économie des Tiers Mondes*, Paris, Économica.

32. WINDISCH, U. et al. (1999), *Violences jeunes, médias et sciences sociales*, Lausanne, Editions L'Âge d'Homme.

## ARTICLES

1. COMBES, D. et DEVREUX, A-M., « Travail des femmes et rapports sociaux de sexe », In Jeanne Bisilliat, (dir.), (1992), *Relations de genre et développement : femmes et société*, Paris, ORSTOM, p.149-166.
2. CUSSON, M. et BOISVERT, R. « L'homicide conjugal à Montréal, ses raisons, ses conditions et son déroulement » in *Criminologie*, vol. 27, n° 2, 1994, p.165-183.
3. DE SARDAN, J. P. O, « Les huit modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest », In, *Afrique : pouvoir et politique. Working paper*, N°4, 2009.
4. DOURLIN, M. A., « La notion de crise politique et les modalités de son déni dans les mouvements contestataires et révolutionnaires. » in *Les cahiers psychologie politique*, [En ligne], numéro 14, Janvier 2009.
5. GOERENS, C. « Sécurité et développement de l'Afrique : une nouvelle approche de l'UE », in *Cahier de Caillot*, N°99, Avril 2007, Paris, Institut d'études de sécurité, Union européenne.
6. GUÈYE, D. D., « Processus de vulnérabilité, cas du conflit casamançais », document multi-graphié, in press.
7. HIRSCH, R., « Ajustement structurel et politiques alimentaires en Afrique subsaharienne », In, *Politiques alimentaires*, p.17-31.
8. LANDRY, J-M., « la violence symbolique chez Bourdieu », In, *Aspects sociologiques*, volume 13, n°1, 2006, p.85-92.
9. LOMBARD, J., « Continuité ou rupture territoriale au Sénégal : au risque du transport ? » In *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 229 | Janvier-Mars 2005,
10. MOULAYE, Z., « La problématique de la criminalité transnationale et le contrôle démocratique du secteur de la sécurité », [En ligne], Février 2014, URL : <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/mali/10614.pdf>,
11. PETITEVILLE, F., « Intérêt et limites du paradigme culturaliste pour l'étude du développement » in *Revue du Tiers Monde*, 1995, Tome 36, N°144, p.859-875.
12. ROBIN, N., « Le déracinement des populations en Casamance », In *Revue européenne des migrations internationales*. Vol. 22 - n°1 | 2006, p.153-181.



13. SANÉ, T., SY, O. et DIEYE, El H., « changement climatique et vulnérabilité de la ville de Ziguinchor » in “Renforcer la résilience climatique des villes : du diagnostic spatialisé aux mesures d’adaptation”, Colloque international, France, 07 et 08 juillet 2011.

## **RAPPORTS ET MÉMOIRES**

1. COLY, P. N., “La problématique du développement local en zone de conflit armé : cas de la communauté rurale de Niaguis (région de Ziguinchor)”, mémoire de master, UCAD, 2011-2012.
2. “La Casamance souffre encore, 30 ans c’est trop.” Dossier n°5, Rapport de l’Agence pour la Promotion de l’Arrondissement de Nyassia, 2013.
3. Recensement Général de la Population de l’Habitat, de l’Agriculture et de l’Elevage de 2013, rapport final.
4. SÈNE, I., “la problématique de la pertinence de l’action des ONG dans la communauté rurale de Niaguis : cas des ONG ACPP et ENDA-ACAS”, mémoire de master, UASZ, 2012-2013.
5. “Situation économique du Sénégal. Apprendre du passé pour un avenir meilleur.” Décembre 2014, World Bank Group, première édition.
6. “Situation Économique et Sociale de la région de Ziguinchor année 2010.” Rapport final, Juillet 2011.

## **WEBOGRAPHIE**

1. <http://www.les-alizes-hotel.com/>
2. <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=353>
3. <http://remi.revues.org/2723;DOI:10.4000/remi.2723>
4. <http://com.revues.org/267;DOI:10.4000/com.267>
5. <http://www.adiac-congo.com/content/terrorisme-boko-haram-pose-le-probleme-de-la-porosite-des-frontieres-en-afrique-centrale>

# ANNEXES

## **Annexe 1 : Guides d'entretiens pour la collecte de données qualitatives**

### **I. Guide d'entretien avec les autorités judiciaires et de sécurité**

- Identification
- Manifestations de la crise politique à Ziguinchor
- Conséquences du conflit sur la sécurité dans la ville de Ziguinchor
- Fréquence des violences (vols, viols, cambriolages, agressions, etc.) à Ziguinchor
- Causes des violences dans la ville de Ziguinchor
- Conséquences des violences sur le développement socio-économique de Ziguinchor
- Expériences et difficultés dans la gestion de la sécurité à Ziguinchor

### **II. Guide d'entretien avec les chefs de quartiers et de ménages**

- Identification
- Situation économique et conditions de vie des habitants
- Fréquence des violences (vols, viols, cambriolage, agressions, etc.) selon les quartiers à Ziguinchor
- Les conséquences du conflit sur la sécurité dans la ville de Ziguinchor
- Représentation sur les politiques de sécurité et le rôle des agents de sécurité
- Satisfaction des populations vis-à-vis des activités politiques à Ziguinchor
- Conséquences des violences sur le développement socio-économique de Ziguinchor

## **Annexe 2 : Grille d'observation sociologique dans les quartiers de la commune de Ziguinchor**

- Manifestation des violences à Ziguinchor et les cas les plus récurrents (visibles) ;
- Profils des acteurs impliqués dans les violences ;
- Interactions entre les acteurs impliqués dans les violences ;
- Les types d'activités des populations et les formes de collaboration entre les habitants ;
- Bruits, insalubrité, éclairage, etc.

## **Annexe 3 : Questionnaire destiné à la population active de Ziguinchor**

## **I. Identification sociologique**

1. Quel est votre quartier de résidence ?

1. Santhiaba ;  2. Tilène ;  3. Grand-Dakar ;  4. Kandialang ;  5. Boucotte ;  6. Escale ;  7. Néma2 ;  8. Autre ;  9. Kandé

2.Si 'Autre', précisez :

3. Quelle est votre ethnie ?

1. Diola ;  2. Mandingue ;  3. Peulh ;  4. Balante ;  5. Manjacque ;  
 6. Wolof ;  7. Sérère ;  8. Autre

4.Si 'Autre', précisez :

5. Sexe

1. Masculin ;  2. Féminin

6. Situez votre tranche d'âge

1. 15-19 ;  2. 20-24 ;  3. 25-29 ;  4. 30-34 ;  5. 35-39 ;  6. 40 ans et plus

7. Quelle est votre situation matrimoniale ?

1. Célibataire ;  2. Marié(e) ;  3. Divorcé(e) ;  4. Veuf/veuve

8. Êtes-vous d'une famille polygame ?

1. OUI ;  2. NON

9. Êtes-vous allé à l'école ?

1. OUI ;  2. NON

10. Si "OUI", quel est votre niveau de scolarité ?

1. Pas scolarisé ;  2. CI-CP ;  3. CE-C2 ;  4. CM1-CM2 ;  5. Moyen ;  6. Secondaire ;  7. Bac + 2 ;  8. Licence ;  9. Master ;  10. Doctorat ;  11. En formation ;  12. Diplôme d'État

11. Avez-vous fait des études coraniques ou une autre forme de scolarisation différente de celles qui sont citées ci-haut ?

1. Oui ;  2. Non

## **II. Situation économique et la question de la crise politique**

12. Statut d'occupation

1. Propriétaire ;  2. Locataire ;  3. Logé gratuitement ;  4. Maison familiale ;  5. Autre

13. Type de logement

1. Habitat précaire ;  2. Habitat en banco ;  3. Habitat en dur sans étage ;  4. Maison à étage

14. Lieu de résidence avant l'habitat actuel ?

15. Si le lieu d'habitat d'origine est différent de Ziguinchor, quel (s) sont le (s) motif (s) de votre déplacement dans cette ville ?

16. Avez-vous un travail rémunéré ?

1. OUI ;  2. NON

17. Si "OUI", dans quel secteur d'activité évoluez-vous ?

1. Secteur formel ;  2. Secteur informel

18. Précisez l'activité que vous exercez présentement ?

19. Estimez votre position par rapport à votre revenu dans les intervalles suivants:

1. Moins de 30000 ;  2. 31000 à 50000 ;  3. 51000 à 70000 ;  4. 71000 à 90000 ;  5. 91000 à 100000 ;  6. 110000 et plus ;  7. Pas de réponse

20. Y a-t-il un membre de votre famille qui est en activité ?

1. OUI ;  2. NON ;  3. Pas de réponse

21. Y a-t-il d'autres personnes qui sont hors de Ziguinchor et qui vous assistent financièrement ?

1. OUI ;  2. NON ;  3. Pas de réponse

22. Avez-vous une appartenance politique ?

1. OUI ;  2. NON ;  3. Pas de réponse

23. Justifiez votre réponse.

24. Quelle est votre position par rapport à la politique nationale de développement et de sécurité menée par l'État ?

1. Pas du tout satisfait ;  2. Pas satisfait ;  3. Satisfait ;  4. Moyennement satisfait ;  5. Tout à fait satisfait

25. Avez-vous participé aux élections locales de 2014 ?

1. OUI ;  2. NON

26. Pourquoi?

27. Quel est votre sentiment par rapport à la politique de sécurité et de développement que mènent les autorités locales dans la ville de Ziguinchor ?

1. Pas du tout satisfait ;  2. Pas satisfait ;  3. Satisfait ;  4. Moyennement satisfait ;  5. Tout à fait satisfait ;  6. Je ne sais pas

28. Justifiez votre réponse

### III. Questions relatives aux violences

29. Vous ou un membre de votre famille se fait-il accompagner quand il fait nuit pour éviter d'être victime d'un acte de violence ?

1. Oui ;  2. Non ;  3. Je ne sais pas

30. Dans votre quartier, la population a peur de sortir tard le soir à cause des violences.

1. Pas du tout d'accord ;  2. Pas d'accord ;  3. D'accord ;  4. Plutôt d'accord ;  
 5. Tout à fait d'accord ;  6. Je ne sais pas

31. Pendant les 5 dernières années avez-vous été victimes de délinquance ou de banditisme (viol, vol, agression, cambriolage, etc.) ici à Ziguinchor ?

1. OUI ;  2. NON

32. Précisez l'acte.

33. Comment l'avez-vous vécu individuellement et en famille ?

34. Pendant les 5 dernières années, un membre de votre famille ou de votre entourage a-t-il été victime de délinquance ou de banditisme?

1. OUI ;  2. NON ;  3. Je ne sais pas

35. Précisez l'acte

36. Que pensez-vous de cette affirmation: le conflit rebelle a contribué à augmenter l'intensité des cas de vol, de viol et de cambriolage dans la ville de Ziguinchor ?

1. Pas du tout d'accord ;  2. Pas d'accord ;  3. D'accord ;  4. Plutôt d'accord ;  
 5. Tout à fait d'accord ;  6. Pas de réponse

37. La délinquance et le banditisme dans la commune de Ziguinchor sont liés à un manque de sécurité dans les quartiers comme le vôtre. Qu'en pensez-vous ?

1. Pas du tout d'accord ;  2. Pas d'accord ;  3. D'accord ;  4. Plutôt d'accord ;  
 5. Tout à fait d'accord

38. Les conditions économiques des populations poussent les jeunes dans la délinquance et le banditisme. Quelle est votre position par rapport à cette affirmation ?

1. Pas du tout d'accord ;  2. Pas d'accord ;  3. D'accord ;  4. Plutôt d'accord ;  
 5. Tout à fait d'accord

39. Pendant les 5 dernières années, avez-vous commis ou essayé de commettre un acte susceptible d'être qualifié de violent ?

1. OUI ;  2. NON

40. Si "OUI", qu'est-ce qui avait entraîné votre acte?

41. Pendant les 5 dernières années, quelqu'un de votre entourage ou de votre famille a-t-il été auteur d'actes violents?

1. OUI ;  2. NON ;  3. Je ne sais pas

42. Si "OUI", qu'est-ce qui l'aurait poussé à agir de cette façon selon vous ?

43. Combien de cas de violences avez-vous entendu parler au courant des trente derniers jours ?

1. 0 fois ;  2. 1 à 2 fois ;  3. 3 à 4 fois ;  4. 5 à 6 fois ;  5. Plus de 6 fois

44. Comment évalueriez-vous les cas de violence tels que le vol, le viol et le cambriolage sur le développement d'une région comme Ziguinchor ?

1. Pas du tout un problème ;  2. Un problème moyen grave ;  3. Un problème ;  
 4. Un problème grave ;  5. Un problème très grave

45. Justifiez votre réponse

46. Que pouvez-vous nous dire d'autre sur les violences et leurs conséquences sur le développement dans la commune de Ziguinchor ?

#### Annexe 4 : Tableau récapitulatif du profil des personnes enquêtées par le questionnaire

Modalité de réponse	Variables	
<b>La variable sexe</b>		
	Effectifs	Pourcentages (%)
Masculin	74	74,7%
Féminin	25	25,3%
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>
<b>La variable âge</b>		
[15-19]	14	14,1%
[20-24]	24	24,2%
[25-29]	18	18,2%
[30-34]	14	14,1%
[35-39]	6	6,1%
[40 ans et plus]	23	23,2%
Total	99	100%
<b>La variable situation matrimoniale</b>		
Célibataire	66	66,7%
Marié	29	29,3%
Divorcé	3	3%
Veuf/Veuve	1	1%
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>
<b>La variable niveau de scolarisation</b>		
Pas de réponse	2	2%
Pas scolarisé	1	1%
CI-CP	0	0%
CE1-CE2	1	1%
CM1-CM2	13	13,1%
Moyen	12	12,1%
Secondaire	48	48,5%
Bac+2	12	12,1%
Licence	6	6,1%
Master	3	3%
Doctorat	1	1%
En formation	0	0%
Diplôme d'État	0	0%
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>
<b>La variable statut d'occupation (de la maison d'habitat)</b>		
Pas de réponse	3	3%
Propriétaire	14	14,1%
Locataire	26	26,3%
Logé gratuitement	7	7,1%
Maison familiale	47	47,5%
Autre	2	2%
<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>100%</b>

**Source** : enquêtes personnelles, juillet-août 2015.



**Annexe 5 : Photos prises sur le terrain lors de la phase de collecte de données dans la commune de Ziguinchor**

Boutique de WARI cambriolée dans la nuit du 7 au 8 août 2015 à Kandialang



État dégradé de la route entre le marché de Boucotte et le boulevard des 54 mètres



Vue externe et interne d'un passage forcé pour cambrioler une boutique dans la nuit du 30 novembre au 01 décembre 2015 à Diabir.

Vue externe



Vue interne



**Source :** enquêtes personnelles, juillet-août 2015

## Table des matières

Remerciements	i
Dédicaces	ii
Liste des sigles et abréviations	iii
Liste des figures et tableaux	iv
Sommaire	vi
Introduction générale	1
Première partie : Processus d'élaboration de la problématique	5
Chapitre 1 : Revue de la littérature et problématique	7
1.1 Revue de la littérature	7
1.2. Problématique de la recherche	23
1.3. Objectifs de la recherche	32
1.3.1. Objectif général	32
1.3.2 Objectifs spécifiques	32
1.4 Hypothèse de travail	32
1.4.1 Hypothèse principale	32
1.4.2 Hypothèses secondaires	32
1.5 Justification de l'étude	33
1.6 Définition des concepts opératoires	34
1.7 Modèle théorique	43
Chapitre 2 : Univers de l'étude et méthodologie	47
2. Présentation du cadre de l'étude	47

2.1. Cadre général de l'étude	47
2.1.1. Délimitation du cadre spécifique d'étude	48
2.1.2. Localisation géographique et population de Ziguinchor	48
2.1.3. Situation politique et Potentialités économiques de Ziguinchor.	50
2.2. Méthodologie de recherche	51
2.2.1. Les instruments d'investigation	51
2.2.1.1. La recherche documentaire	51
2.2.1.2. Les techniques qualitatives	52
2.2.1.3. Le questionnaire	55
2.2.2. L'échantillonnage	55
2.2.2.1. Le pré-test	57
2.2.3 l'histoire de la collecte	58
2.2.3.1 Le déroulement de l'enquête	58
2.2.3.2 Les difficultés rencontrées	59
Deuxième partie : Analyse des interrelations entre crise sociopolitique, crise économique, violence et développement à ziguinchor	61
Chapitre 3 : Crises et insécurité dans la commune de ziguinchor	63
3.1 Des indicateurs d'une crise politique à Ziguinchor	63
3.1.1 Manifestation de la crise dans l'appartenance et la participation politique	65
3.1.2 La faible satisfaction des populations face aux activités politiques comme manifestation de crise politique	72
3.2 Crise économique et les difficultés financières	77
3.2.1 Conditions de vie des populations et chômage	78
3.2.2 l'informel comme refuge des populations face à la crise économique	82
3.3 Des crises à l'insécurité dans la commune de Ziguinchor : les représentations sociales en question	87
3.3.1 Lien entre crises et insécurité à Ziguinchor	87
3.3.2 Présentation de quelques cas de violence	94

Chapitre 4 : Conséquences des violences dans la ville de ziguinchor	97
4.1 Évolution des rapports entre les différents acteurs concernés par la violence à Ziguinchor et stratégie d'adaptation des populations face à l'insécurité	97
4.1.1 Interactions entre habitants, agents de sécurité et autorités politiques locales	97
4.1.2 Stratégies d'adaptation des populations face à la crise économique et à l'insécurité	101
4.2 Conséquences de l'insécurité sur le développement à Ziguinchor	106
4.2.1 Lien entre insécurité et développement à Ziguinchor : une question à controverse	106
4.2.2 Répercussion des violences sur la mobilité et les activités socio-économiques des populations	111
Conclusion générale	116
Références bibliographiques	119
Annexes	123